

La Lettre de l'IRMC

n° 34 | juin 2023

*avec les contributions de
Mustapha Azaitraoui
Maha Bouhlef
Alice Carchereux
Hanan Chebbi
Paul Luciani
Maria Messaoudi
Hassan Mouri
Daniela Musina
Ines Naimi
et Diane Robert.*

dossier

L'ENVIRONNEMENT PAR LES SCIENCES SOCIALES

coordonné par Jamie Furniss, anthropologue

Sommaire

4 Éditorial

7 Dossier. L'environnement par les sciences sociales

J. Furniss : Introduction. Studying waste and environment from a social science perspective in the contemporary Maghreb

1. Les économies du recyclage. Acteurs et actrices

M. Azaitraoui : Consensus et formes d'organisation des récupérateurs de déchets à Rabat

H. Chebbi : Les acteurs invisibles de l'économie circulaire : construction d'un système alternatif de valorisation des déchets ménagers

I. Naimi : Vers une écologie industrielle et territoriale à Sfax

2. Engagements 29

A. Carchereux : Figures et parcours de rebelles dans les temps ordinaires des nuisances environnementales à Agareb 30

H. Mouri : L'action sociale contre le centre de traitement de déchets dangereux de Jradou 36

D. Robert : Les réponses socio-territoriales aux mobilisations contre les nuisances industrielles dans la Tunisie post-2011 42

J. Furniss, M. Bouhlef : Le président « propre » : déchets et propreté comme métaphores politiques 48

M. Messaoudi : Écologie, autogestion et initiative citoyenne en Algérie : le cas de Tafilalet 54

59 Sur ce thème...

61 Jeune recherche

P. Luciani : Bébé tunisiens : objectifs et conditions d'une enquête anthropologique

D. Musina : Militarised Bodies and Gendered Roles: Assessing « Gender » in Women, Peace and Security (WPS) Trainings in Tunisia

70 Actualités des publications

74 Les Lettres de l'IRMC

Coordination scientifique : Katia Boissevain et Jamie Furniss
Préparation éditoriale : Selma Hentati
Conception de la charte graphique : Besma Ouraïed
Traductions en arabe : Afef Toumi
Coordination du projet artistique : Anaëlle Birre
publications@irmcmaghreb.org



Chères lectrices, chers lecteurs,

Je vous invite à découvrir le numéro 34 de *La Lettre de l'IRMC* dans son nouveau format. Il s'agit de la livraison du mois de juin – parue début juillet – qui sera suivie d'un second numéro annuel, au mois de décembre. L'IRMC y expérimente une nouvelle formule de publication qui, en passant de 4 numéros par an à 2, permet à l'équipe éditoriale de trouver un souffle plus régulier, plus ample.

Après le numéro venu marquer les trente ans de l'institut, livraison unique de l'année 2022, l'objectif est de proposer, à partir de 2023, une *Lettre* composée d'un dossier thématique, suivi d'une section consacrée à la « Jeune recherche ». Le dossier sera fondé sur les recherches collectives initiées au sein de l'institut dans le cadre d'un programme de recherche, ou sur des articles qui retracent l'état des lieux d'une thématique traitée au fil des ans à l'IRMC. La rubrique « Jeune recherche », elle, ne change pas, puisqu'elle continue de mettre en valeur les travaux conduits par les étudiant·e·s de master et les doctorant·e·s accueilli·e·s à l'IRMC grâce aux bourses doctorales, bourses courtes ou stages d'études. Les articles publiés dans cette rubrique de *La Lettre* peuvent être lus comme un avant-goût des articles scientifiques à venir.

En effet, *La Lettre de l'IRMC* n'est pas une revue scientifique en cela qu'elle ne s'est pas dotée d'un système d'évaluation par les pairs, en double aveugle. Néanmoins, les textes ont valeur scientifique dans la mesure où ils sont adossés à des recherches de grande qualité, portés (et relus) par des chercheur·e·s en formation ou plus expérimenté·e·s.

Vous trouverez également dans cette livraison des liens vers un compte-rendu rédigé sur un ouvrage publié par l'IRMC l'année précédente, vers des archives de l'institut, ainsi qu'une rubrique intitulée « Actualité des publications ». Autant d'outils pour prolonger la lecture et la réflexion. Quant aux langues, certaines contributions sont ici proposées en anglais, dans l'objectif de mieux exploiter les opportunités du multilinguisme en termes de diffusion de la recherche en SHS. Par la suite, les prochains numéros de *La Lettre* s'emploieront à consacrer une place plus grande à l'arabe.

Ce premier dossier, coordonné par Jamie Furniss, anthropologue et chercheur à l'IRMC de 2019 à 2023, est consacré à la manière dont l'environnement est abordé en sciences sociales au Maghreb. Les articles qui y sont réunis présentent quelques-uns des résultats du programme de recherche qu'il a développé lors de son séjour en Tunisie, et donne à voir un condensé des relations tissées avec les chercheur·e·s qui travaillent ici, et plus largement au Maghreb sur des objets comparables. Je le remercie d'avoir pris en charge ce premier dossier, nous permettant d'entamer ce nouveau cycle pour *La Lettre de l'IRMC*.

L'entrée principale dans ce vaste champ est celle que permet la gestion des déchets en tous genres. Ici, l'ensemble des publications aborde l'objet social total (et parfois la catégorie valise) qu'est l'« environnement » par le prisme des systèmes d'organisation des acteurs sociaux. Soient-ils récupérateurs de déchets à Rabat (Mustapha Azaitraoui), à Mnihla ou Soukra (Hanan Chebbi), qu'il s'agisse de l'interaction avec le tissu urbain, des mobilisations contre les nuisances diverses et de la marginalisation des localités à Sfax (Alice Cachereux), ou des défaillances d'un projet



Katia Boissevain, directrice de l'IRMC

d'élimination de déchets toxiques à Jradou (Hassan Mouri), les auteur·e·s analysent la manière dont les hommes et les femmes s'emparent de ces questions, et leurs écrits mettent au jour les articulations entre gestion des déchets, mobilisations des acteurs (à différents niveaux des sociétés du Maghreb) et crises politiques et urbaines. Un article rédigé par Maria Messaoudi se distingue de cet ensemble thématique. En effet, à Tafilelt, dans le M'zab, ce n'est pas sur les déchets et leur gestion qu'elle porte le regard, mais sur une nouvelle conception de la ville, insufflée par le travail d'institutions locales. Si l'article traite lui aussi de la dimension d'organisation, voire d'autogestion citoyenne, elle s'y observe par les expériences associatives qui mobilisent les enjeux liés à l'écologie dans les villes algériennes.

Entre subjectivités et actions individuelles, organisations à l'échelle locale et rapport à l'État, prise en compte des relations au sein des villes et/ou entre urbanité et ruralité, les sciences humaines et sociales se saisissent des questions environnementales depuis une trentaine d'années. Les articles de ce dossier constituent autant de pistes de recherche qui donneront certainement lieu à des collaborations fructueuses, entre disciplines des SHS dans un premier temps (sociologie, anthropologie, géographie, histoire et sciences politiques), ainsi qu'avec les sciences de l'environnement, qui ont pour souci commun le vivant et les contraintes dans lesquelles il se déploie sous toutes ses formes.

La rubrique « Jeune recherche » est reconduite, ce qui permet de donner une visibilité à une partie de la formation par la recherche conduite au sein de l'institut. Dans ce numéro, on y retrouve deux articles originaux. Le premier est rédigé par Paul Luciani, qui explicite la problématique centrale de sa thèse de doctorat poursuivie à [Aix-Marseille Université](#), et qu'il résume comme suit : « comment étudier les bébés d'un point de vue anthropologique », c'est-à-dire comment construire des savoirs sur l'enfance, sur la socialisation de l'enfant et sa

subjectivation avec les outils de l'anthropologie. Il y décrit les étapes de son terrain de recherche en Tunisie, les outils méthodologiques développés, les soubassements théoriques voire politiques de l'entreprise. Le second article, rédigé par Daniela Musina, doctorante en sciences politique à l'[École normale supérieure de Pise](#), concerne les valeurs déployées dans les formations « Women, Peace and Security » en Tunisie, et la perception du corps féminin au sein des professions militaires, majoritairement masculines. De la subjectivité des bébés aux rôles professionnels genrés, on voit l'étendue des objets traités au même moment, dans une même institution de recherche. Le grand écart n'est qu'apparent. Les conversations et échanges intellectuels qui ont eu cours au fil des séminaires doctoraux et au-delà mettent en lumière l'interpénétration des sociétés et des préoccupations, les multiples liens entre intimités individuelles et politiques, corps et sociétés.

Comme tout laboratoire de recherche, avec l'immersion dans un terrain de recherche partagé en plus, les [Umifres](#) permettent ces rencontres humaines et intellectuelles riches, ces croisements entre disciplines et traditions scientifiques. *La Lettre de l'IRMC* se veut être une fenêtre vers les résultats de ces recherches.

Grâce à une mise en page renouvelée, des rubriques clairement identifiées et un souci iconographique ouvert à la photographie, aux illustrations graphiques et pourquoi pas, à terme, à l'art plastique, j'ai souhaité que *La Lettre de l'IRMC* allie autant que faire se peut propos scientifique, informatif et artistique. C'est avec beaucoup d'admiration et de reconnaissance pour le travail accompli au fil de ces pages que je vous souhaite une bonne lecture.

J'espère que ces articles vous inciteront à aller consulter les travaux qui sont référencés, et que nous aurons l'occasion d'échanger avec vous prochainement, voire de publier certains de vos textes.

Dossier

coordonné par Jamie Furniss, anthropologue

avec les contributions de Mustapha Azaitraoui, Maha Bouhlel,
Alice Carchereux, Hanen Chebbi, Maria Messaoudi,
Hassan Mouri, Ines Naimi et Diane Robert.

L'ENVIRONNEMENT PAR LES SCIENCES SOCIALES

Introduction

Studying waste and environment from a social science perspective in the contemporary Maghreb

Jamie Furniss

When I arrived at the IRMC in 2019, I was mainly a specialist of Egypt, and Cairo's waste collectors, which I had studied from a variety of angles, in particular the history of development projects implemented for their benefit, and different economic and social aspects of their profession. Whereas in Egypt the Zabbaleen, as the waste collectors are called, were an established topic – even an “over-researched” one according to some – I was unable to find an equivalent body of work on waste and waste collectors, or even environmental topics more broadly, when I arrived in Tunisia. A few notable exceptions to this were the early and excellent articles of Michèle Jolé, who wrote about Morocco (1982, 1991), but also Tunisia (1984, 1989), and the more recent work of Chiara Loschi (2016), Siad Darwish (2018, 2020), Ridha Boukraa (2014) and Hassane Mouri (2016). A number of factors explain this difference, for example the Zabbaleen are a spectacular and “charismatic” social group that has no equivalent in Tunisia. The simple fact that in Cairo you can walk into a single neighbourhood where more or less everyone works in waste and recycling is a major facilitator of research on the subject. It is also a reflection of the general paucity of research on Tunisia compared to Egypt, and the fact that “environment” has not been a category of interest for regional scholars, eclipsed by politics, religion and the other dominant threads of classic Middle East and North Africa scholarship, as described by Lila Abu-Lughod in her 1989 *Annual Review* article, and in many aspects reiterated by Deeb and Winegar in their similar 2012 piece. Environment isn't even

among the “emerging” areas referred to in the latter article, notably studies race and ethnicity, secularism, law, human rights, science and technology, and queer studies. Where Tunisia is concerned, much recent work that reflects European political priorities and the country's recent history, thus addressing issues such as migration, “security”, transitional justice, youth disenfranchisement, etc. Within Tunisia (and Egypt, as well as many other settings, within and beyond the sub-region), the environment in general, and waste in particular, are mostly addressed in and through applied sciences, in particular schools of engineering, technology, etc. In Tunisia, for example, there is an [Institut supérieur des Sciences et Technologies de l'Environnement](#) with over 700 students in undergraduate and graduate programmes, as well as specialised options in waste management at the [École nationale des ingénieurs de Sfax](#).

While these institutions and programmes are indispensable, they are not mirrored by an interest in environmental issues from a social science perspective. They reflect a predominantly technical approach to environmental problems and a degree of what might be called technology fetishism or an engineering mystique. My position, constructed through often depressing fieldwork experiences, is that a great many of the environmental problems in a country like Tunisia are primarily attributable to, and resolvable through, governance, funding, politics and society – more so, anyway, than off-the-shelf technical fixes. In my four years in Tunisia, I had ample opportunity to attend events where the debate

consisted of trying to decide whether it was in fact the “German technology”, “Japanese technology” or “American technology” that would save us. The stream of engineers and economists proclaiming the circular economy and announcing Mechanical Biological Treatment, incinerators that power cement factories, and so forth as the once and future solution

entrées while in Tunisia. To this end, I sought to attempt a kind of “from-the-bottom-up” relativisation or deconstruction of “environment” as an analytical or universal category. The aim of this line of research was to show that environment must be seen as an emic or ethnographic category of variable content and significance depending on the historical and



© Mahmoud Yahyaoui - Zaghouan / Pexels

to the environmental crisis never seemed to tarry. However, I also visited sites such as the “uncontrolled landfill” in the region of Monastir, a location where one level of government (the municipality) has been dumping waste into a protected wetland for over 10 years, since the engineered site was blocked by protesters in 2011. Meanwhile the authorities who are supposed to approve and tender for the construction of the new site ([the National Agency for Waste Management, ANGED](#)) have been – depending on who you ask – too busy, corrupt, inept, or structurally prevented from doing so. Another example of this kind of kicking the ball back and forth in a “blame game” was a waste transfer station (a centralisation point for household waste prior to transporting in larger vehicles to landfill) that was itself becoming an uncontrolled landfill because municipal collectors frequently found the site either closed or full when they arrived to offload the waste from their collection round. Not wanting to wait around at the end of their shift for someone to fix the problem, they had opted to tip their loads on the open ground and head home. And so on. Of course, “the environment” is a much broader topic than waste, and I specifically wanted to diversify my

social setting. My goal here is to encourage a comparative anthropology of “the environment” that asks what exactly “environment” refers to in Tunisia (or elsewhere) today. The question first emerged from the political and social history of the instrumentalisation of environment as a propaganda tool during the Ben Ali regime, which I then attempted to follow down other avenues, such as the analysis of discourse in public signage pertaining to waste, the political semiotics of waste, or the way the topic of “the environment” is integrated into the national school curriculum. The heavy emphasis on waste here is not merely a product of my own interest in the topic – as I said, I actually made a deliberate effort to move away from it – but rather comes from the fieldwork itself, which revealed environment as being characterised by visibility and proximity, making garbage, and in particular its visual accumulation in public space, a kind of archetypal “environmental problem”, often to the detriment of issues like air or water pollution, climate change or water shortage. The rapid political telescoping of waste crises into political crises, the connection between waste and corruption (e.g. during the “Italian waste scandal”, when several hundred containers of household waste were exported from Italy to Tunisia under the pretext

that they were recyclable materials destined to be sorted and re-exported, but were in fact being dumped in the Tunisian countryside) and the use of clean-up as a political idiom (e.g. during the *halit wa'i* [State of Awareness] movement following Kaïs Saïed’s election as president, the topic of one of the articles that follows) are indicators of the ongoing political overtones of issues of waste, cleanliness and the environment more broadly in contemporary Tunisia. One of the most common comments I received from people in Tunisia when I told them I was working on the environment and waste was “you really have your work cut out for you”, in reference to the ubiquitous accumulation of waste in the country. It often seemed ironic to me that waste could be so ubiquitous in public space and people’s minds at the same time. You’d think that such an awareness of and sensitivity to the waste issue would be incompatible with such a massive unaddressed problem. But from another point of view, it makes perfect sense, since it is precisely the ubiquity of waste that gives it its preponderance in people’s environmental imaginary: the more something is a problem, the more people think about it and discuss it.

But I always sought to relativise the critical and unfavourable comparisons with “Northern” countries in which people – especially Tunisians themselves – were engaged. First of all, I have always tried to encourage people to consider carefully what accumulations of waste are a sign of. Typically, people conclude that they reflect a “lack of education and awareness”. However, as a municipal councillor put it during a workshop on waste I facilitated with local government and NGOs in a provincial Tunisian city: “sure, we can write ‘cleanliness is part of faith’ and ‘God damn you if you put trash here’ on the walls, but do you think that will solve the problem? We need trash pickup operations organised by the municipality, not slogans”. Are waste accumulations a reflection of failures of personal responsibility, or infrastructural deficiencies? Or indeed something more radical and fundamental, such as our modes of production and consumption, and predominant forms of industrial design?

Secondly, I have always tried to remind people that, on a kilo per capita basis, a country like Tunisia produces considerably less volume of waste than all of the apparently “cleaner” countries of Europe and North America, and that, moreover, official recycling

rates can be deceptive. The absence of a state-planned and coordinated system for source separation does not mean that there is no recycling in Tunisia, where the so-called informal sector (in which many municipal collectors also participate, as Hanen Chebbi’s article below nicely demonstrates) sorts and ensures that huge volumes of materials are recycled. In fact, the state also does support plastic recycling through a scheme called [Ecolef](#), which subsidises the purchase of collected PET bottles with funds from a tax on imported virgin plastic. Meanwhile, recycling rates in Europe and North America are often not as high one would expect, and sometimes lower than the separation system implies, as when sorted materials find no takers and are ironically landfilled. This has been documented in a number of cases, particularly after China’s closure to imported waste in 2017. Even the question of education and awareness is not so clear-cut, since a large proportion of Tunisians spontaneously sort out their plastic bottles and stale bread quite without the municipality providing them with the coloured bins.

The IRMC encourages its staff researchers to organise thematic seminars that can generate papers for publication in in-house edited volumes. This was a challenging proposition given the extent of currently ongoing research on environmental topics from a social science perspective in the country and the Maghreb region more broadly. It was possible to identify a small number of researchers, such as Mustapha Azaitraoui in Morocco, Madani Safar Zitoun in Algeria, as well as Hassane Mouri and Maha Bouhlef in Tunisia, who had worked on environmental issues as human geographers and sociologists. Hanen Chebbi also launched a project on informal sector waste collectors in Tunisia around 2020, along with masters students such as Alice Carchereux, Simon Gielis, Ines Naimi, Menna Soundani, Marwa Glaa and Maria Messaoudi. We were able to support some of them through scholarships created specifically for that purpose with the [Institut Français de Tunis \(IFT\)](#) and the [Forum tunisien des droits économiques et sociaux \(FTDES\)](#). I also set up a “Traveling Masterclass” where we organised a series of one-day events for groups of research students in sociology, anthropology, human geography, waste engineering, environmental technologies and management. These consisted of a morning of theoretical and fieldwork-based lectures and an afternoon field visit. The two were articulated in such a way that the



© Amine M'Siouri - Canyon de Ghoufi, province de Batna, Algérie / Pixels

morning was supposed to provide a comparative and analytical framework for understanding what we would see in the field, and the field visit a concrete illustration and extension of what had been discussed. In doing so, I hoped to stimulate more social science interest in environmental topics in two ways. For those in social science disciplines, the hope was that they would consider choosing an environmental topic for their research and future work, and acquire a better understanding of how their discipline and methods could be applied to the area. For students on engineering, technology, and management programmes, the hope was to instil an elementary recognition that social, political, historical and other factors are worth taking into consideration alongside the technical and scientific ones with which they are familiar. Although the former project corresponded more closely to my personal interests as a researcher, the second objective probably has greater potential impact, as the future of environmental topics in the region is largely in the hands of those professionals. Virtually every former political figure or civil servant who had worked in the environmental field whom I had the opportunity to interview for my work on the political history of the environment in the country was a scientist or engineer of one kind or another, and I don't see much sign of that changing, even if a new generation of environmental activists with humanities and political backgrounds and approaches to the environment is emerging.

Naturally, there are many colleagues in social sciences who have worked on themes such as water and agriculture, but rarely with problematisations and questions that allowed much of a dialogue with the approach I favoured. One possible link between the questions I was hoping to ask and ongoing research

done by others seemed to be environmental social movements. Thanks to the [A*Midex Foundation](#) and the efforts of Chantal Aspe and Marie Jacqué from [Aix-Marseille University](#), we were able to organise a series of seminars around this theme. I learned a lot about the field of research that aims to describe and analyse environmental movements sociologically, but despite a great match with the doctoral fieldwork of Diane Robert (see Robert 2021), who was conducting a Ph.D on this very topic in Tunisia, we were not able to locate enough existing research or mobilise enough new work to produce a coherent research product – or even an agenda. We ended up with a series of contributions on waste, mostly from the southern Mediterranean countries, with a heavy emphasis on livelihoods, juxtaposed with a series of sociologies of environmental activists in Europe. The two constellations of work failed to really speak to one another, partly because a conscious commitment to the “cause” of environmentalism, saving the planet, *etc.*, had a limited role in the case studies from the southern Mediterranean. While this does point to an extremely important point that I am quite interested in trying to demonstrate – namely, how conceptions of the “environment”, its relative social and political appeal, and the sociological profiles of the persons attracted to it vary across settings – we did not have quite the right mix of cases to make a cogent demonstration of this point. More importantly, our discussions along those lines tended to fall into the trap of adopting a belittling and teleological viewpoint, one that seemed to imply that the environmental preoccupations in the southern Mediterranean have a quaint and dated aspect, as though people in Arabic speaking countries are just beginning to discover the issues that mattered in Europe in the 1970s, and haven't yet grasped the key issue of climate change. The normative, and

progressive-to-radical views of a number of us on the climate issue and how it should be addressed – views which are probably quite correct if one is thinking purely about how to position oneself politically – led to kind of disappointed, critical (in the sense of judgemental), and at times deprecatory reading of the field sites from the southern Mediterranean. This thematic issue of *La Lettre de l'IRMC* is therefore intended to give a sense of some of the work that has been identified, catalysed and supported over the past few years. While the disciplines, questions, fieldwork locations, and analytical objectives vary, all of the people published in this volume have shared in the common effort of applying social science methods to the study of contemporary environmental topics in the Maghreb, and have, in addition, been affiliated in some way with the IRMC or have participated in one of the events it has hosted over the past four years. It is a source of particular encouragement and satisfaction (even if the amount of credit I deserve for inspiring their work is often limited) that the majority of the researchers published here are at the beginning of their careers, and/or have only recently started working on environment-related projects. As an academic anthropologist of the Middle East and North Africa, with a particular but not exclusive interest in environmental topics, relevance to “solving” environmental problems in the region is not the only yardstick by which I would have my work valued. But an ecological crisis from which no one can today remain aloof threatens us existentially, and I firmly believe that if way out there be, it shall not to be found through technological mastery alone.

Bibliographie

ABU-LUGHOD Lila, 1989, “Zones of Theory in the Anthropology of the Arab World”, *Annual Review of*

Anthropology, vol. 18, 267-306.

BOUKRAA Ridha, 2014, « [Les conditions de vie des chiffonniers avant et après la fermeture des décharges de Ghar Tfal Et Beni Wail au Cap-Bon](#) », *IBLA*, n° 214, 257-282.

DARWISH Siad, 2018, “Balad el-Ziblê (Country of Rubbish): Moral Geographies of Waste in Post-revolutionary Tunisia”, *Anthropological Forum*, vol. 28, 61-73.

DARWISH Siad, 2020, “Flowers in Uncertain Times: Waste, Islam, and the Scent of Revolution in Tunisia”, *Ethnos*, vol. 86, n° 4, 1-22.

DEEB Laura, Winegar Jessica, 2012, “[Anthropologies of Arab-Majority Societies](#)”, *Annual Review of Anthropology*, vol. 41, 537-58.

JOLÉ Michèle, 1982, « L'hygiène publique et l'espace urbain. Exemple : Rabat », *Bulletin économique et social du Maroc*, n° 147-148, 101-116.

JOLÉ Michèle, 1984, « [La politique d'assainissement à Tunis](#) », in J. Métral, F. Métral et G. Mutin (dir.), *Politiques urbaines dans le monde arabe*, Lyon, Maison de l'Orient.

JOLÉ Michèle, 1989, « Le déchet ou “l'autre côté de la limite” », *Maghreb-Machrek*, vol. 123, 207-215.

JOLÉ Michèle, 1991, « [Gérer ses rédigus en public. R'bati, Slaoui, et habitants de Temara aux prises avec leurs déchets](#) », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 53, 32-39.

LOSCHI Ciara, 2016, *Sweeping Too Much Dirt under a Small Carpet. How Local Rubbish Collection Reforms Uncover the Destabilizing Force of Authoritarian Persistence in Tunisia*, thèse de doctorat, Université de Turin.

MOURI Hassane, 2016, *L'informel ou la face cachée de la précarité. Le cas des chiffonniers de Tunis*, Tunis, Institut supérieur des sciences humaines et sociales/Latrach.

ROBERT Diane, 2021, « [Contestations croisées des nuisances environnementales des industries et des injustices territoriales à Gabès et à Kerkennah \(Tunisie\)](#) », *Justice spatiale - Spatial justice*, n° 16.



1. LES ÉCONOMIES DU RECYCLAGE

ACTEURS ET ACTRICES

*Mustapha Azaitraoui : Consensus et formes
d'organisation des récupérateurs de déchets à Rabat*

*Hanen Chebbi : Les acteurs invisibles de l'économie
circulaire : construction d'un système alternatif de
valorisation des déchets ménagers*

*Ines Naimi : Vers une écologie industrielle et
territoriale à Sfax*

Consensus et formes d'organisation des récupérateurs de déchets à Rabat

Mustapha Azaitraoui

Cet article expose la création de la coopérative « At-Tawafouk » en 2010 suite à la mobilisation de récupérateur·rice·s de déchets au Maroc, et sur les formes d'inclusion que cette coopérative a permises à destination d'une population par essence vulnérable et marginalisée.

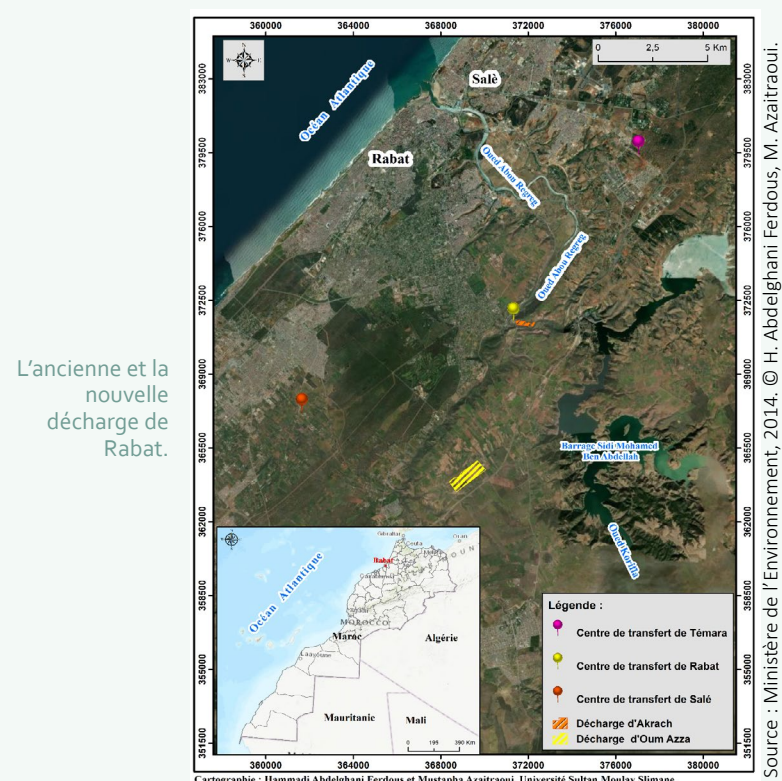
This article describes the creation of the "At-Tawafouk" cooperative in 2010, following the mobilisation of waste pickers in Morocco, and the forms of inclusion that this cooperative has enabled for a population that is inherently vulnerable and marginalised.

يتحدث هذا المقال عن تأسيس تعاونية "التوافك" سنة 2010 إثر التحرك الذي قام به جامعو النفايات، إضافة إلى أشكال الإدماج التي مكنت منها هذه التعاونية لفائدة شريحة مجتمعية تعد بطبيعتها مهمشة وهشة

Introduction¹

Rabat, la capitale du Maroc, est parmi les premières villes du pays à avoir opté, après Casablanca, pour un système de gestion déléguée des déchets urbains. En effet, le mode de gestion du service de collecte des déchets ménagers de la ville a connu de nombreux changements, dont notamment le passage, à partir du début des années 2000, de la régie directe à la gestion déléguée. Elle est également la première ville à avoir mis en place une expérience d'intégration des récupérateur·rice·s informel·le·s des déchets en aval du cycle de gestion. En effet, l'expérience de Rabat a consisté à intégrer les récupérateur·rice·s informel·le·s² travaillant dans l'ancienne décharge publique d'Akrach, à 17 kilomètres de Rabat, dans un système formel. Ces récupérateur·rice·s de déchets sont intervenu·e·s, pendant plusieurs années, en marge de la chaîne de valeur des déchets, et en marge de la société ; ils et elles jouent pourtant un rôle important dans le système de gestion de ces derniers (Azaitraoui, Moretto, 2013).

Les récupérateur·rice·s informel·le·s de l'ancienne décharge de Rabat ont formé une



L'ancienne et la nouvelle décharge de Rabat.

coopérative dès 2010, « At-Tawafouk »³, suite à la mobilisation des récupérateur·rice·s et à l'implication des autorités locales et de la société délégataire de gestion de la décharge publique. Dans ce contexte, il a été convenu de mettre en place, dans le projet de la nouvelle

décharge d'Oum Azza, un centre de tri pour l'intégration des récupérateur·rice·s opérant sur le site de l'ancienne décharge⁴. Suite à cela, il a été décidé d'opter pour le statut de coopérative comme mode d'organisation et d'exploitation du centre. Ainsi, 156 récupérateur·rice·s ont été accompagné·e·s dans le cadre d'un projet de développement mené par l'ONG Care International⁵.



© M. Azaitraoui, décembre 2022.

Centre de tri à la décharge d'Oum Azza.

Ce passage au statut de la coopérative s'est également produit grâce aux mobilisations d'un groupe de récupérateur·rice·s. Yassin, jeune travailleur dans la récupération des déchets de l'ancienne décharge, et étudiant en histoire à la faculté de Rabat, a été le *leader* de ces mobilisations, ainsi que l'intermédiaire entre les récupérateur·rice·s et les autorités. Il est président de la coopérative depuis sa création en 2010.

Les décharges publiques, des territoires marginaux

La collecte des déchets à Rabat se fait actuellement par voie de gestion déléguée dans le cadre de contrats de gestion déléguée avec trois sociétés, dont deux sont chargées de la

collecte et de l'évacuation des déchets ménagers vers le centre de transfert situé à Akrach⁶. Mais la qualité du service est limitée par de grandes disparités spatiales. Dans les quartiers centraux, et dans ceux où résident des catégories sociales aisées, le service est d'un niveau largement satisfaisant, avec une fréquence de collecte quotidienne. À l'inverse, dans les quartiers périphériques, le service demeure insuffisant. Dans ces zones, habitées essentiellement par des franges sociales démunies, il peut arriver que l'on se contente de caissons de grande capacité, qui sont évacués une fois remplis (Yousri, 2021).

Depuis 2007, les déchets collectés à Rabat sont acheminés vers la décharge contrôlée d'Oum Azza. Avant cette date, les déchets de la capitale étaient mis en décharge à Akrach, sur le site d'une carrière abandonnée située à 18 kilomètres au sud de Rabat, près de l'Oued Akrach, affluent de l'Oued Bou Regreg. En 1985, date de la création de la décharge, son exploitation a été confiée à la communauté urbaine, jusqu'en 1998, lorsqu'elle a été transférée à la société SEGEDEMA, filiale du groupe français Pizzorno. Le contrôle du transport des déchets était assuré par le secteur public, en l'occurrence la commune, à partir d'un ensemble de points de regroupement et de pointage. Par la suite, la gestion de la décharge a été confiée au secteur privé. Mais malgré les efforts déployés par la société délégataire, l'exploitation de cette décharge a été entravée par un ensemble de contraintes d'ordres technique, organisationnel et de coordination. Des analyses effectuées par le Laboratoire public des Essais et des Études (LPEE) en 1997, sur des échantillons d'eau prélevés dans des puits limitrophes de la décharge, ont montré que la nappe phréatique de la zone est affectée par une pollution générale (El Kamlihi *et al.*, 1997).

¹ Cette publication a été réalisée grâce au programme « Directeurs d'Études Associés » DEA 2022, financé par la Fondation FMSH, après un séjour de recherche effectué en France du 11 septembre au 12 octobre 2022.

² Ces récupérateur·rice·s travaillaient sur le site de la décharge d'Akrach. C'est suite à la saturation de la décharge et à l'apparition de plusieurs dégâts liés, notamment, à l'infiltration du lixiviat (liquide produit par le mélange d'eau et de déchets) dans la nappe phréatique et dans le fleuve Bou Regreg qui passe à côté de la décharge, que la commune a désigné un autre site pour y établir une nouvelle décharge, dans la commune d'Oum Azza.

³ « Consensus » en arabe.

⁴ Comme stipulé dans l'article 21 de la Convention de gestion déléguée de la décharge contrôlée d'Oum Azza.

⁵ Care International est une association humanitaire étatsunienne fondée en 1945.

⁶ Il s'agit de la société française Derichebourg, qui assure la collecte des déchets ménagers au niveau des arrondissements de Hassan Yaacoub El Mansour, et de la société espagnole Solamta, chargée de la collecte des déchets ménagers dans les trois arrondissements de Youssoufia, Agdal-Ryad et Souissi. Le troisième contrat, conclu avec la société Averde, concerne le balayage et la collecte des déchets verts, des déchets inertes, des gravats et des encombrants générés dans l'ensemble de la ville.

À partir de 2007, et suite à la fermeture des deux décharges sauvages d'Akrach et de l'Oulja, les déchets ménagers de l'agglomération de Rabat-Salé-Témara sont éliminés dans la nouvelle décharge contrôlée intercommunale d'Oum Azza, dont la conception, l'aménagement et l'exploitation ont été confiés à la société TEODEM, autre filiale du groupe français Pizzorno. Dans la mesure où le site de la décharge d'Oum Azza est éloigné des zones de collecte des déchets, il s'est avéré nécessaire de mettre en place trois centres de transfert, installations intermédiaires entre la phase de la collecte et celle du transport des déchets vers la décharge. Les déchets y sont regroupés et compactés, avant d'être acheminés vers Oum Azza, par des véhicules de grande capacité. Cette nouvelle décharge dispose d'un centre de tri permettant le recyclage des fractions recyclables. Ce centre est le lieu de travail des membres de la coopérative « *At-Tawafouk* ».

De la marginalité à l'inclusion

Sur ces deux territoires, l'ancienne et la nouvelle décharge, opèrent des acteur·rice·s du recyclage des déchets. Dans la décharge d'Akrach, l'activité de recyclage s'effectuait de manière informelle, et a évolué en marge du système et des structures de gestion des déchets solides. Elle suivait une organisation pyramidale dont les premier·ère·s acteur·rice·s sont les récupérateur·rice·s sur les sites de la décharge, suivi·e·s par d'autres acteur·rice·s informel·le·s, les intermédiaires et les grossistes. Ces dernier·ère·s se situent au sommet de l'organisation, et constituent ainsi la vitrine de la filière de récupération des déchets, avec le débouché final des produits récupérés : les unités industrielles procèdent alors à la réintroduction des déchets recyclés dans le processus de production. Cependant, le transfert à la nouvelle décharge d'Oum Azza a permis de placer au centre de ces activités des problématiques sociales et territoriales. La constitution de la coopérative « *At-Tawafouk* » était source de conflits d'intérêts avec d'autres acteur·rice·s de la récupération informelle des déchets, notamment les intermédiaires installés à proximité de l'ancienne décharge d'Akrach. Dès le début du projet de coopérative, ils et elles ont exprimé leur désaccord de prendre part à un

système formel. En effet, la coopérative constitue un risque pour leur activité autonome, puisqu'elle vend directement ses produits aux grossistes et aux sociétés de recyclage titulaires d'une patente et répondant à la réglementation commerciale ; cela signifie donc l'exclusion des intermédiaires de la chaîne de valeur du recyclage. Face à ce risque, et depuis le départ, ils et elles ont usé de tous les moyens pour empêcher la création de la coopérative, en décourageant par exemple les récupérateur·rice·s d'y adhérer, voire en recourant à la violence contre les récupérateur·rice·s initiateur·rice·s du projet. Le président de la coopérative a même été traduit en justice suite à une querelle provoquée et mise en scène par un complice des intermédiaires protagonistes. Grâce à de faux témoins, l'accusation s'est soldée par l'emprisonnement du président, libéré ensuite grâce aux preuves de son innocence (Yousri, 2021).

Mais la création de la coopérative a constitué une forme de résistance pour les récupérateur·rice·s informel·le·s : elle a permis de recomposer l'activité de la récupération tout en renforçant son positionnement dans le marché de la gestion des déchets. Plus encore, cette nouvelle organisation est particulièrement bénéfique pour les femmes, dans la mesure où les conditions de travail dans le centre leur assurent un traitement égal à celui des hommes, contrairement à l'ancienne décharge sauvage où, selon le président de la coopérative,

auparavant, régnait la loi de la jungle où les forts écrasaient les faibles, ce qui plaçait les femmes dans une situation défavorable.

Ce changement a également permis d'atténuer le sentiment de précarité et d'exclusion sociale et spatiale, très répandu chez les récupérateur·rice·s de déchets informel·le·s (Yousri, 2021). Les femmes, en particulier, souffrent d'une double marginalisation : du fait de leur activité professionnelle d'une part, par essence marginale, et d'autre part par leur position sociale. En effet, au sein du dispositif de gestion des déchets urbains, l'ancien système leur laissait peu de place ; elles étaient peu prises en compte auparavant par les différent·e·s acteur·rice·s de ce dispositif.



© M. Azaitraoui, décembre 2022.

Conclusion

Le processus d'intégration ne se met pas en place sans difficulté. Si le travail des récupérateur·rice·s est reconnu, voire dans certains cas légitimé, et si la récupération connaît une forme d'institutionnalisation dans le cadre de nouvelles politiques environnementales, les mécanismes pour intégrer les travailleur·euse·s du secteur des déchets dans le système formel peuvent menacer l'existence de récupérateur·rice·s plus fragiles dans la ville (Cirelli, Florin, 2016). Le nouveau statut des récupérateur·rice·s informel·le·s de déchets et la constitution de la coopérative a fait l'objet d'un consensus qui a permis de faire évoluer le statut social et juridique de dizaines de femmes et d'hommes qui ont fait de la récupération des déchets leur gagne-pain quotidien. La réorganisation de leurs activités dans le centre de tri au sein de la nouvelle décharge d'Oum Azza constitue une évolution professionnelle permettant le développement de l'activité du recyclage en aval du système de gestion des déchets. Les retombées de ces améliorations ne se limitent pas au seul aspect financier, elles concernent surtout la valorisation du statut social et professionnel des récupérateur·rice·s, et l'amélioration de leurs conditions de travail. Néanmoins, cette activité a un rôle économique très important ; elle croise les secteurs formel et

Déchets emballés au centre de tri à la décharge d'Oum Azza.

informel dans un objectif de gain, à travers une chaîne qui se compose de plusieurs maillons d'acteur·rice·s.

Bibliographie

AZAITRAOUI Mustapha, MORETTO Luisa (dir.), 2013, *Regard croisé sur le système de gestion des déchets urbains au Maghreb : le cas de Beni Mellal au Maroc, Sétif en Algérie et Sfax en Tunisie*, Reus (Espagne), Ajuntament de Reus (rapport de recherche CIUDAD, coopération en matière de développement urbain et de dialogue).

CIRELLI Claudia, FLORIN Bénédicte, 2016, « [Les récupérateur·e·s de déchets : entre marginalisation et reconnaissance](#) », *Mouvements*, n° 87 : « Où va l'homo detritus ? ».

EL KAMLICHI M. A., LAKRANBI S., KABBAJ M., JABRY E., KOUHEN M., 1997, « Étude d'impact de la décharge publique d'Akrach sur la qualité des ressources en eau », *Revue Marocaine de Génie Civil*, n° 68, avril-mai.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, 2014, « Indicateurs de performance de la gestion des déchets au Maroc », Rabat.

YOUSRI S., 2021, *Conduite du service de gestion des déchets ménagers au Maroc. Cas de l'agglomération de Rabat*, thèse de doctorat en urbanisme et aménagement de l'[Institut national d'Aménagement et d'Urbanisme](#) (Rabat).

Les acteurs invisibles de l'économie circulaire : construction d'un système alternatif de valorisation des déchets ménagers

Hanen Chebbi

Cette étude sur les acteurs marginalisés et invisibilisés de la récupération des déchets en Tunisie, les barbecha, expose leur vécu, les difficultés de leur condition, leur stigmatisation par les riverains, aussi bien que les modes de « débrouille » et la solidarité qui se met en place au sein de cette profession informelle.

This study of marginalised and invisible waste collectors in Tunisia, the barbecha, reveals their experiences, the difficulties of their situation, their stigmatisation by the local population, as well as the ways of "getting by" and the solidarity built up within this informal profession.

تقدم هذه الدراسة الفاعلين في جمع النفايات، المهمشين وغير المرئيين، وبصفة خاصة "البرياشة". من خلال سلسلة من المقابلات التي تم القيام بها معهم، تعرض الدراسة الواقع المعيش لهذه الفئة وظروفهم الصعبة والتميز الذي يتعرضون له من قبل المتساكنين إضافة إلى طرق تصرفهم وحس التضامن الذي يميز هذه المهنة غير المنظم

Introduction

La problématique de la valorisation et de la gestion des déchets en Tunisie revêt plusieurs aspects et s'avère être au cœur des questions sociales de la Tunisie post-2011. Pour approfondir nos connaissances sur cette question, deux enquêtes ethnographiques ont été menées : la première constitue une enquête menée avec le laboratoire de recherche ECUMUS de l'Université de Sfax, sur le travail des barbecha (« scavengers » qui ramassent les matières recyclables dans l'espace public pour les revendre). Cette enquête, réalisée dans la commune de Mnihla, repose sur des entretiens biographiques et un focus group avec des barbecha (hommes et femmes), ainsi que des entretiens biographiques avec des grossistes et des recycleurs primaires. La deuxième enquête s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche avec l'Université de Liège¹, qui a pour but de comprendre les régimes d'action des agents de la municipalité pour mettre en œuvre des formes de « débrouille » pour la collecte des déchets pendant les heures de travail.

Le travail de terrain a été conduit à la commune de la Soukra (quartier Ennassim) où nous avons effectué des entretiens biographiques avec des agents de la municipalité : éboueurs, chauffeurs de bennes, contrôleurs de municipalité et agents de ramassage de déchets d'une entreprise privée. Des séries d'observations participantes ont été effectuées pour les deux projets et ont permis de découvrir les activités de récupération, de ramassage des ordures et de tri des déchets avec les personnes interviewées.

Pourquoi et comment appréhender la question de l'économie circulaire par le bas ?

L'engagement de la Tunisie dans la valorisation des déchets s'est traduit par le lancement de projets nationaux, en l'occurrence Lebib², Ecolef³, la mise en place d'une structure publique, l'Agence nationale de Gestion des Déchets (ANGED) et la promulgation de textes juridiques. Mais la rigidité du mode de fonctionnement conçu par l'État, des normes et des contrôles a engendré un dysfonctionnement au niveau de la mise en place des projets cités.

De même, la pluralité et la diversité d'acteurs travaillant selon des modes différents (réglementaires et non réglementaires) nous permettent de dégager des catégories : propriétaires des dépôts de stockage des déchets⁴, recycleurs primaires⁵, intermédiaires⁶ et récupérateurs, éboueurs, concierges d'immeuble, etc. Ces acteurs, qui appartiennent à une classe populaire vulnérable et en marge de la société, sont pourtant au centre du processus de valorisation.

Pour comprendre l'imbrication des pratiques des acteurs relevant de différents registres, et ainsi éclairer les ambiguïtés liées au circuit de valorisation des déchets, il est judicieux de faire rupture avec la dichotomie « formel » vs. « informel », « légal » vs. « illégal », de scruter les liens entre ces modes de fonctionnement, et d'en identifier les zones d'enchevêtrement.

Trajectoires sociales : de l'épreuve de la marginalité aux pratiques de résistance

Les trajectoires sociales des acteurs font émerger un sentiment d'exclusion et de rejet de la vie sociale, qui se traduit par une marginalisation au sein de l'espace urbain et une forme de négligence de la part des institutions étatiques. Les personnes interviewées sont pour la plupart issues de familles originaires de régions rurales, et qui ont migré vers la capitale dans les années 1960-1970. D'autres interviewés ont migré vers la capitale dans les cinq ou dix dernières années dans l'espoir d'améliorer leurs situations. Leurs parents, anciens agriculteurs confrontés à la pauvreté et à la dureté de la vie rurale, se sont appropriés les périphéries de la ville pour construire des habitats spontanés, considérés

comme « anarchiques » par les institutions officielles. Leurs conditions de vie précaires et la dégradation des infrastructures, jointes à leur faible capital culturel et social, contribuent à un enfermement dans les quartiers, et sont autant d'obstacles à la mobilité spatiale et sociale. La stigmatisation et la marginalisation sociales ont renforcé le mépris dont ils font l'objet, ou « hogra ». Un chauffeur de camion dans une entreprise privée de ramassage des déchets ménagers nous confie :

J'habite à Douar Hicher, tu sais, il n'y a rien là-bas que tu puisses faire... je suis né dans une famille pauvre, nous sommes six dans la famille... nous sommes des gens pauvres. Mon père, lui, était un agent de nettoyage à la municipalité. Je récupérais avec lui le plastique en dehors des heures de son travail, dès l'âge de 10 ans. Ma famille était contre ça... tu vois, il y a ce regard de mépris des gens, quand ils vous regardent. Regarde mon état, mes vêtements sales, je n'ose pas entrer dans le café comme ça...

Face à ce sentiment de susciter la répulsion, ces individus font le choix de vivre en retrait, invisibles, dans un processus où la pauvreté et la stigmatisation engendrent une honte de soi et des conditions de vie précaires. Un autre interlocuteur, âgé de 65 ans et habitant le quartier d'Ettadhamen, nous dit :

Souvent, je travaille la nuit pour être à l'abri du regard méprisant des habitants des quartiers chics comme El Manar, El Menzah', tu vois... Je suis toujours plongé dans les ordures, les mauvaises odeurs, mais j'y peux rien... hein... Ils nous traitent comme si nous [étions] un virus. L'autre fois, pendant le corona', une femme à El Manar a gardé pour moi un sachet de bouteilles en plastique, tu sais,

¹ Projet mené sous la direction du professeur Mohamed Nachi, intitulé « Entre le légal et l'illégal. Pratiques d'arrangement et réinvention de la société et de l'État en Tunisie ».

² Programme de sensibilisation pour le respect de l'environnement et la valorisation des déchets.

³ Programme national de valorisation et de gestion des emballages plastiques et cartons.

⁴ Il s'agit des grossistes qui revendent les déchets aux usines de recyclage ou à des acheteurs intermédiaires qui les revendent à leur tour aux usines de transformation. Ces grossistes, disposant de dépôts, travaillent sans patente ni autorisation.

⁵ Ces recycleurs primaires assurent le broyage primaire des déchets plastiques et les revendent aux usines de transformation. Comme les précédents, ils travaillent sans patente ni autorisation. Leur machine de broyage, artisanale, est conçue chez un forgeron au prix de 2 000 à 3 000 dinars tunisiens, alors qu'une machine de broyage neuve coûte 8 000 dinars.

⁶ Il s'agit de propriétaires de camion sans patente ni autorisation, qui achètent des déchets aux grossistes et les revendent soit aux recycleurs primaires, soit aux usines de transformation.

⁷ Quartiers résidentiels situés dans l'agglomération de Tunis.

elle a ouvert la porte de son appart' et a jeté subitement le sachet. Les bouteilles se sont éparpillées, ça m'a blessé, mais je les ai ramassées... Une fois, une femme m'a menacé d'appeler la police car je fouillais dans les poubelles, c'est bruyant, selon elle.

Face à des conditions de vie rudes, hostiles et précaires, qui excluent les individus, la « débrouille » constitue une forme de résistance. Elle est aussi une réponse à l'échec des modalités d'insertion par les formations professionnelles ou l'établissement d'un petit commerce afin d'acquérir un statut social et un emploi stable et rémunéré. Un chauffeur dans une entreprise privée sous-traitante l'explique en ces termes :

J'ai fait une formation en climatisation, j'ai aimé la formation, et je me suis éloigné des mauvaises habitudes... de la rue, quoi... J'ai travaillé dans des garages de réparation de 7h à 18h, pour 15 à 20 dinars la journée. Mais j'ai arrêté de travailler au garage, car mon supérieur me demandait de faire du bricolage dans sa maison, des travaux de construction, et je ne pouvais plus accepter.

De même, Zoubaier, grossiste, témoigne de son expérience :

Il y a quinze ans, j'ai quitté Béja et je suis venu ici. Je travaillais dans la terre de mon père, mais je voulais améliorer ma situation. J'ai eu une épicerie, mais ça n'a pas marché, trop de crédits, tu vois... et puis j'ai commencé à récupérer un peu de plastique, aluminium, du cuivre... puis Noureddine, un propriétaire d'usine de recyclage, m'a prêté de l'argent pour que je devienne son fournisseur de déchets plastiques, et j'ai loué ce dépôt. Et maintenant, « hamdoullah ».

Les acteurs font preuve de créativité pour survivre à travers de petits boulots de « débrouille », en arabe « *tadbir rass* ». Récupérer les déchets, le plastique, l'aluminium, les cartons, les emballages et les objets usés ou cassés, représente une source de revenus unique pour les *barbecha*, et une source de revenus complémentaire pour les agents de la

municipalité. Transactions, échanges, arrangements et négociations leur permettent de tisser un réseau d'acteurs qui régit un système de collecte et de valorisation de déchets qui se combine à un système officiel.

Le système alternatif de la collecte et de la valorisation des déchets...

Un réseau complexe d'acteurs et d'actants se construit à partir des interactions et des perceptions des situations et des réalités auxquelles ces personnes sont confrontées. L'organisation de ce réseau est hiérarchisée et structurée selon l'accès à l'espace, à l'objet récupéré et aux ressources dont l'acteur ou l'actant disposent.

Les agents de la municipalité, parmi lesquels les contrôleurs (« *kabran* »), les chauffeurs de bennes, les ramasseurs de déchets et les agents du privé, disposent de ressources qui leur permettent de s'approprier le territoire de récupération et les objets récupérés. En effet, en tant qu'acteurs institutionnels, ils jouissent d'un véritable pouvoir sur les *barbecha* qu'ils considèrent comme des intrus dans les territoires de récupération. Pour les en exclure, les agents de la municipalité mobilisent le registre juridique et les « règles officielles », rappelant que la fouille est interdite par la loi. L'enjeu est bien de contrôler le circuit des déchets, et de trouver des arrangements pour avoir la mainmise sur le circuit de récupération et de vente des déchets : c'est le cas par exemple des contrôleurs de la municipalité qui passent un accord avec les grossistes des quartiers où les bennes de la municipalité circulent. Les deux parties en tirent profit : les contrôleurs proposent aux grossistes de leur fournir quotidiennement des tonnes de déchets recyclables, en échange de la garantie d'être leurs seuls fournisseurs. Les grossistes acceptent ces conditions en donnant une partie des gains aux contrôleurs. Ceci a donné naissance à une configuration nouvelle de l'espace, où les contrôleurs de municipalité (Raoued, Tunis, Ariana, Soukra, etc.) traitent avec un seul grossiste. Enfin, de tels

arrangements permettent d'éviter les conflits entre les contrôleurs et les agents de la municipalité.



Femme *barbecha* au jardin d'El Menzah.



Entrée d'une maison.

L'organisation et le mode de travail des récupérateurs diffèrent selon les ressources matérielles (outils de travail, espaces de stockage, types de déchets) et les capacités d'apprentissage des acteurs. Les agents de la municipalité utilisent les bennes de la municipalité pendant les heures de travail pour

récupérer les déchets recyclables. Mais la récupération est soumise à une certaine hiérarchie : disposant de l'objet qui est l'outil de travail (bennes et camions), les chauffeurs obtiennent de leurs collègues, après négociation, d'avoir une part des gains pour s'arrêter un peu plus de temps dans les quartiers, et laisser les agents de ramassage d'ordures fouiller et récupérer les déchets. Pour contrer cette pratique et contrôler le trajet des bennes et des camions, l'entreprise privée Valoria⁸ ainsi que la municipalité de la Soukra ont installé des GPS. Et, en retour, les employés ont développé des capacités pour contourner les dispositifs de contrôle : les agents travaillant pour le compte de l'entreprise privée ainsi que les agents de la municipalité suivent le même itinéraire déterminé par le GPS lors de la récupération des déchets. Pour vendre les déchets récupérés, ils choisissent des dépôts de grossistes situés sur le même itinéraire officiel.

Les *barbecha* optent quant à eux pour le retrait des territoires de récupération en présence des agents de municipalité, et mobilisent des réseaux de proximité avec le voisinage et les habitants, auprès de qui ils récupèrent les déchets. Ils négocient avec les gardiens des immeubles pour qu'ils mettent de côté les bouteilles en plastique. Il s'agit de sortir de l'isolement et d'étendre les possibilités de mobilité. De même, les *barbecha* s'assurent d'être au fait des horaires de passage des bennes de la municipalité. Notons qu'en comparaison avec les autres acteurs, ils disposent d'une plus grande liberté et d'une certaine flexibilité horaire ; mais, pour cette catégorie, l'outil de travail (à savoir le moyen dont ils disposent pour transporter les marchandises et se déplacer) est déterminant. Les hommes *barbecha* disposent de plus de ressources matérielles pour acquérir un motorcycle ou un tuk-tuk afin d'accroître leurs gains (entre 20 et 40 dinars par jour) et diversifier les types de déchets collectés (cuivre, fer, aluminium), contrairement aux femmes dont les

⁸ Valoria est une entreprise de ramassage des déchets ménagers sous-traitante à la municipalité.

possibilités sont limitées. L'on voit par ailleurs qu'un moyen de transport permet d'élargir le territoire de récupération et de se déplacer dans les quartiers plus aisés, où l'activité de récupération des déchets est plus fructueuse.

Arrêtons-nous un instant sur la situation des femmes *barbecha*, plus vulnérable que celle des hommes : elles gagnent entre 5 et 20 dinars, et disposent rarement de moyens matériels pour transporter les déchets. Les femmes âgées (60 ans et plus) se concentrent sur les quartiers à proximité de leurs lieux d'habitation, tandis que les plus jeunes (moins de 50 ans) ont plus de mobilité. Souvent, les *barbecha* interviewées accumulent les déchets chez elles, qu'elles vendent chaque semaine à un collecteur muni d'un camion venu acheter la marchandise là où elles habitent. Ainsi, pour cette catégorie, l'activité de récupération s'étend jusqu'à l'espace domestique, leur domicile. Elle reconfigure les lieux d'habitation : l'entrée est aménagée pour le stockage, le tri, les outils de travail, et fait également office d'espace de stockage pour les objets qui seront vendus au *souk* Sidi Abdessalem (situé à Tunis). Les vendeurs y exposent leurs marchandises d'objets usés (lampes, ustensiles de cuisine, poignées de porte, sièges de motocycle, etc.)

... qui produit une hiérarchie et des normes nouvelles

De ces entretiens, il apparaît qu'une organisation hors de la logique de l'État s'est instaurée autour de transactions, de négociations et de rapports d'appropriation de l'espace. Un autre aspect qui découle de cette configuration d'acteurs est donc la production d'un ordre établi et régi par des normes pratiques, qui font l'objet d'un consensus des acteurs protagonistes. Ces normes organisent les rapports entre les acteurs, permettent de résoudre les conflits et instaurent une certaine légitimité. Elles garantissent l'engagement et l'enrôlement de chaque acteur du réseau, ainsi que sa reconnaissance par les autres acteurs.

Cette capacité à mettre en place des normes répond à une régulation officielle contraignante. Ce sont cet enchevêtrement et cette perméabilité

des frontières entre les registres qui font fonctionner tout le système de valorisation des déchets. L'appartenance à ce réseau est soumise à des critères d'évaluation et à un certain nombre de valeurs : les agents de la municipalité doivent faire preuve de discrétion, et mettre en avant leur fiabilité. Ceux qui ont le plus d'ancienneté détiennent le pouvoir d'évaluer et d'accepter l'entrée de nouveaux acteurs dans ce réseau. Des liens de confiance garantissent le bon fonctionnement des affaires, permettent de limiter les conflits, et réduisent certains risques, comme un contrôle inattendu de la municipalité. La confiance prend ici un autre sens, en construction continue entre les acteurs ; c'est d'abord un acte d'engagement collectif. Un agent de la municipalité témoigne :

Quand on collecte les déchets, parfois, on cherche un gardien d'immeuble ou un concierge, bien sûr il doit être quelqu'un à qui l'on peut faire confiance pour qu'il garde les sachets de bouteilles qu'on a ramassés... tu sais, les contrôleurs des municipalités nous guettent. Quand un nouvel agent commence à travailler, il faut du temps pour lui faire confiance. Imagine si on lui demande de collecter les déchets dès son premier jour de travail et qu'il raconte tout au chef ! C'est la catastrophe... il faut qu'il ne soit pas trop bavard... on est toujours sous contrôle.



Le petit dépôt de Sayda, dans le quartier d'Ettadhamen.

© H. Chebbi.

De la même manière, Sayda, *barbecha* du quartier d'Ettadhamen, ajoute :

Je vends ma marchandise à une femme... elle est aussi ma voisine, elle a un petit dépôt sous sa maison, j'ai les clés du dépôt. Quand je viens le matin, je ne la réveille pas, j'ouvre, je pèse ma marchandise et je lui laisse une note pour le prix de la vente... elle me fait confiance, et moi aussi.

Toutes les catégories d'acteurs disposent d'un savoir-faire qui leur permet de développer des compétences et des connaissances pour apprendre à se positionner dans le monde de l'économie des déchets. L'apprentissage de nouvelles compétences en matière de déchets en est une illustration. Ce savoir-faire permet notamment aux *barbecha* une certaine mobilité professionnelle. C'est le cas de Sayda, qui deviendra propriétaire d'un dépôt de stockage et de vente. Elle raconte :

Ce travail m'a sauvée, j'habitais dans la rue, le premier jour j'ai gagné 5 dinars... aujourd'hui, j'ai mon petit dépôt. J'ai emprunté de l'argent à une amie, bon, ce ne sont que 500 dinars, [c'est] comme un début, mais bon, j'ai de grands espoirs. J'ai appris, en parlant avec les gars des usines de recyclage, à extraire le cuivre des moteurs de réfrigérateur, à brûler les fils électriques pour en extraire le cuivre, ça rapporte de l'argent, un jour je monterai ma propre unité de broyage.

Enfin, Zouhaier, *barbech* à Ettadhamen, nous livre ces propos, qui traduisent l'espoir de se déployer professionnellement :

J'aime bien ce que je fais, c'est vrai, je suis pauvre, ma fille n'accepte pas le fait que je sois barbech, mais j'ai de l'espoir qu'un jour, je monterai ma propre usine de recyclage, tu sais, j'ai fait des formations en recyclage, j'ai les connaissances nécessaires mais pas l'argent, un jour peut-être, qui sait ?

Conclusion

Ces deux enquêtes font émerger différents aspects du système de valorisation des déchets : la formation de normes et de hiérarchies nouvelles, hors du cadre des institutions, de réseaux et de liens entre les acteurs des systèmes alternatifs de gestion des déchets, ainsi que de possibilités de mobilité au sein de ces organisations nouvelles. Mais ces résultats, loin d'être exhaustifs, exigent l'élargissement du champ de réflexion sur les projets d'institutionnalisation et de structuration du travail des agents « informels » de la collecte des déchets, en particulier des *barbecha*. Il convient de se demander à qui profiteront la reconnaissance institutionnelle et l'instauration de règles formelles, sachant qu'une grande partie du secteur des déchets fonctionne selon des règles et des normes non officielles.

Zouhaier, *barbech* à Ettadhamen.



© H. Chebbi.



© Emmet / Pexels.

Vers une écologie industrielle et territoriale à Sfax Ines Naimi

Cette contribution s'intéresse au système de recyclage de la ferraille dans le Grand Sfax (Tunisie), et en expose les acteurs formels et informels (négociants, collecteurs, industriels, barbecha). Elle détaille leurs modes de travail et leur place dans la chaîne de valeur du recyclage des métaux.

This paper focuses on the scrap metal recycling system in the Greater Sfax area (Tunisia), identifying the formal and informal actors (traders, collectors, industrialists, barbecha). It describes how they operate and their place in the metal recycling value chain.

تهتم هذه المشاركة بنظام رسكلة الخردة في صفاقس الكبرى كما تتحدث عن الجهات النظامية (تجار، صناعيون...) وعن الفاعلين غير النظاميين أي (البرباشة). وتعرض طريقة عملهم وموقعهم في سلسلة القيمة لرسكلة المعادن.

Introduction

Notre intérêt pour l'étude de la récupération et du recyclage des déchets dans le Grand Sfax s'inscrit dans le cadre plus général des études sur la gouvernance des déchets urbains. Si le problème des déchets ménagers a été fortement médiatisé, ce qui a fait émerger l'incapacité de la ville à les gérer, la ferraille, une forme particulière de déchets pourtant très présente dans l'espace urbain, n'a pas suscité tout l'intérêt qu'elle mérite.

Dépôt
de ferraille.

Marginales à l'origine, les activités de récupération, de valorisation et de recyclage des métaux occupent une place centrale dans le tissu industriel depuis les années 1980. L'augmentation de la facture énergétique et des matières premières, jointe à l'épuisement des ressources, ont encouragé les industries à s'orienter vers les mines urbaines, formées par l'ensemble des déchets métalliques dont l'exploitation, dictée par des impératifs économiques, a contribué à un développement urbain durable et à la pacification des rapports entre le secteur



© I. Naimi, novembre 2021.

industriel et la ville, sans que cela ait été prévu en amont. En effet, le recyclage a permis d'endiguer la prolifération des déchets dans la ville, de créer des emplois pour différents acteurs du secteur, et de développer une économie circulaire.

Parmi les déchets, la ferraille se distingue par ses circuits de collecte et de recyclage. Ainsi, contrairement aux déchets ménagers et assimilés, qui sont majoritaires dans les décharges, la ferraille ne constitue que 6 % des déchets métalliques collectés, le plus souvent formés de métaux légers (canettes de boisson, ustensiles de cuisine, etc.) L'essentiel de la ferraille est formé par les chutes neuves, les déchets de démolition, les déchets de production, les voitures hors d'usage, etc. Produits par l'industrie et le bâtiment, les déchets de ferraille sont composés en majorité de fer, d'aluminium, de zinc et de cuivre.

Sfax, deuxième centre urbain et industriel du pays, abrite une mine de ferraille importante, bien que cela puisse varier en fonction de divers facteurs, notamment la croissance économique, la production industrielle, les changements dans les habitudes de consommation, etc. Les industries de recyclage sont à l'origine de l'émergence de flux convergents de ferraille qui font de Sfax une région qui rayonne sur tout le territoire tunisien dans le domaine de la gestion des déchets métalliques.

Sur le plan spatial, les dépôts de ferraille se concentrent dans les zones industrielles périphériques, qui abritent 70 % des dépôts (ce qui s'explique par les grands besoins de cette activité en espace).

Pour approcher cette activité, nous avons eu recours à l'enquête de terrain qui nous a permis d'identifier les différents acteurs formels et informels, leurs stratégies et leur participation dans la dynamique de la filière. Cette contribution propose un aperçu de ces acteurs, distingués selon leur appartenance au secteur formel ou informel.

Barbech à
mobylette.



© I. Naimi, novembre 2021.

Les acteurs informels

Les acteurs informels de la gestion des déchets agissent en amont de la filière et regroupent les chiffonniers (*barbecha*) et les collecteurs informels.

L'activité des *barbecha* consiste à récolter la ferraille dans les poubelles, les décharges, les entreprises locales (cafés, restaurants, bars, etc.), et auprès des ménages. Ces travailleurs « marginaux » font de la collecte leur métier. Le *barbech*, le plus souvent pourvu de moyens modestes pour la livraison des déchets collectés aux grossistes et négociants (gros sacs, bicyclettes, chariots, etc.), ne jouit d'aucune reconnaissance sociale.

Estimé à 250, le nombre de *barbecha* fluctue en fonction du prix de la ferraille, ce qui oblige des centaines d'entre eux à quitter cette filière, ou à s'orienter vers celle du plastique, ou d'autres. Même s'il est fréquent que les *barbecha* se spécialisent dans un certain type de déchet, certains en collectent plusieurs sortes, comme le

plastique et l'aluminium. La quantité moyenne collectée par un *barbech* est de 7 kilogrammes par jour durant l'hiver, et 12 en été, pour un total de 2,5 tonnes par an. La variation du volume entre l'hiver et l'été est liée à une consommation plus importante de boissons en cannette durant la saison estivale (bières, boissons gazeuses, etc.) Ramenée à 250 *barbecha*, la quantité de métaux collectés est estimée à 600 tonnes par an, pour une valeur de 2 millions de dinars tunisiens. Mais en dépit de leur contribution, les *barbecha* sont exposés à différents risques sanitaires, travaillent sans reconnaissance légale ni couverture sociale, et sont en situation de précarité.



Boîtes de boissons compactées.

Notons toutefois que, si les femmes sont majoritaires dans la collecte des déchets ménagers, ces dernières ne représentent qu'une faible part des *barbecha* travaillant à la collecte des métaux. Cette sous-représentation des femmes dans ce secteur s'explique par la nature des déchets, qui nécessitent plus d'efforts physiques. De plus, la ferraille est disséminée en périphérie de la ville et dans des quartiers à risque, comme les zones industrielles périphériques, où les femmes s'aventurent peu.

Les *barbecha* sont mis en relation avec les négociants par l'intermédiaire des petits collecteurs. Ils disposent de moyens de transport (camionnettes, tuk-tuk) qui leur permettent d'acheminer la ferraille vers les dépôts. Ils se localisent dans les zones où les *barbecha* sont les plus présents, et utilisent une partie de leurs espaces domestiques comme dépôts.

Les acteurs formels

Les acteurs formels du secteur sont les négociants, les collecteurs et les industriels. Les négociants forment un total de 71 entreprises de gestion des déchets métalliques, parmi lesquelles 53 sont des entreprises de collecte et de transport. Notre enquête a montré une certaine spécialisation des entreprises quant à la ferraille collectée : certaines sont spécialisées dans les radiateurs et les catalyseurs de voitures destinées à l'exportation, tandis que d'autres collectent les métaux ferreux destinés au seul recycleur qui détient le monopole en Tunisie, l'usine de sidérurgie El Fouladh. Enfin, certains collecteurs sont spécialisés dans l'aluminium et le cuivre destinés à d'autres entreprises et à l'exportation.

Les négociants disposent d'un espace de stockage, et ont une capacité de collecte importante qui s'élève à 150 000 tonnes par an. Les dépôts de ferraille couvrent 20 hectares dans l'espace urbain et périurbain de Sfax, soit une moyenne de 4 000 m² l'unité. Ces entreprises possèdent des moyens de transport (camions) avec lesquels elles acheminent la ferraille vers les grossistes ou les industriels ; elles possèdent aussi des machines de coupe et de compactage.



Terrils de ferraille recyclée.

À ce stade, les négociants interviennent principalement pour le tri, la coupe, le compactage et le transport sans aucune application de fonderie ou de transformation. Les négociants sont en général des personnes qualifiées dans le domaine de la ferraille, et dont l'activité apparaît comme une spécialité familiale.

Parmi les négociants, l'on distingue deux types de collecteurs, selon le volume traité. Les petits collecteurs ont une capacité de moins de 5 000 tonnes par an, des moyens qui se limitent à un camion léger ou poids lourd, et ont recours à la location pour la manutention de la ferraille. Les gros collecteurs, quant à eux, possèdent des moyens techniques plus importants, comme les machines de compactage, de coupe et d'élévation. Mais même à ce niveau, beaucoup de collecteurs ne peuvent pas s'équiper de machines industrielles sophistiquées.



Lingots d'aluminium fabriqués à partir de la ferraille.

Quant aux industriels, ils sont présents dans les fonderies et les entreprises de transformation. Ces industriels possèdent des lieux de stockage importants (35 hectares), parfois disséminés sur plusieurs zones, et ont une capacité de collecte qui dépasse les 250 000 tonnes par an pour chaque collecteur. Habilités à réaliser les opérations d'importation et d'exportation de la ferraille et de la matière recyclée, ces acteurs récupèrent la matière première auprès des commerçants, et rarement des *barbecha*.

Notre enquête a montré que ces industriels sont généralement des personnes qualifiées. Ils ont un parcours de technicien, d'ingénieur, ou ont suivi une formation adaptée. Lorsqu'ils ne sont pas spécialisés dans ces filières, l'usine qui les emploie a recours à un ingénieur. Certaines entreprises sont organisées en groupe, le plus

souvent familial, et contrôlent la collecte, la fonderie et les produits recyclés. D'autres entreprises sont sous-traitantes : elles fabriquent les lingots d'aluminium pour des donneurs d'ordres formés par des entreprises de quincaillerie (garnitures de portes et fenêtres, d'équipements électriques – poteaux, lampadaires, robinetterie, ustensiles de cuisine, etc.)

En Tunisie, comme dans plusieurs pays, la filière de collecte est très encadrée par les pouvoirs publics qui interdisent l'exportation de ferraille d'acier, et soumettent l'exportation des autres métaux, comme l'aluminium, à une demande d'autorisation, dont l'obtention peut se faire attendre plus d'une année. Les collecteurs et les négociants considèrent que cette politique porte préjudice à la filière. Les prix pratiqués par El Fouladh sont très bas (270 dinars la tonne de ferraille d'acier trié) contre plus de 1 200 dinars la tonne à l'exportation. De plus, cette société a une capacité de recyclage faible (100 000 tonnes par an). Ainsi, cette capacité ne permet pas à l'entreprise de recycler la quantité de ferraille mise à négociation dans la ville de Sfax.

En termes de perspectives de recherches, cette étude nous a incités à continuer de travailler sur les filières de recyclage dans une perspective d'écologie industrielle et territoriale¹. Ce projet de thèse vise à privilégier l'étude des relations intra et inter-filières de recyclage, afin de dégager les synergies qui s'établissent entre elles.

De même, sera traitée « la symbiose industrielle », à savoir les échanges de matériaux, d'informations et de technologies au sein du tissu industriel sfaxien, et ses fondements. Une piste d'étude consiste en effet à considérer que l'écologie industrielle dans le système industriel sfaxien est favorisée par l'entreprise familiale et la concentration spatiale des établissements par des synergies entre acteurs, des relations de sous-traitance et une facilité d'échanges d'informations.

¹ Notre thèse, en cours, s'intéresse aux dynamiques de « Récupération et recyclage des déchets à Sfax : approche d'écologie industrielle et territoriale ».

2. ENGAGEMENTS

Alice Carchereux : Figures et parcours de rebelles dans les temps ordinaires des nuisances environnementales à Agareb

Hassane Mouri : L'action sociale contre le centre de traitement de déchets dangereux de Jradou

Diane Robert : Les réponses socio-territoriales aux mobilisations contre les nuisances industrielles dans la Tunisie post-2011

Jamie Furniss, Maha Bouhlef : Le président « propre » : déchets et propreté comme métaphores politiques

Maria Messaoudi : Écologie, autogestion et initiative citoyenne en Algérie : le cas de Taflelt

Figures et parcours de rebelles dans les temps ordinaires des nuisances environnementales à Agareb

Alice Carchereux

Cet article traite du militantisme écologiste à Agareb (Tunisie), et plus particulièrement de l'association « Manish Msab », créée en 2017. Elle explore les revendications qui ont motivé sa création, et interroge sa persistance sur l'espace public : comment cette association parvient-elle à perdurer dans le temps, et comment est-elle perçue par le reste de la population ?

This article looks at environmental activism in Agareb (Tunisia), and more specifically at the association "Manish Msab", which was founded in 2017. It explores the longstanding demands that motivated its creation and questions its persistence in the public sphere: how does this association manage to endure over time and how is it perceived by the rest of the population ?

يهتم هذا المقال بالنشاط الإيكولوجي في منطقة عقارب (تونس) وبصفة خاصة في جمعية "مانيش مصب" التي تأسست سنة 2017. ويقدم جملة المطالب السابقة التي كانت وراء تأسيس كما يتساءل عن استمراريتها في الفضاء العام : كيف يمكن لهذه الجمعية أن تستمر عبر الزمن وماهو تصور الناس لها ؟

Introduction

En septembre 2021, la localité d'Agareb, située à une vingtaine de kilomètres de Sfax, a été le théâtre de nouvelles manifestations contre la réouverture de la décharge d'El Gonna, à deux kilomètres d'Agareb. C'est ici que s'est affirmé, farouche et irrépessible, le droit à un environnement sain. Cette décharge, qui accueille les ordures de Sfax et des municipalités environnantes, devait initialement fermer au bout de cinq ans après son installation en 2008. Treize années et de nombreux recours en justice plus tard, elle continue d'être exploitée par l'ANGED (Agence nationale de Gestion des Déchets) et la société privée ECOTI (société écologique tuniso-italienne). Vivre à proximité d'une décharge (Cirelli, 2015), c'est constamment faire face aux préjudices en matière de santé, aux nuisances olfactives, visuelles, ou liées à la circulation des convois. Ces réalités nourrissent les actions de contestation en cela qu'elles revivifient un sentiment de marginalisation des localités, de cadres d'injustices historiquement situés ayant constitué « une des (re)découvertes les plus importantes » (Bono, Hibou, Meddeb, 2015, 99) des Printemps arabes en Tunisie. Au moment même où la fermeture définitive s'officialisait, conformément à la décision juridique prise par le tribunal d'Agareb en 2019, des travaux ont été entamés pour l'élargissement de son exploitation en septembre 2021. Les tentatives des autorités de faire fi de la décision judiciaire ont déclenché la colère des habitants et des manifestations ponctuées par des

affrontements avec les forces de l'ordre. C'est à l'issue de ces affrontements que la décharge, restée fermée, a plongé l'ensemble de la région dans une situation de crise. Les décharges anarchiques se sont multipliées et les ordures ont fini par s'entasser pêle-mêle au sein des villes, à leur proximité ou en pleine nature. Pourtant, à Agareb, le discours sur les nuisances environnementales continue d'innover les discussions, comme si la satisfaction relative à la fermeture de la décharge n'avait jamais existé. Depuis 2017, le mouvement de citoyens non institutionnalisé *Manish Msab* (« Je ne suis pas une décharge ») a uni et rassemblé massivement les citoyens d'Agareb. Les syndicats et les associations qui ont rejoint les rangs des manifestants ont également brandi les bannières de la révolte. À présent, les discours des militants, travaillés par des caractéristiques communes et en apparence consensuels au nom d'une juste cause, semblent osciller entre une logique victimaire et une posture héroïque, au service d'un engagement nouveau.

Dès lors, que recouvre le fait de se dire militant et engagé à Agareb depuis la disparition du principal objet du mécontentement ? Comment la critique opère-t-elle dans cette localité, une fois le malaise libéré ? Quels contenus et quelle portée les militants donnent-ils à leur engagement, et quelles en sont les manifestations pratiques ? De fait, si la flamme du mouvement s'est éteinte depuis la fermeture de la décharge, fredonner les airs de l'activisme est toujours possible. S'en détacher, consciemment ou non, l'est également. La pensée d'un « inachèvement constant »

(Neveu, 2014) de la critique écologiste est pertinente en ce qu'elle n'obère aucunement les ruines et les traces incandescentes du mouvement. Ce sont des « restes » du moment héroïque, que chacun choisit de semer à sa manière en participant collectivement de l'histoire racontée, qui permettent ainsi de sonder les façons dont « la société politique [viendrait à] se renouveler » (Chatterjee, 2004, 83).

Alors que les conjonctures critiques en Tunisie et la reproduction des situations révolutionnaires inscrites dans la trajectoire de l'État (Bennani-Chraïbi, Filleule, 2010) ont concentré l'attention des études (Pontiggia, 2021 ; Allal, 2012 ; Gobe, 2022), un décryptage des transformations des champs de la militance environnementale et des mutations des identités écologistes a ici toute sa pertinence dans la société agrébienne. En effet, sortir du champ de la conflictualité liée à la crise des déchets dans le gouvernorat de Sfax est un premier pas vers une analyse relativisant la portée des scandales s'y déroulant, pour y lire une certaine continuité, de même que les dynamiques sous-jacentes aux crises (Dobry, 2009) autrement que sur le registre de l'exceptionnalité.

Peu après la fermeture de la décharge et les événements extraordinaires de la fin de l'année 2021, la contestation se conjugue désormais à l'ordinaire, et de nouvelles configurations sont susceptibles d'affecter le tissu même des mobilisés. Sans supposer une clôture temporelle entre un « avant » et un « après » fermeture de la décharge, ces éléments encouragent à plaider plus largement pour une analyse des mobilisations à froid en Tunisie.

« Ils nous disent “vous faites la guerre pour des chaises”, nous on fait la guerre pour l'environnement »¹ : une culture de l'évitement du politique à Agareb

Peu après les mobilisations, l'un des principaux *leaders* du mouvement *Manish Msab* a été élu aux élections. Ce passage du militant au député

nourrit depuis peu les critiques à l'égard du mouvement, selon lesquelles le politique aurait finalement constitué l'objectif de leurs revendications. Soucieux de se dissocier de la radicalité du militant, certains *leaders* du mouvement considèrent à présent qu'« il faut l'intelligence de croiser les bras et calmer les eaux, non pas par peur mais par sagesse »², dans le but de « clarifier leurs propres positions » (Eliasoph, 2010, 207).

Agareb. Aux abords de la décharge d'El Gonna sur la route des camions qui venaient décharger les ordures.



Intérieur de la décharge d'El Gonna.



© A. Carchereux.

Auparavant, les réunions de *Manish Msab* se déroulaient dans le café culturel Podium, considéré comme le lieu où se rejoignent et se combinent les nuisances, celles de la décharge et celles de la zone industrielle. Dans le contexte qui suit de près l'exceptionnel, les déplacements des militants participent d'une « géographie sans cesse réinventée par l'usage quotidien » (De Certeau, 1994, 176). Mon introduction sur le terrain est révélatrice des tendances à l'évitement de ce café culturel autrefois si fréquenté par les militants. Une membre de *Manish Msab* m'explique son incompréhension,

¹ Propos recueillis lors d'entretiens avec des membres de *Manish Msab* à Agareb, 13 février 2023.

² *Ibid.*, 7 février 2023.

car les militants se réunissaient habituellement dans ce café lorsque des chercheurs venaient les rencontrer. Mettre en scène un combat commun et partagé pouvait être auparavant une stratégie pour témoigner de l'importance d'être soudés face aux nuisances. Or, pas une seule fois je n'ai rencontré de militants au sein de ce fameux café. Mon interlocutrice, de même, ne semble pas encline à ce que nous nous rencontrions dans ce café, même si elle m'y a donné rendez-vous. Une fois assises à l'intérieur, elle me suggère de rentrer chez elle.

Je suppose d'abord qu'elle ne souhaite pas se remémorer les événements tragiques des dernières années. Cette hypothèse vient à se refermer subrepticement lorsqu'au moment de quitter le café, la militante me désigne un président d'association assis à l'entrée. Après avoir échangé quelques mots avec lui sur un projet écotouristique qu'il mène, nous nous retirons. Je ne saurais alors dire si les intentions de cette militante étaient de l'éviter ou simplement de préférer un endroit plus propice aux confidences. Quelques semaines plus tard, je retrouve la trace de ce président d'association. Il avoue alors m'avoir croisée plusieurs fois en compagnie de ses principaux rivaux du mouvement *Manish Msab*, et m'explique au détour d'une conversation que, désormais, « ce café est celui des opposants [à *Manish Msab*] »³. La culture de l'évitement, imprégnant les interactions quotidiennes, traduit également l'impossibilité de prendre en compte les conséquences des actions auxquelles les militants participent. Cette idée doit être combinée à l'étude des propriétés sociales des acteurs et leurs trajectoires singulières : parfois, il ne s'agit ni de politiser les revendications, ni de s'inscrire dans l'évitement du politique. Se décrivant comme étrangère et originaire de Tunis récemment installée à Agareb, la militante en question

qualifie ses actions de morales plutôt que stratégiques. Pour elle, la discussion politique s'oppose de plus en plus à l'action réelle ; mais elle réaffirme parfois sa capacité à agir pour la communauté dans son ensemble et pour la cause environnementale en adossant son discours autour « des enfants », caractéristique de l'évitement, à une volonté de « gagner le respect des autres »⁴ militants et habitants d'Agareb.

**« Vous n'êtes pas une décharge, alors qu'est-ce que vous êtes ? »
De la nécessité de continuer ou de dépasser le cadre de l'engagement**

En suggérant que les militants ne pourraient se définir autrement que par le symbole de la décharge comme expression des nuisances, un homme politique sfaxien s'exaspère : « Vous n'êtes pas une décharge, alors qu'est-ce que vous êtes ? »⁵ Cette exaspération traduit les représentations que tout acteur projette sur la société civile d'Agareb. Elle n'aurait ni solution, ni vision stratégique de long terme. Ainsi, les mouvements de militants environnementaux sont souvent qualifiés de *nimby*, acronyme péjoratif de « *Not In My BackYard* »⁶ employé pour décrédibiliser les revendications des citoyens qui fustigent les projets nuisant à leur environnement proche sans toutefois se préoccuper des problématiques écologiques plus globales.

« Eux sont toujours disponibles pour réunir, ils n'ont pas d'engagements familiaux comme moi. *Manish Msab* a dominé les mouvements »⁷, indique le président de l'Association nationale de l'Environnement et du Développement à Agareb. Une autre entité, l'association Roha, dont l'activité est principalement tournée vers la culture et



Rejet des eaux usées à proximité du bâtiment de l'ONAS dans la réserve naturelle d'El Gonna.



Les eaux usées rejetées par l'ONAS. Lieux des affrontements au cœur de la réserve naturelle.

© A. Carchereux.

l'environnement, est plus catégorique, allant jusqu'à nier la participation et la présence de *Manish Msab* sur le terrain :

L[eur] seule participation [...], ils [Manish Msab] sont allés auprès du président, c'est politique. Le pouvoir sur le terrain était aux associations, les leaders de Manish Msab sont inexistants sur le terrain à cause de l'existence des associations⁸.

Face à ces critiques renouvelées de la part des principales associations, les acteurs de *Manish Msab* ont vu dans la fermeture de la décharge un tremplin pour investir de nouvelles causes : ils cherchent de nouveaux alliés stratégiques pour le soutien des victimes, sont actifs dans les tribunaux de Sfax, ou s'investissent au sujet de la réserve naturelle dans laquelle sont déversées les eaux de l'[Office national de l'Assainissement \(ONAS\)](#). Sur ce point, le président de l'association Roha relate :

Manish Msab veu[t] fermer l'ONAS. Mais notre solution, c'est le traitement de l'eau, l'irrigation. On devient apte pour l'irrigation, avec un peu d'argent on peut irriguer. On parle des solutions scientifiques, pas des solutions... [comme] la violence⁹.

Dépasser le cadre de l'engagement révolu, c'est aussi investir de nouveaux espaces de militance. La présence des acteurs de *Manish Msab* dans les structures syndicales ou associatives cristallise ainsi les tensions et les lignes de fracture entre les membres :

L'activité au sein d'une association, c'est pas la même chose qu'être militant, c'est contre les gens d'Agareb. Elle [ils désignent une activiste] n'est pas Manish Msab, elle n'a jamais été à table avec nous pour dire « on doit faire ça ».

[...] La société, c'est comme le sel qui devient soluble dans l'eau, maintenant il y en a contre et qui étaient dedans¹⁰.

³ Entretien avec le président d'une association à Agareb, 31 mars 2023.

⁴ Entretien avec une militante de *Manish Msab*, Agareb, 14 février 2023.

⁵ Entretien avec un homme politique sfaxien à Sfax, 28 février 2023.

⁶ « Pas dans mon arrière-cour ».

⁷ Entretien avec le président de l'Association nationale de l'Environnement et du Développement d'Agareb, 31 mars 2023.

⁸ Entretien avec le président de Roha à Agareb, 31 mars 2023.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Entretiens avec des membres du mouvement *Manish Msab* à Agareb, 13 février 2023.

Ce faisant, les acteurs sont constamment pris dans des jeux d'appartenance multiples, de conflits et d'imputations de responsabilités permanentes en lien avec leur engagement passé ou présent. Ceci permet de dégager le caractère pluriel de l'engagement convoqué dans la mise en concurrence des différents acteurs, de même que la transitivité croissante et la force des réseaux de nature à autonomiser le militant. Les lieux de socialisation politique que sont les univers syndicalistes ou associatifs ont contribué à davantage fragmenter cette identité militante écologiste depuis la fermeture de la décharge, alimentant certains conflits jusque parmi les membres de *Manish Msab*. Cette hétérogénéité du mouvement, qui constitue une des « épreuves transformatrices d'une lutte sociale » (Bernard de Raymond, Bonin, Bordiel *et al.*, 2023, 86), peut parfois être adaptée en objectif stratégique, révélant d'autres intérêts plus pragmatiques des *leaders* de *Manish Msab* :

On a l'expérience côté technique, mais on a laissé l'espace pour les autres, car on a noté qu'ils veulent s'exprimer. C'est une manière de faire participer [...]. Être visible, sans l'être trop. Il faut alterner, parfois même il faut faire le contraire, lorsqu'on gère la cuisine interne, on donne nos avis, on organise les choses et lorsqu'on est devant les mass media... Lui, qui est de la troisième ligne, tu avances, parce que tu es quelqu'un que l'État ne connaît pas, en deuxième lieu tu as ton espace pour t'exprimer¹¹.

Arpenter l'univers des militants d'Agareb suppose de saisir la diversité des intérêts pragmatiques ou non qui découlent de l'engagement pour l'environnement, qui, loin d'être un objet d'étude au vu de l'importance des crises environnementales récentes et non résolues que connaît la ville de Sfax, permet de sortir de la « matérialité » (Cirelli, Maccaglia, 2021) propre à la question des déchets, pour y décrypter du politique conjugué au quotidien. Si « l'ordinaire empiète de manière

silencieuse », comme le souligne Asef Bayat pour désigner les stratégies de résistances et de survie dans le quotidien des citoyens marginalisés (Bayat, 2000, 545), l'ordinaire peut tout aussi bien résonner, voire retentir de l'extraordinaire au sein d'une localité, et ce au regard des « restes » ou des « rejeux » de certaines lignes de conduite issues d'un contexte de politisation plus général. Le militantisme écologiste, une fois l'écume passée, affleure un peu partout à Agareb. D'un militantisme assumé en vue de la fermeture de la décharge, ce sont désormais des cultures militantes qui transparaissent et qui, tout en donnant l'impression de recréer un nouveau militantisme ou d'être dans la continuité d'un engagement, s'ingénient à se démarquer pour jouer des interprétations et des critiques variées. En des temps refroidis, les étiquettes des militants environnementaux n'étant jamais fixes, leurs résistances continues et fluctuantes permettent d'en nuancer l'unilatéralité et l'univocité, pour ainsi éclairer des contours plus complexes de la catégorie de militant écologiste à Agareb.

Bibliographie

ALLAL Amin, 2012, « [Trajectoires “révolutionnaires” en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011](#) », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 821-841.

BAYAT Asef, 2000, « [From ‘Dangerous Classes’ to ‘Quiet Rebels’: Politics of the Urban Subaltern in the Global South](#) », *International Sociology*, vol. 15, n° 3, 545.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia, FILLIEULE Olivier, 2010, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 767-796.

BERNARD DE RAYMOND Antoine, BONIN Loïc, BORDIEC Sylvain, CHIRON Pierre, CLÉMENT Karine, ELALAOUI Charif, GREMION Théo, LIOCHON Paulien, RAVELLI Quentin, REUNGOAT Emmanuelle, 2023, « Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ? Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement », *Genèses*, n° 130, 80-111.

BONO Irène, HIBOU Béatrice, MEDDEB Hamza, 2015, *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris, Karthala.

CERTEAU Michel (de), 1994, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éditions du Seuil.

CHATTERJEE Partha, 2004, *The Politics of The Governed: Reflections on Popular Politics in most of the World*, New York, Columbia University Press.

CIRELLI Claudia, 2015, « [Du déni à la mobilisation. Vivre à côté d'une décharge \(le cas de Vienne, Isère\)](#) », *Ethnologie française*, vol. 45, n° 3, 467-476.

CIRELLI Claudia, MACCAGLIA Fabrizio, 2021, « [Penser le politique par les déchets](#) », *Géocarrefour*, vol. 95.

DOBRY Michel, 2009, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.

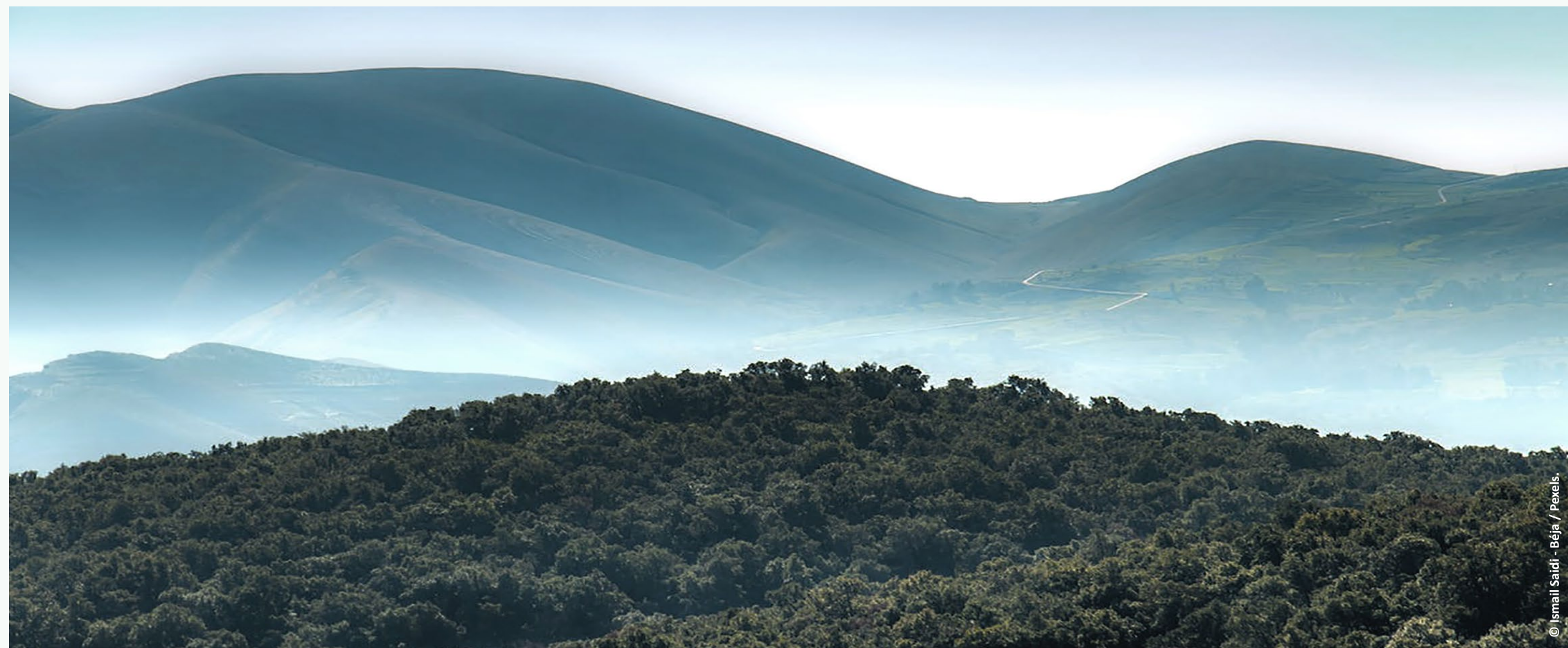
ELIASOPH Nina, 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Économica.

GOBE Éric, 2022, « [La Tunisie en 2020 : les mouvements de protestation au temps du Covid-19](#) », *L'Année du Maghreb*, n° 26, 329-342.

NEVEU Catherine, 2014, « Qu'achève-t-on dans des mouvements sociaux ? », *L'Information géographique*, vol. 78, n° 2, 85-94.

PONTIGGIA Stefano, 2021, *Revolutionary Tunisia. Inequality, Marginality, and Power*, Lanham, Rowman & Littlefield.

¹¹ *Ibid.*



L'action sociale contre le centre de traitement de déchets dangereux de Jradou

Hassane Mouri

Cette contribution revient sur la création d'un centre de traitement de déchets dangereux avant 2011 à Jradou (Tunisie), et sur les vives protestations dont il a fait l'objet après la chute du régime autoritaire de Ben Ali. Elle traite plus généralement des défaillances de l'État dans cette région, qui ont catalysé les mécontentements à l'encontre des pouvoirs publics.

This article looks back at the creation of a dangerous waste treatment centre in Jradou (Tunisia) before 2011 and the forceful protests against it after the fall of Ben Ali's authoritarian regime. It also considers failures of the state in the region that have catalysed discontent with public authorities more broadly.

يعود هذا المقال على تأسيس مركز لمعالجة النفايات الخطيرة قبل 2011 بمنطقة جرادو (تونس) وعلى الاحتجاجات التي طالته إثر سقوط بن علي الاستبدادي. ويتطرق بصفة عامة إلى فشل سياسات الدولة في هذه المنطقة والتي غدت إحساس الاستياء من السلط العمومية.

Introduction

La mise en place d'une infrastructure de traitement des déchets dangereux et hautement toxiques est une priorité stratégique de la politique environnementale de la Tunisie pour l'élimination des déchets à haut risque. Dans cette perspective, les autorités tunisiennes ont créé un centre situé à Jradou, à 20 kilomètres de Zaghouan, et presque 100 kilomètres au sud de Tunis¹. Si, dès le démarrage du projet, le traitement des déchets dangereux a respecté le protocole technique d'élimination, le processus de traitement des déchets a connu des défaillances qui ont eu par la suite des effets désastreux sur la totalité du projet. Les riverains (agriculteurs, habitants du village, société civile, acteurs politiques alliés au pouvoir avant 2011) ont alors dénoncé les défaillances techniques dans le traitement des déchets auprès de l'Agence nationale des Gestion des Déchets (ANGED) et du ministère de l'Environnement, en vain. Ce silence et l'imprudence de la bureaucratie n'ont fait qu'accroître un sentiment de refus des deux institutions. Mais, encouragés par le vent de liberté qui souffle après 2011, et soutenus par les actions de la société civile, les riverains ont mis fin aux activités du centre. De fait, préoccupée par les mesures sanitaires de traitement des déchets industriels, et inquiète au sujet des

rumeurs de l'enfouissement des déchets dangereux, voire hautement toxiques, la population locale, soutenue par la société civile, s'est mobilisée contre le projet. Des mouvements protestataires ont vu le jour : pour cause, les riverains redoutaient que les normes en vigueur pour le traitement des déchets ne soient pas respectées, ce qui affecterait leur qualité de vie et, plus largement, menacerait la santé publique et l'environnement. C'est là que la question écologique fait surface, longtemps négligée dans les projets de développement. À la suite de ces accusations, le centre de traitement des déchets toxiques de Jradou a fermé ses portes, dans une situation sociale très tendue. L'étude d'impact s'est faite en présence d'experts allemands depuis 2002, ce qui a sans doute permis de limiter les impacts négatifs sur l'environnement tout en parvenant à ce que les industriels du pays respectent rigoureusement les normes environnementales en vigueur. Une étude sociologique longitudinale lancée depuis 2015 suit de près l'évolution de la situation, pour comprendre l'émergence de ce mouvement social de défense de l'environnement.

Un projet imposé d'en haut et explosif

Le centre de Jradou est situé dans le Nord-Est de la Tunisie, à égale distance des deux grands

pôles industriels de Ben Arous d'une part, qui abrite presque le tiers de l'industrie chimique du pays, et de la zone du Sahel d'autre part (comprenant Sousse, Monastir et, dans une certaine mesure, Mahdia). Le village, une petite citadelle située au sommet d'un promontoire rocheux très étroit, vit d'agriculture, de tourisme culturel des sites berbères, et d'artisanat. Dans les conversations quotidiennes, les habitants parlent de leur territoire, de la qualité de vie, du paysage et de la salubrité du village, affectée par le projet de gestion des déchets hautement toxiques.

L'on estime la production totale de l'industrie tunisienne en matière de déchets toxiques à 150 000 tonnes par an, dont 19 000 proviennent de l'utilisation des produits chimiques. Mais que sont devenus ces déchets toxiques au fil des ans ? Comment et où l'État et ses agences s'en débarrassent-ils ? Nul n'est besoin de chercher bien loin : ils sont déversés dans les cours d'eau², les rivières, les forêts et les dépôts anarchiques ou, dans le meilleur des cas, dans les décharges publiques contrôlées.

Face à cette situation et à l'évolution des quantités de déchets industriels et spéciaux, l'État tunisien, en collaboration avec l'Allemagne, s'est attaché à créer, dans le but de préserver la santé de tous les citoyens, une unité de traitement des déchets à Jradou et deux centres de stockage et de transfert au centre (Sfax) et au Sud (Gabès). Ce centre, le premier consacré au traitement des déchets industriels et spéciaux en Afrique, apparaît comme la solution ultime aux menaces environnementales ; mais il a vu le jour sous le règne de l'État-parti, imposé par l'État et avec le consentement de la société civile partisane de l'unique parti au pouvoir dans le pays et ses représentants locaux. Son inauguration en 2009³ s'est produite contre la volonté de la masse silencieuse, qui n'a eu d'autre choix que de s'y soumettre. La programmation et la construction du centre, dès le démarrage du

projet, ont été faites sans consulter la population locale. Un habitant de Jradou nous confie que les « représentants » du village auprès des différentes instances du pouvoir avant 2011 « étaient en allégeance avec les autorités régionales et centrales ». Ce projet, malgré les risques qu'il présente, s'est réalisé sous le prétexte de promouvoir le développement, la lutte contre le chômage et la défense des intérêts du pays. Ainsi, la population a dû composer avec l'étroite proximité d'un projet auquel elle est hostile – d'autant qu'elle n'y est pas impliquée – sans pour autant pouvoir s'exprimer ou dénoncer les risques potentiels qu'il peut engendrer pour les villageois de Jradou. Cette situation a exacerbé la souffrance et la colère de la population, ainsi qu'un mécontentement latent par crainte de la réaction d'un pouvoir autoritaire.

Le conflit : les logiques contradictoires de développement

Le mouvement de protestation contre le projet traduit la complexité du village par sa position géographique et son histoire. L'opposition majoritaire de la population à ce projet spécifique de centre de traitement des déchets n'est que l'arbre qui cache la forêt. En réalité, l'origine du problème réside dans la marginalité économique et sociale d'un village qui pourtant a « contribué à la lutte contre la colonisation et qui contribue encore aux efforts de développement du pays par les cadres originaires du village », dit l'un des enquêtés. Dans les faits, la réalité socio-économique et de développement du village dévoile un vrai problème d'infrastructures élémentaires et socio-collectives. Sans prétendre à l'exhaustivité, citons l'irrégularité des moyens de transport, surtout pour les enfants allant à l'école, le problème du chômage touchant surtout les jeunes diplômés, la crise de la distribution des produits artisanaux provenant des branches professionnelles surtout investies par les femmes, etc.

¹ Avant la création de cette nouvelle structure au profit des industriels, les entreprises éliminaient leurs déchets toxiques sans payer de redevances, dans des décharges sauvages, dans un cours d'eau sans aucun traitement ni contrôle, ou dans les décharges contrôlées grâce à l'usage de l'appellation de déchets inertes, malgré la loi de 1996 qui interdit ces pratiques.

² MOURI Hassane, 2018, *L'État à l'épreuve de l'incertitude de l'eau : Medjerda, une population riveraine face au risque d'inondation*, IBLA.

³ Rapport de l'ANGED, 2010.



© Djamel Ramdani - Tamanrasset / Pexels.

Plus grave encore est le problème de développement de l'agriculture, l'un des points forts du village et, plus largement, de tout le gouvernorat de Zaghuan. Bien qu'il s'agisse d'une zone très fertile, l'agriculture n'y a pas été développée, et n'a pas suivi le processus de modernisation des activités agricoles faute de financement, d'encadrement et d'investissement de l'État dans les localités reculées. En outre, la localité de Jradou est caractérisée par une disparité profonde entre deux types de propriétaires terriens : d'un côté, la petite paysannerie pauvre, majoritaire, a une propriété de taille limitée (0,5 à 2 hectares), et peine à se développer à cause du phénomène de morcellement des terres, notamment en raison du système successoral, du manque de moyens matériels et techniques, des zones enclavées et du phénomène du stress hydrique ; de l'autre, à l'inverse, on trouve une minorité de grands agriculteurs qui sont des propriétaires ou des concessionnaires de terres domaniales, et qui bénéficient de moyens considérables pour développer l'exploitation capitaliste des terres agricoles. Ainsi, la crise de développement du village, jointe au risque environnemental représenté par la création d'un centre de traitement des

déchets dangereux, ont soulevé de vives protestations de part de la population du village. En cherchant les causes de la résistance au projet de développement à Jradou, nous avons pu constater trois logiques contradictoires : d'une part, un discours développementaliste de l'État qui soutient une tendance de développement pour créer de l'emploi dans le village, un deuxième discours des bailleurs de fonds qui défend un développement durable en vue de réduire les conséquences environnementales et sociales des secteurs d'activités ; enfin, une troisième logique, celle de la population locale dont les motivations sont profondément distinctes de celles des acteurs politiques qui ne répondent pas souvent à leurs besoins et à leurs attentes.

Il convient de s'attarder sur chacune de ces logiques, en premier lieu celle de l'État. Pendant des années, celui-ci a ratifié presque toutes les conventions internationales pour la protection de l'environnement. Cette adhésion a été suivie de la promulgation d'une panoplie de textes juridiques importants pour la mise en œuvre des textes de loi qui, dans les faits, ont changé la situation environnementale dans le pays. Il s'est par ailleurs engagé auprès des

bailleurs de fonds pour promouvoir une politique publique de gouvernance de l'environnement et la mise en place d'une approche concertée de gestion des déchets : ménagers, dangereux, de construction et de démolition. Mais, de longue date, le secteur public souffre de problèmes profonds : lourdeur bureaucratique, manque de personnel, inefficacité du système de contrôle des activités des entreprises privées. La défaillance administrative profonde et l'incapacité des services techniques à réagir, par manque de moyens mais aussi du fait de la prolifération des logiques purement subjectives, ont dérégulé et complexifié l'application des mesures techniques de traitement des déchets hautement toxiques. Les conséquences désastreuses des entreprises et des employés non formés aux problématiques de traitement des déchets ont tout d'abord engendré la contamination de l'environnement du centre et des autres zones agricoles de proximité. Cette situation de délabrement a été confirmée par les experts mobilisés par le tribunal de première instance de Zaghuan, en même temps qu'elle a agi comme le déclencheur d'un mouvement social protestataire qui a mis en cause tout le projet.

Quant aux riverains, dès le départ, les ouvriers du centre, originaires en majorité du village de Jradou, ont remarqué les défaillances et le non-respect des règles de traitement des déchets. Les ouvriers et les techniciens ont ainsi dénoncé des pratiques qui ne respectent pas les normes de traitement. La population locale a alors organisé un premier *sit-in* le 28 février 2011 pour militer en faveur de la fermeture du centre. Y ont participé des acteurs et *leaders* de la localité de Jradou, qui jouissent d'une certaine notoriété fondée sur l'histoire familiale, l'héritage et le capital symbolique par l'image de la défense de l'intérêt de la communauté et de la qualité de vie des habitants du village. Outre l'association [Environnement et Développement de Jradou](#), des personnalités influentes se sont également mobilisées, qui bénéficient d'une bonne réputation et d'un capital symbolique important. De même, malgré son caractère rural et communautaire, l'action sociale a également mobilisé des femmes, des jeunes et des personnes âgées. Les protestations ont pris de multiples formes : *sit-ins* organisés par les riverains, mobilisation des médias, presse écrite et réseaux sociaux. Les *leaders* de ce mouvement ont alimenté des inquiétudes et des tensions chez les villageois de Jradou par

rapport aux effets des déchets dangereux manipulés par l'établissement sur leur santé, sur la nappe phréatique et sur les sols dans les zones avoisinantes. Les informations et les données qui ont alors circulé dans le village se sont appuyées sur les résultats d'analyses menées par les experts.

Pour faire davantage pression sur l'administration et sur l'État tunisien, la société civile, les villageois et les riverains du centre ont clamé que le centre traite des déchets radioactifs. Pour faire face à cette polémique, l'ambassade d'Allemagne en Tunisie a été contrainte de faire une mise au point sur la situation de ce site, en précisant que le centre de Jradou :

n'est pas conçu pour l'élimination des déchets radioactifs, des déchets explosifs ou des déchets d'activités de soins, car les technologies qui y sont installées ne permettent pas une telle élimination... Le centre de Jradou ne reçoit pas non plus de déchets importés ni de l'Allemagne, ni d'autres pays⁴.

Non convaincus par cette réponse, la société civile et les habitants ont accusé l'État, les autorités régionales et les partenaires allemands d'être complices, et ont continué à réclamer la fermeture pure et simple de ce centre. De même, un rapport des experts engagés par le tribunal de première instance de Zaghouan a affirmé que certains déchets dangereux ne sont pas solidifiés avant leur enfouissement, ce qui n'est pas conforme aux normes internationales. Dès lors, les habitants de Jradou, mobilisés par la société civile et par les preuves tangibles exposées par les experts sollicités par le tribunal, se sont dressés contre le centre et les effets de contamination de l'environnement dans lequel ils vivent. Ainsi ont-ils décidé la fermeture du centre depuis le 28 février 2011.

Logiques de mobilisation

Le tissu associatif de Jradou mobilise la population locale en s'appuyant sur trois



© H. Mouri, Jradou.

arguments. Le premier se fonde sur des raisons environnementales : la société civile a engagé des experts dans le domaine de la gestion des déchets qui ont mené une enquête et démontré les manquements au respect des modalités techniques de l'enfouissement des déchets. Les rapports ont été déposés dans le dossier auprès de la cour de première instance de Zaghouan. Le second argument tient à la dégradation de la qualité de vie dans la localité : depuis des années, Jradou souffre d'une dégradation de la qualité de l'environnement, *a fortiori* depuis la création d'une carrière de gravier qui génère de la poussière et des nuisances sonores causées par l'éclatement à l'explosif ; s'y est ajoutée la création du centre de traitement des déchets dangereux. Enfin, un troisième argumentaire fait appel à l'imaginaire de Jradou sur le mode nostalgique : les Jradis, très fiers de leurs origines, sont en effet bien ancrés dans le paysage socio-culturel de leur village. De plus, celui-ci a acquis, au fil des années, une réputation spécifique dans la région : des nobles très instruits qui en sont originaires ont contribué au mouvement national, et leurs fils cadres ont participé à l'effort de construction de l'État. L'on voit que la société civile a construit son discours sur des enjeux sensibles pour les habitants de Jradou, ce qui explique l'intensité du mouvement qui a mis un terme au projet.

S'y ajoutent d'autres arguments, parmi lesquels le sentiment d'appartenance ou l'identité locale : en effet, le discours déployé par la société civile fait intervenir la question identitaire locale et l'attachement au village. Il affirme ainsi que l'installation du centre risque d'entraîner le départ des habitants, à cause de la dégradation de la qualité de vie. Un tel phénomène représenterait la fin de l'existence de leur patrimoine, véritable source de fierté pour les Jradis. De même, l'on s'appuie sur la science pour fustiger le centre : l'expertise de la situation du traitement des déchets à risque s'est appuyée sur des analyses scientifiques menées par des experts eux-mêmes mobilisés par le tribunal de première instance de Zaghouan. Notons l'importance de la notabilité des acteurs de la société civile qui prennent position contre le centre : il s'agit de hauts diplômés et d'acteurs respectables, dotés d'un capital symbolique considérable, en définitive de personnalités qui font consensus au sein de la société jradie. Enfin, le discours religieux n'est pas ici sans importance, recourant à des arguments d'autorité religieux, mais aussi à une linguistique rhétorique bien rodée pour convaincre. Fondé sur l'émotion et la subjectivité, il touche en effet une majorité d'interlocuteurs. Ainsi, dès le départ, l'implication des hommes de religion, notamment les imams, vise à donner un aspect sacré au mouvement collectif pour donner lieu à une fermeture durable du centre. L'on voit que le discours religieux transcende les mosquées, lieux de culte, pour se manifester sur les murs du centre et dans les espaces publics, sous la forme de graffitis provocateurs faits par les responsables, les visiteurs et la population locale.



© H. Mouri, Jradou.

Conclusion

Les observations sur le terrain nous ont montré l'extrême complexité de la politique de développement au niveau local, et l'urgence de mettre en place une gestion durable des déchets.

Dans la dynamique de la société locale, c'est la société civile qui s'engage dans la lutte contre l'atteinte à l'environnement. Cet investissement des populations locales s'avère de plus en plus visible et indispensable : il témoigne de l'émergence de l'engagement citoyen. La société civile, en développant une connaissance de plus en plus approfondie et complexe des risques qui peuvent survenir à tout moment sur le plan environnemental, a pu dresser un bilan et être en mesure de critiquer les projets de développement mis en œuvre par l'État.

⁴ Communiqué de l'ambassade d'Allemagne daté du 10 mars 2011.

Les réponses socio-territoriales aux mobilisations contre les nuisances industrielles dans la Tunisie post-2011 Diane Robert

Cet article analyse les mobilisations sociales pour la cause environnementale en Tunisie postrévolutionnaire à partir d'un terrain mené à Gabès et à Sfax, et détaille les acteurs qui y prennent part, leurs motivations, leurs modes d'expression, les réseaux mis en place et les réponses faites par les autorités publiques aux protestations.

Based on fieldwork in Gabès and Sfax, this article analyses the social mobilisations for the environment in post-revolutionary Tunisia, describing the actors involved, their motivations, their forms of expression, the networks created and the reactions of the public authorities to the protests.

يحلّل هذا المقال الاحتجاجات الاجتماعية حول القضايا البيئية في تونس ما بعد الثورة انطلاقاً من عمل ميداني تم إنجازه في تونس (صفاقس وقابس) كما يعطي تفاصيلاً عن مختلف الأطراف المتدخلة، دوافعهم، طرق تعبيرهم، الشبكات التي تم وضعها إضافة إلى تفاعل السلط العمومية مع الاحتجاجات.

Introduction

Ce texte porte sur des mobilisations étudiées dans le cadre d'une thèse de doctorat¹, qui dénoncent les nuisances socio-environnementales qui, sur des territoires localisés, engendrent des activités dont l'intérêt pour l'économie nationale ou régionale est mis en avant : transformation des minerais phosphatés en engrais destinés à l'export, extraction d'hydrocarbures et stockage des déchets. Certaines de ces mobilisations ont vu le jour ces dernières années, mais d'autres ont une histoire qui remonte à plusieurs décennies. Assurément, les transformations politiques et sociales de l'après-2011 ont affecté leurs modalités d'expression, puisque l'on a pu constater un renouvellement de leur répertoire d'action et un élargissement de leurs bases sociales. Ainsi, ces mobilisations, loin de rester cantonnées à des arènes restreintes ou à des enjeux sectoriels, ont gagné en ampleur.

Les conflits, révélateurs et producteurs de dynamiques territoriales et de rapports de force

Les situations de conflit sont particulièrement intéressantes à étudier en géographie. En effet, elles font émerger des enjeux liés à des

dynamiques territoriales et politiques ; de même, elles révèlent des positionnements différenciés et des divergences d'intérêts au sein de groupes d'acteurs sociaux antagonistes. Elles permettent également d'aborder leurs relations à l'espace et leurs représentations, ainsi que les rapports de force que ces groupes parviennent à instaurer (Melé *et al.*, 2004 ; Pistre, 2010 ; Darly, 2012 ; Laslaz, 2015). Les conflits de proximité étudiés mettent ainsi en exergue les manières dont les activités de production ciblées par les mobilisations ont contribué, par les prélèvements de ressources naturelles, notamment hydriques, et les rejets polluants qu'elles génèrent, à dégrader le cadre de vie et la santé des riverains, et à mettre en péril d'autres activités économiques comme l'agriculture, la pêche et le tourisme².

Aussi peut-on identifier trois grandes catégories d'acteurs qui participent aux mobilisations contre ces nuisances. La première catégorie regroupe des acteurs dont l'activité professionnelle est affectée par les nuisances, notamment des groupes d'agriculteurs ou de pêcheurs qui subissent des pertes de revenus liées aux pollutions. La seconde catégorie rassemble les habitants des localités et quartiers riverains des installations polluantes – ou de projets d'implantation de nouvelles unités – qui se

plaignent d'effets sur leur santé, et dont les revendications portent sur l'arrêt des nuisances – ou le refus des projets – mais aussi sur l'obtention de compensations. Celles-ci prennent notamment la forme de demandes d'emploi dans les entreprises d'État, puisque les classes populaires, très affectées par le chômage ou les conditions de travail dégradées, sont souvent surreprésentées dans ces quartiers peu attractifs du fait de leur exposition aux nuisances³. Enfin, l'on peut distinguer une troisième catégorie constituée de groupes de pression qui se mobilisent à une échelle plus large que le quartier, qui peuvent compter sur davantage de ressources militantes, disposent d'un capital social et culturel tendancielllement plus élevé, et revendiquent de prendre part aux décisions politiques et économiques qui concernent leurs territoires, désirant notamment changer les orientations économiques de ces derniers en rompant avec leur spécialisation industrielle.

Cependant, les situations de conflit n'ont pas seulement une fonction d'« analyseur social » (Charlier, 1999, 88). Elles ont des effets sur les acteurs qui y prennent part, sur le droit, sur la constitution de problèmes publics⁴, sur la représentation des territoires, *etc.* Ces réflexions sur la « productivité » des conflits au sens de leur « faculté de produire » (Melé, 2012) permettent ainsi d'envisager les effets des mobilisations au-delà d'une lecture en termes de succès et d'échecs. C'est cette fonction transformative que nous souhaitons examiner dans ce texte, et plus spécifiquement les renégociations des relations entre activités industrielles et territoires.

Des tentatives de réparation et de résorption des nuisances ont figuré parmi les réponses apportées aux mobilisations par les entreprises mises en cause et les agences de l'État. Ainsi, l'entreprise Thyna Petroleum Services (TPS), responsable d'une fuite d'hydrocarbures au large de Kerkennah en mars 2016, a réalisé des travaux de pompage des résidus d'hydrocarbures déposés sur les plages de l'archipel, se trouvant

sous la pression de pêcheurs qui menaient des actions de contestation, et des agences de l'État. À Sfax, la mobilisation pour la fermeture de l'usine NPK avait donné lieu à un projet de réhabilitation et de réaménagement du site, Taparura, dont seule la première phase a été réalisée. À Gabès, des prêts de la Banque européenne d'investissement accordés au Groupe chimique tunisien (GCT) ont permis des améliorations techniques visant à réduire les nuisances. Mais ces actions, qui s'effectuent au coup par coup ou dont la portée s'avère limitée en l'absence d'investissements massifs, ne permettent pas de contenir le mécontentement. Certaines entreprises s'efforcent alors d'améliorer leur image en se dotant, à la faveur de connexions avec des promoteurs de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) au niveau international, de programmes de formalisation de leur conformité à des normes environnementales et de leurs actions à destination du territoire où elles sont implantées. Mais les effets les plus notables des conflits sur les relations des activités de production aux territoires se rapportent à des mécanismes de redistribution de la valeur tirée de ces activités et à des réaménagements de l'espace industriel.

Négocier des formes de redistribution : des compensations pour les groupes qui s'identifient comme victimes des nuisances

Le versement de compensations aux groupes qui s'identifient comme des victimes des nuisances industrielles figure en bonne place dans les revendications des groupes, mais aussi dans les propositions des négociateurs qui tentent de contenir ces contestations. C'est un axe du gouvernement des conflits qui visent les activités de production et les pollutions qu'elles génèrent. En octroyant des compensations financières, matérielles ou sous forme de postes d'emploi aux groupes à l'origine des blocages de l'activité industrielle ou à destination d'organisations

¹ Cette thèse repose sur un travail d'enquête réalisé dans les régions de Gabès et de Sfax entre 2017 et 2019 par l'intermédiaire d'observations directes et d'entretiens avec des acteurs des mobilisations, des entreprises mises en cause, des institutions étatiques et des agences de coopération. D'autre part, un suivi de la presse en ligne et des réseaux sociaux ainsi que des recherches documentaires ont été réalisés.

² Sur les impacts des activités de transformation de phosphate à Gabès, voir notamment Hayder (1986), Abdelhamid (2018) et Carpentier (2018). Voir aussi Robert (2021) sur les mobilisations relatives à ces impacts et à ceux de l'extraction d'hydrocarbures à Kerkennah.

³ Voir par exemple Bouhlef (2016) pour le cas de Sfax.

⁴ En reprenant la terminologie de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, un fait social devient un problème public lorsque des acteurs se mobilisent et l'inscrivent dans l'espace public afin que des actions soient mises en œuvre pour le traiter (Lascoumes, Le Galès, 2018).

locales (clubs sportifs, associations, etc.), les entreprises et les pouvoirs publics mis en cause espèrent contribuer à mieux faire accepter les activités industrielles dans leurs territoires d'implantation. Toutefois, ils ne parviennent pas toujours à éviter les effets d'entraînement : par imitation, de nouveaux groupes reproduisent le mode opératoire du blocage, en demandant à leur tour des versements de compensations. En outre, de nombreuses tensions opposent des groupes ancrés dans des localités différentes, qui contestent les modes de répartition des compensations et leur caractère inéquitable : certains groupes estiment par exemple que la localité à laquelle ils se sentent appartenir est délaissée dans la redistribution.

Dans une certaine mesure, les revendications et actions des groupes d'agriculteurs et de pêcheurs lésés par les nuisances, et celles des habitants riverains d'installations industrielles, tout comme les réponses apportées par les pouvoirs publics, peuvent se comprendre en référence à une économie morale en partie héritée des décennies précédentes. Celle-ci met l'État face à ses obligations d'assurer l'emploi et la subsistance de sa population, menacée ici par les impacts des activités industrielles. On peut considérer que les mobilisations, comme les mesures qui leur font suite, s'inscrivent dans la continuité des modèles de redistribution clientélistes et paternalistes en vigueur sous Bourguiba et Ben Ali (Desrues, Gobe, 2021), ou encore du « pacte de sécurité » qu'évoquait Béatrice Hibou dans son analyse à chaud du mouvement de 2010-2011 (Hibou, 2011).

Une tendance à la délocalisation-relocalisation des nuisances du centre vers la périphérie

Enfin, les modes de résolution des conflits liés aux nuisances donnent lieu à des réaménagements de l'espace industriel : les blocages de la production et les pressions

politiques poussent à des délocalisations des activités industrielles, notamment des centres urbains vers les périphéries (à différentes échelles). Les décisions de fermeture de la NPK puis d'arrêt de la Société industrielle d'acide phosphorique et d'engrais (SIAPE) à Sfax, suite à des mobilisations qui se sont étalées sur plusieurs décennies, se sont accompagnées d'une délocalisation de la production d'engrais vers Skhira, à 80 kilomètres en direction du Sud sur la côte, dans le même gouvernorat, et vers Mdhilla, dans le bassin minier de Gafsa. Les projets d'amélioration du cadre de vie à Sfax se sont traduits par le remplacement de l'ancienne décharge municipale près du site de la SIAPE par une décharge inaugurée en 2008 sur le site d'El Gonna à Agareb, destinée à accueillir tous les déchets du gouvernorat (Bennasr, 2006). Suite à un mouvement de contestation dans cette petite ville de la périphérie sfaxienne, fortement médiatisé à l'automne 2021, cette décharge a fermé, et il est désormais question d'ouvrir une nouvelle décharge à Limada, zone rurale périphérique du gouvernorat. À Gabès, il a un temps été question de remplacer le rejet de phosphogypse dans la mer au niveau de Chott Salem vers la petite ville d'Oudhreh, avec un projet de mise en terril⁵ du phosphogypse. Mais ce projet a été annulé du fait des mobilisations des habitants de la ville. De même, un projet de délocalisation de l'ensemble des unités du GCT vers Menzel Habib (en périphérie du gouvernorat) a été annoncé en 2017, et est pour l'instant gelé, faute de financements. À Kerkennah enfin, si les sites d'extraction d'hydrocarbures ne peuvent pas être délocalisés, ce sont les voies d'acheminement du condensat qui sont déplacées pour éviter les sites où les blocages sont récurrents.

Cette tendance à la délocalisation de ces activités génératrices de nuisances vers l'arrière-pays se présente donc comme une solution spatiale de moyen à long terme pour les acteurs



© D. Robert.

de l'aménagement industriel. Les risques de contestation y sont estimés inférieurs, et le risque de blocage de la production ou de l'acheminement des matériaux peut apparaître moindre. Par ailleurs, elle répond aux attentes immédiates de certains groupes d'habitants, pêcheurs et agriculteurs riverains des unités polluantes existantes, tout en ménageant partiellement travailleurs et chômeurs opposés à des destructions d'emplois (via des promesses de mise en place de navettes des zones d'habitation vers les unités industrielles). En plus de mettre fin aux blocages, le départ des sites industriels des centres urbains est perçu comme un moyen de faire advenir de nouvelles perspectives de développement pour ces centres.

En définitive, les mobilisations contre les nuisances ne semblent pas avoir entraîné d'infléchissements significatifs des politiques industrielles. En effet, les mesures de réparation et de limitation des nuisances ont eu une portée limitée ; c'est surtout sur des mesures de

La marche à Chott Salem, le 30 juin 2017, dans le cadre de la campagne « Saker lemsab » (« fermez le déversoir »). C'est suite à cette marche, allant jusqu'au canal de déversement dans la zone industrielle de Gabès, que la décision a été prise de transférer les unités gabésiennes du GCT vers un autre site du gouvernorat.

redistribution sociale que l'action publique s'est concentrée. Elle a par ailleurs dû composer avec une double contrainte, puisqu'elle s'est trouvée pressée entre, d'un côté, les exigences des créanciers internationaux qui limitent les nouvelles embauches dans le secteur public et les dépenses sociales et, de l'autre, des demandes de compensations d'acteurs protestataires qui, parvenant fréquemment à bloquer la production, ont certains moyens de se faire entendre. La tendance à la délocalisation des nuisances semble mettre en lumière une forme de concurrence territoriale intégrant d'une part les attentes des riverains et, d'autre part, les possibilités d'accumulation de capital liées à des opérations de renouvellement des centres urbains. Il y a des gagnants et des perdants à ce jeu de concurrence, autrement dit ces délocalisations peuvent produire de nouvelles inégalités territoriales. D'ailleurs, dans les territoires où les nuisances ont été relocalisées ou dans lesquels il a été envisagé de le faire, elles n'ont pas manqué de susciter de nouvelles contestations.

⁵ La mise en terril est une modalité de stockage de ce déchet très encombrant, le phosphogypse, boue de déchet issue de la transformation de minerais phosphatés en acide phosphorique. Cette modalité consiste à l'acheminer vers un bassin, le laisser sédimenter et en évacuer l'eau de transport, pour former un tas aux proportions très importantes, puisque d'énormes quantités de phosphogypse sont produites chaque jour (12 000 tonnes environ à Gabès).



© D. Robert.

Bibliographie

ABDELHAMID Maha, 2018, *Les transformations socio-spatiales des oasis de Gabès (Tunisie) : déclin des activités agricoles, urbanisation informelle et dégradation de l’environnement à Zrig, des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat en géographie de l’[Université Paris X-Nanterre](#).

BENNASR Ali, 2006, *Sfax : de la ville régionale au projet métropolitain*, mémoire d’habilitation à diriger des recherches (HDR) d’histoire, philosophie et sociologie des sciences, de la [Faculté des Sciences humaines et sociales de Sfax](#).

BOUHLEL-ABID Maha, 2016, *Étalement urbain et inégalités environnementales dans le Grand Sfax (Tunisie)*, thèse de doctorat en géographie de l’[Université de Sfax](#).

La marche
d’El Hamma,
en décembre
2018.

CARPENTIER Irène, 2018, *Les révolutions silencieuses des oasis du Sud tunisien : crise des modèles et réponses locales*, thèse de doctorat en géographie de l’[Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne](#).

CHARLIER Bruno, 1999, *La défense de l’environnement : entre espace et territoire. Géographie des conflits environnementaux déclenchés en France depuis 1974*, thèse de doctorat en géographie de l’[Université de Pau et des Pays de l’Adour](#).

DARLY Ségolène, 2012, « [La reterritorialisation de l’agriculture, effet collatéral des conflits d’usage. Le cas francilien](#) », *Économie rurale*, n° 332, 31-46.

DESRUES Thierry, GOBE Éric, 2023, “‘We don’t want

to be governed like this anymore’: protest democracy as an expression of a crisis of governmentality in post-revolution Tunisia”, *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 50, 648-665.

HAYDER Adnane, 1986, *L’industrialisation à Gabès et ses conséquences. Étude de géographie urbaine et économique*, Tunis, Centre de publications universitaires.

HIBOU Béatrice, 2011, « [Tunisie. Économie politique et morale d’un mouvement social](#) », *Politique africaine*, n° 121, 5-22.

LASCOUMES Pierre, LE GALÈS Patrick, 2018, « 4. Problèmes publics : des controverses aux agendas », in P. Lascoumes, P. Le Galès (dir.), *Sociologie de l’action publique*, Paris, Armand Colin, 66-83.

LASLAZ Lionel, 2015, « [Conflit environnemental](#) », *Hypergé*, 21 mars.
MELÉ Patrice, LARRUE Corinne, ROSEMBERG Muriel (dir.), 2004, *Conflits et territoires*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.

MELÉ Patrice, 2012, « [Pour une géographie des conflits urbains de proximité en Amérique Latine](#) », *Géocarrefour*, vol. 87, n° 1, 3-13.

PISTRE Pierre, 2010, « [Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d’aménagement et tensions locales](#) », *Espaces et sociétés*, n° 143, 151-169.

ROBERT Diane, 2021, « [Contestations croisées des nuisances environnementales des industries et des injustices territoriales à Gabès et Kerkennah \(Tunisie\)](#) », *Justice spatiale - Spatial justice*, n° 16.

Le président « propre » : déchets et propreté comme métaphores politiques

Jamie Furniss et Maha Bouhleb

Cette contribution présente une analyse de l'utilisation des déchets et du lexique de la saleté et du nettoyage en Tunisie en tant que registre politique, à des fins de communication et de stratégie politiques. Elle évoque également la question du prisme (scientifique, technologique, hygiénique, politique) par lequel sont abordées les problématiques environnementales.

This paper analyses how waste and the lexicon of dirtiness and cleaning are employed in Tunisia as a political register for political and communicational purposes. It also touches on the question of the prism (scientific, technological, hygienic, political) through which environmental issues are addressed.

تقدم هذه المشاركة تحليلاً حول استعمال النفايات ومعجم الأوساخ والتنظيف كسجل سياسي له أهداف اتصالية واستراتيجية. كما تتطرق أيضاً إلى الخلفية / الزاوية (العلمية، التكنولوجية، الصحية أو السياسية) التي تتم من خلالها معالجة المسائل البيئية.

Introduction

Depuis plus de dix ans, dans plusieurs pays arabophones du bassin méditerranéen, les déchets et la propreté de l'espace public jouent un rôle politique majeur à deux titres. D'une part, ils agissent comme catalyseurs de crises politiques : en effet, la présence visible de déchets, suite à des interruptions du service de ramassage et d'enfouissement (à Djerba depuis 2012¹, à Beyrouth en 2015², ou encore à Sfax en 2021), ou à l'importation de déchets de l'étranger (les « affaires des déchets italiens » en Tunisie en 2020³ et au Maroc en 2016⁴), provoque des crises politiques majeures. Mais plus encore, les déchets renferment une grande capacité sémiotique, qui repose sur les notions de décomposition, de saleté et de puanteur ainsi que de rejet, ce qui favorise leur emploi comme métaphores dans le champ politique. Plusieurs auteur·e·s le soulignent à partir de terrains variés, par exemple le Liban, le Sénégal⁵, la

Tunisie⁶, ou plusieurs villes des deux rives de la Méditerranée⁷. Ces travaux, surtout ceux de Fredericks et des divers·e·s auteur·e·s qui se sont penché·e·s sur le cas de Beyrouth, montrent bien comment les crises liées aux déchets, malgré leur caractère local et leur aspect *a priori* épisodique, ont une capacité à mettre en cause la légitimité des pouvoirs publics, et même de menacer un régime tout entier, en matérialisant l'incapacité des autorités à assurer le fonctionnement des services publics.

À Beyrouth, la fermeture de la principale décharge municipale sans site alternatif d'enfouissement a provoqué une accumulation spectaculaire des déchets, et a été interprétée par de nombreux·ses Libanais·e·s comme le symptôme de l'absence de l'État et du manquement des autorités publiques à assumer leurs responsabilités fondamentales. L'accumulation des déchets a fait boule de neige, généré une crise politique nationale et entraîné la création d'un mouvement politique,

« Beirut Madinati » . Ce rassemblement, qui a présenté des candidats aux élections municipales, a demandé la démission du ministre de l'Environnement Mohammad Machnouq, et a réclamé des élections parlementaires immédiates ainsi que, à travers certains activistes, le démantèlement du régime sectaire⁸ ou l'élection d'un nouveau président⁹.

Mais il n'est pas rare que les transitions politiques soient aussi marquées par des campagnes de nettoyage et d'embellissement de l'espace public menées de manière visible et théâtralisée. Ainsi, les manifestants qui ont participé à l'occupation de la place de la Kasbah à Tunis, le 7 mars 2011, ont organisé un grand nettoyage au moment de quitter les lieux¹⁰. Ce fut également le cas sur la place Tahrir et ailleurs au Caire, où se sont multipliées les actions d'embellissement des trottoirs et des parcs, et en particulier de ramassage de déchets, immédiatement après la révolution, mais également pendant les années qui ont suivi¹¹. De même, de 2019 à 2021, dans le contexte du mouvement du *hirak* en Algérie, l'on a vu des manifestant·e·s de classes sociales modestes organiser des activités de ramassage de déchets, ou encore des femmes âgées manifester avec leurs balais pour exprimer des critiques et revendications politiques, inversant ainsi les stéréotypes concernant les « comportements négatifs » et la « saleté » qui caractériseraient leur milieu social, et sur lesquels repose leur stigmatisation par les classes dirigeantes¹².

Cette contribution propose une analyse de la sémiotique politique du nettoyage, au travers des divers vocables mobilisés par les autorités publiques dans leur expression politique pour légitimer ou délégitimer leurs adversaires.

Sémiotique politique du nettoyage : la campagne *hālīt wa'ī*

Dans des articles rédigés conjointement¹³, nous cherchons à étudier les déchets comme signifiants politiques dans l'histoire récente de la Tunisie, en examinant un exemple de chacun de ces deux scénarios : d'une part celui de l'embellissement et de l'enlèvement des déchets comme mise en scène d'une aspiration au changement politique ; d'autre part celui de l'accumulation de déchets en tant que donnée qui trahit les défaillances du système politique en vigueur.

Le premier des deux scénarios transparaît à travers la campagne de *hālīt wa'ī*, nom donné à des initiatives de nettoyage et d'embellissement des trottoirs, des parcs et de la voirie dans plusieurs villes de Tunisie. La campagne constitue ainsi une démonstration festive de la joie et de l'espoir d'une catégorie de la population au moment où Kaïs Saïed accède à la tête du pays. Il n'est pas difficile de saisir comment ces actions cherchent à métaphoriser le succès du candidat « propre » aux élections présidentielles. Pour un bon nombre de participant·e·s, il s'agit aussi – comme le fait d'élire un président sans parti, campagne ou programme – de manifester leur adhésion à l'idée que les institutions publiques sont inopérantes, et que seuls les individus peuvent générer un changement positif. Pour cause, cette vision de Kaïs Saïed en tant qu'homme *nadhif* (« propre ») est fortement répandue dans les représentations de sa personne et de son exercice du pouvoir, et constitue une justification majeure du soutien indéfectible d'une grande partie de la population après le début d'une série d'actes par lesquels Kaïs Saïed procède à la dissolution de diverses institutions et contre-pouvoirs politiques et judiciaires, à partir de l'été 2021.

¹ Cf. Guéchaï, 2015.

² Cf. Abu-Rish, 2015 ; Arsan, 2018, 369-419 ; Atwood, 2019, 53-71 ; Geha, 2019, 78-92 ; Khalil, 2017, 701-712 ; Kraidy, 2016, 19-26 ; Louthan, 2017, 37-40.

³ Voir l'article de DELPUECH Aida, IRPIMEDIA, 2021, "Italian waste: the vast corruption network behind the environmental scandal", *Inkyfada*, 9 mars.

⁴ Voir l'article de CHALFAOUAT Abderrahim, 2016, "Morocco's Political Tensions Play Out in the Media", *Carnegie Endowment for International Peace* (site web), 22 septembre.

⁵ Fredericks, 2014, 534.

⁶ Darwish, 2018, 61-73 ; 2020, 1-22.

⁷ Baker, 2022, 53-59 ; Bouhlel, 2020.

⁸ Arsan, 2018, 388.

⁹ Khalil, 2017, 708.

¹⁰ Loukil-Tlili, 2013, 120.

¹¹ Furniss, 2012 ; Karagiannis, 2015, 188 ; Winegar, 2016, 609-622 ; Arefin, 2019, 1065-1070.

¹² Safar Zitoun, 2021.

¹³ À paraître dans la revue *Confluences Méditerranée* ainsi qu'un ouvrage collectif coordonné par Jörg Gertel (Université de Leipzig) et Katharina Grüneisl (Université de Nottingham).

La campagne de *hālīt waṭī* s'empare ainsi d'une sémiotique de la propreté plus large, celle qui en fait un marqueur de civilité, de respectabilité, de grandeur et d'éminence (*ruqiyya*). De telles significations ont été redéployées durant la même période dans une série de *memes* et autres publications qui ont circulé sur les réseaux sociaux. Par exemple, une photographie du trône présidentiel invite les Tunisien-ne-s à « ne pas mettre [leurs] déchets ici » ; de même, une carte de la Tunisie représente un homme tenant un balais, avec pour légende : « balayer les rats est un devoir national pour que les générations futures puissent vivre en sécurité ». C'est dans un véritable projet d'assainissement (du monde des partis politiques, de la magistrature, *etc.*) que se lance Kaïs Saïed. Et cette perception d'un président effectuant un « nettoyage » nécessaire et salubre lui permet de poursuivre son action à l'encontre des institutions et des contre-pouvoirs.

Sfax : le combat pour savoir qui finira dans « la poubelle de l'Histoire »

Le second scénario peut être illustré par la fermeture de la décharge contrôlée de la deuxième ville du pays, Sfax, en octobre 2021. Cet événement a conduit au non-ramassage des déchets pendant plusieurs mois, à des affrontements violents entre riverains et forces de l'ordre, à l'intervention de l'armée et, *in fine*, à une crise nationale. Comme les autres exemples susmentionnés, la crise des déchets à Sfax semblait réunir les caractéristiques pour déboucher sur une crise sociale majeure, à même de toucher directement Kaïs Saïed. Plutôt que de considérer l'affaire comme étant locale ou régionale, ou entre les mains de ses ministres, Kaïs Saïed a convoqué la cheffe du Gouvernement et le ministre de l'Intérieur le 8 novembre 2021 pour les sermonner en ces termes :

Je vous rencontre aujourd'hui afin d'examiner le sujet de l'enlèvement des déchets à Sfax. L'accumulation de causes depuis de nombreuses années, qui a donné lieu au problème environnemental que tout le monde connaît aujourd'hui, a un aspect objectif [mawdhou'i]. Mais nous devons aussi informer les Tunisiens que cette affaire

Meme invitant les internautes à « ne pas mettre [leurs] déchets ici ».



© Facebook/« El Kram ya Houma »



« Balayer les rats est un devoir national pour que les générations futures puissent vivre en sécurité ».

© Facebook/« Soussse Info Tn »

a un aspect factice [moustana'], par lequel ceux que l'Histoire a rejetés dans la poubelle de l'Histoire, dans laquelle finalement ils se trouvent, cherchent à se servir des ordures et des déchets.

Ces déclarations sont riches de sens, bien que difficiles à traduire pour des raisons tant linguistiques que contextuelles. Deux points méritent d'être soulignés à leur propos : le premier est l'opposition formulée entre ce qui est « objectif » et ce qui est « factice ». Le premier mot signifie « ce qui est objectif », mais aussi impartial et non-partisan, alors que le deuxième qualifie ce qui est artificiel, théâtral, inventé. Ainsi, le président laisse entendre que la crise environnementale revêt une dimension politique, et que la situation a été amplifiée et instrumentalisée de manière partisane et artificielle. De même, l'expression « ceux que l'Histoire a rejetés » fait clairement écho, dans la Tunisie contemporaine, aux mouvements d'opposition, et en particulier au Front du Salut national, un regroupement anti-Saïed.

Plus importante encore est la proposition finale (« ceux que l'Histoire a rejetés dans la poubelle de l'Histoire, dans laquelle finalement ils se trouvent, cherchent à se servir des ordures et des déchets »), qui dénigre ouvertement les adversaires du président par le recours au registre du déchet. Cette expression témoigne ainsi à la fois du sens et de l'efficacité des métaphores liées aux déchets dans le discours politique. En effet, la victoire de Kaïs Saïed sur ses adversaires est confirmée par leur relégation dans la « poubelle de l'Histoire », depuis laquelle ils essayent de trouver un terrain fertile pour des manœuvres visant à le salir en employant, littéralement, de la « matière sale », à savoir les déchets. L'on retrouve à l'évidence sa rhétorique fondée sur la dénonciation d'un complot, voire une forme de paranoïa et, en même temps, la sémiotique politique des déchets, ainsi que le discrédit qu'elle permet. L'expression « la poubelle de l'Histoire » n'a pas manqué de se diffuser dans le pays, et a été largement commentée, souvent avec amusement.

Plusieurs entretiens menés à Sfax se sont caractérisés par le recours fréquent à un argumentaire qui considère que les déchets font l'objet d'une instrumentalisation politique à des fins de dénigrement du président et de dénonciation de son incapacité à gouverner, et ainsi donner à voir la crise politique depuis le 25 juillet. Les résidents d'Agareb chercheraient en effet à créer et à amplifier la crise des déchets pour nuire à l'image du président. Cette rhétorique apparaît même chez des personnes plutôt sympathisantes du mouvement des résidents d'Agareb, comme en témoignent ces propos :

Agareb, Sfax. Procès contre la deuxième plus grande décharge de Tunisie (2019).



© FTDES

Le mouvement n'était pas cent pour cent innocent. Même s'il comportait des éléments de protestation sociale, il a été instrumentalisé. Comme je vous l'ai expliqué, beaucoup de personnes qui ont des conflits profonds avec Kaïs Saïed, son gouvernement et ses orientations, ont utilisé cette situation et ne voulaient pas réellement résoudre le problème.

À l'inverse, les activistes d'Agareb que nous avons rencontrés prônent une lecture dépolitisée des événements et de leurs revendications, notamment en recourant aux registres de la santé et de l'inégalité, et de manière secondaire au registre de l'environnement. L'un des activistes résume la signification de cette lutte rhétorique pour légitimer le mouvement lorsqu'il explique que :

Les causes environnementales sont parmi les causes nobles, comme la lutte contre le racisme. Le monde entier défend l'environnement. Quand tu as un problème environnemental, des gens de partout dans le monde te soutiendront, mais quand tu as un problème politique, personne ne s'y intéressera.

Conclusion

Notre objectif à travers ce travail est d'explorer la polyvalence des déchets comme symboles et métaphores politiques qui servent à exprimer des points de vue (critiques, aspirations) ou à mettre en scène des allégories politiques (corruption, renouvellement). En réponse à la mauvaise gestion et à la corruption, l'acte de nettoyer est une mise en scène de la transformation, réelle ou souhaitée, qu'apporterait la révolution, ou encore l'acte d'« assainir » l'État et ses institutions, etc.

Symétriquement, les frénésies de nettoyage et d'embellissement, souvent hautement patriotiques, sont une manière éloquente – et commune à plusieurs pays, positionnements politiques et époques – de matérialiser le

Grève et affrontements à Agareb contestant le recours à la « violence » contre les manifestant.

changement politique ou, du moins, la promesse du changement. L'importance des déchets et de la propreté dans le discours public donne aussi à voir une tournure « ordurière », pour ainsi dire, de la sphère politique contemporaine en Tunisie.

Enfin, assimiler les déchets à un problème strictement environnemental relève, selon nous, d'une forme d'ethnocentrisme qu'il convient de critiquer et de déconstruire. À la suite d'autres travaux consacrés à la région que nous avons menés dans ce sens (Furniss, 2017 ; 2022), l'un des intérêts de la présente contribution est de montrer comment les rhétoriques sanitaires, hygiénistes et environnementales, qui cherchent à dépolitiser la question des déchets, se confrontent à la tendance inverse, celle d'une forte politisation de la question.

Bibliographie

ABU-RISH Ziad, 2015, "Garbage Politics", *Middle East Report*, vol. 277, 35-40.

AREFIN Mohammed Rafi, 2019, "Infrastructural

Discontent in the Sanitary City: Waste, Revolt, and Repression in Cairo", *Antipode*, vol. 51, n° 4, 1057-1078.

ARSAN Andrew, 2018, *Lebanon: A Country in Fragments*, Londres, C. Hurst & Co.

ATWOOD Blake, 2019, "A City by the Sea: Uncovering Beirut's Media Waste", *Communication Culture & Critique*, vol. 12, n° 1, 53-71.

BAKER Lauren M., 2022, "The Sanitization of Garbage Politics: A Case for Studying Waste at the Local, State, and International Politics in the Mena", in J. Sowers, M. Lynch (eds), *Environmental Politics in the MENA* ("Project on Middle East Political Science"), 53-59.

BOUHLEL Maha, 2020, « Les problèmes de la gestion des déchets et décentralisation dans les pays arabes : revue de littérature », *Conseil Arabe pour les Sciences Sociales*, série de documents de travail, document de travail n° 10, mars.

CHALFAOUAT Abderrahim, 2016, "Morocco's Political Tensions Play Out in the Media", *Carnegie Endowment for International Peace* (site web), 22 septembre.

DARWISH Siad, 2018, "Balad el-Zibl   (Country of Rubbish): Moral Geographies of Waste in Post-revolutionary Tunisia", *Anthropological Forum*, vol. 28, 61-73.

DARWISH Siad, 2020, "Flowers in Uncertain Times: Waste, Islam, and the Scent of Revolution in Tunisia", *Ethnos*, vol. 86, n° 4, 1-22.

DELPUECH Aida, IRPIMEDIA, 2021, "Italian waste: the vast corruption network behind the environmental scandal", *Inkyfada*, 9 mars.

FREDERICKS Rosalind, 2014, "Vital Infrastructures of Trash in Dakar", *Comparative Studies of South Asia, Africa, and the Middle East*, vol. 34, n° 3, 532-548.

FURNISS Jamie, 2012, *Metaphors of Waste: Several Ways of Seeing "Development" and Cairo's Garbage Collectors*, thèse de philosophie (PhD thesis) de l'Université d'Oxford.

FURNISS Jamie, 2017, "What Type of Problem Is Waste in Egypt?", *Social Anthropology*, vol. 25, n° 3, 301-317.

FURNISS Jamie, 2021, "Reading the Signs: Some Ways Waste Is Framed in Tunisia", in G. Zsuzsa, J. Lepawsky (eds), *The Routledge Handbook of Waste Studies* (ch. 6), Londres, Routledge.

GEHA Carmen, 2019, "Politics of a Garbage Crisis: Social Networks, Narratives, and Frames of Lebanon's 2015 Protests and their Aftermath", *Social Movement Studies*, vol. 18, 78-92.

GUECHA   Foued, 2015, « La crise des déchets    Djerba : Bilan et perspectives », rapport non publié.

KARAGIANNIS Emmanuel, 2015, "When the Green Gets Greener: Political Islam's Newly-Found Environmentalism", *Small Wars and Insurgencies*, vol. 26, n   1, 181-201.

KHALIL Joe F., 2017, "Lebanon's Waste Crisis: An Exercise of Participation Rights", *New Media & Society*, vol. 19, n   5, 701-712.

KRAIDY Marwan, 2016, "Trashing the Sectarian System? Lebanon's 'You Stink' Movement and the Making of Affective Publics", *Communication and the Public*, vol. 1, n   1, 19-26.

LOUKIL-TLILI Bisma, 2013, « Parcs et jardins de Tunis : gestion et usages des espaces paysagers », in M. Bourgou, A. Hatzenberger (dir.), *Des Paysages*, Tunis, CPU/ENS de Tunis, 115-124.

LOUTHAN Timothy, 2017, "From Garbage to Green Space: The Rise of Beirut Madinati", *New Perspectives in Foreign Policy*, vol. 13, été, 37-40.

SAFAR ZITOUN Madani, 2021, « Le Hirak ou la "Révolution propre" en Algérie : renaissance de la conscience environnementale ou expression symbolique de réappropriation des espaces publics confisqués ? », présentation au *workshop* « La question environnementale en débat : réinvestissement de l'espace public et émergence de nouvelles valeurs », 10-11 février, IRMC Tunis/ LPED Aix-Marseille Université.

WINEGAR Jessica, 2016, "A Civilized Revolution: Aesthetics and Political Action in Egypt", *American Ethnologist*, vol. 43, n   4, 609-622.



   AA / Sfax (Tunisie)

Écologie, autogestion et initiative citoyenne en Algérie : le cas de Tafilelt

Maria Messaoudi

Cette étude présente les aménagements et infrastructures mises en place dans le village de Tafilelt (Algérie) dans une perspective éco-citoyenne et éco-responsable. Elle analyse par ailleurs comment le lieu d'habitat est revisité selon un véritable langage architectural qui met le vivant au cœur de l'espace.

This study presents the eco-citizen and eco-responsible facilities and infrastructure implemented in the village of Tafilelt (Algeria). It also analyses how living spaces are being reimagined through an architectural language that places the living world at its centre.

تقدّم هذه الدراسة المرافق والبنية التحتية التي تم إنشاؤها في مدينة تافيلت (الجزائر) في إطار رؤية مواطنة بيئية وصديقة للبيئة. كما تقوم الدراسة بتحليل كيفية إعادة النظر في أماكن السكن وفق لغة معمارية حقيقية تضع كل ما هو حي في صميم الفضاء

Introduction

En 2016, à l'occasion de la COP22 à Marrakech, le *ksar* de Tafilelt en Algérie remporte la compétition de la cité la plus durable. Elle est alors la première ville du Maghreb à recevoir un tel prix d'écologie. Par la suite, elle se voit offrir de nombreuses récompenses et participe à d'autres compétitions internationales. Cette victoire est d'autant plus éclatante que le projet, qui a vu le jour au cours des années 2000, est issu d'une initiative citoyenne : à son origine, on retrouve une association de la société civile du M'zab, la fondation Amidoul.

L'entrée du *ksar* Tafilelt.

Trouver une solution à la crise des logements

À l'origine du projet, on trouve la nécessité de régler un problème récurrent en Algérie depuis l'indépendance : celui de la crise du logement. Le phénomène d'urbanisation rapide du pays depuis les années 1970 a en effet marqué le début d'une crise du logement généralisée dans toute l'Algérie : entre l'indépendance et le début des années 2000, la population urbaine est multipliée par dix. Le Sahara est particulièrement touché par ce phénomène d'urbanisation massive : on compte 70 % d'urbains parmi la population saharienne de l'Algérie en 2008



© Wikipédia

(Kouzmine, Fontaine, 2018). Dans la vallée du M'zab, au nord du Sahara algérien, le besoin urgent de logement entraîne la multiplication d'initiatives de constructions désordonnées jusqu'aux années 1990 : l'urbanisation dépasse les murs du *ksar* pour envahir les autres espaces de la vallée jusqu'au lit majeur de l'oued, empiétant même sur des zones inondables jusqu'ici réservées aux palmeraies. Les nouvelles constructions bétonnées de l'expansion urbaine apparaissent inadaptées au cadre du bâti local et entraînent un véritable bouleversement de l'écosystème ksourien. C'est dans ce contexte que naît l'idée de construire le nouveau *ksar* de Tafilelt. Initié en 1997 au sud de l'ancien *ksar* de Beni Isguen, près de Ghardaïa, dans la vallée du M'zab, le projet est à l'initiative d'une association issue de la société civile : la fondation Amidoul, dirigée par Ahmed Nouh, un ancien pharmacien.



© Wikipédia

Ruelle du *ksar* avec ses murs coupe-vent.

La fondation a acheté un terrain de 22 hectares à l'État afin d'y ériger une promotion de logements destinés aux ménages à faibles et moyens revenus en priorité. Le projet, qui vise avant tout à résoudre le problème du manque de logements, propose l'achat de maisons à taux zéro grâce au soutien financier des institutions traditionnelles de la communauté mozabite de Beni Isguen. Inauguré en 2004, le site d'implantation compte aujourd'hui 1 050 logements et accueille plus de 6 000 habitants.

Tafilelt, ville éco-responsable

Ce projet de fondation d'un nouveau *ksar* à Tafilelt marque la recherche d'un aménagement urbain d'un nouveau genre, qui soit capable de s'inscrire dans une dynamique de durabilité. Les fondateurs choisissent de construire la ville sur le modèle de l'architecture ksourienne adaptée aux conditions climatiques du désert. Un retour aux méthodes de construction traditionnelles mozabites, qui ont par ailleurs inspiré un grand nombre d'architectes français à l'instar de Pouillon, Le Corbusier ou encore Ravereau, est donc nécessaire afin de retrouver le lien entre la ville et son environnement saharien. La problématique centrale de la construction devient alors la nécessité de contenir le développement urbain afin de respecter les espaces de végétation : le principe traditionnel du *ksar* vise à délimiter la zone de l'habitat de façon à permettre une concordance entre l'espace bâti et les capacités nourricières du territoire (Côte, 2002). À Tafilelt, l'institution d'une ceinture verte qui limite l'extension du *ksar* a ainsi permis de protéger le reste de l'écosystème ksourien. Il s'agit d'inscrire la symbiose entre l'urbanisme et l'environnement à travers un langage architectural conçu en fonction du micro-climat du *ksar*. Les constructeurs de Tafilelt travaillent sur une reproduction du paysage urbanistique mozabite afin d'inscrire la nouvelle extension urbaine dans une continuité architecturale avec le reste de la vallée. Parmi les principes ancestraux d'architecture repris pour la construction de Tafilelt, on note le décalage dans les perspectives des maisons, qui permet de créer des coupe-vents et de hiérarchiser l'éclairage naturel des rues, plus fort dans les artères principales et plus modéré dans les ruelles. Pour les matériaux de construction, le choix s'est porté sur des matériaux disponibles sur place (pierre crue, chaux, sable, bois de palmier), adaptés aux conditions climatiques arides et dont le faible coût diminue les frais du chantier.

Si la reprise de méthodes de construction vernaculaires mozabites est au cœur du principe de fondation de Tafilelt, il faut également prendre en compte la grande marge laissée à l'innovation

technique et à l'adaptation technologique au sein du projet. L'objectif d'éco-responsabilité nécessite de mettre en œuvre de nouvelles techniques afin d'élaborer un ensemble urbain qui allie tradition et modernité. Au sein de la ville se trouve un éco-parc et une micro-forêt où paissent des animaux élevés dans le respect de l'agriculture biologique et nourris avec des déchets organiques. La ville possède également son propre système de traitement des eaux usées par phyto-épuration, réutilisées pour l'irrigation des cultures grâce à un système de pivot. Un projet d'expansion de l'éco-parc est par ailleurs en cours, dans le but d'établir un potager communautaire, que les habitants cultivent afin de bénéficier de légumes et fruits frais et produits sur place. Si ces pratiques semblent n'être qu'une réinterprétation des méthodes traditionnelles, l'aspect véritablement novateur du projet de Tafilelt réside surtout dans son objectif : en employant ces méthodes, les fondateurs visent à inscrire la vie urbaine dans une dynamique de durabilité. Cette préoccupation centrale de l'éco-responsabilité, qui est au centre du projet de la ville de Tafilelt, se reflète ainsi dans la sensibilisation précoce des enfants aux questions environnementales ; par des visites scolaires régulières de la ferme urbaine, ou encore par la participation aux activités de recyclage, les plus jeunes sont constamment invités à prendre part à la vie écologique de la ville.

Une initiative citoyenne d'un nouveau genre

Si le Sahara est connu pour ses modes d'appropriation territoriale typiques, où l'espace est le reflet de l'organisation des sociétés sahariennes, on peut alors se demander ce que l'expérience de Tafilelt représente en termes de rapports modernes à l'urbanité. La création d'une éco-ville telle que celle-ci révèle le processus de mutation que traverse le *ksar* : s'il n'est pas nécessairement voué à disparaître, il semble clair qu'il évolue. La nouvelle cité demeure le lieu d'un urbanisme de signes (Belguidoum, 2002), qu'ils soient religieux, politiques ou sociaux, qui se reflètent

dans l'architecture et dans l'organisation des espaces publics et privés. Il semble simplement que ces signes aient changé avec le contexte moderne : les espaces publics laissent ainsi deviner de nouveaux rapports sociaux au sein de la ville, traduits par exemple par l'apparition au sein du *ksar* d'une placette publique, lieu de rencontre et de sociabilité pour toutes les catégories de la population, alors même que les seuls lieux en charge de cette fonction sont le *souk* et la mosquée dans le contexte ksourien traditionnel (Cherif Adad, 2021). Au milieu d'une vague d'urbanisation massive et incontrôlée qui a pu faire penser à une disparition de l'ensemble urbain traditionnel et de ses valeurs, avec un abandon progressif de l'habitat collectif et une individualisation croissante de la société mozabite, l'initiative de Tafilelt apparaît comme une tentative de création d'une nouvelle forme urbaine. Si celle-ci reprend certaines valeurs culturelles et religieuses comme la solidarité et l'aide envers les plus démunis, elle s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle conception de la ville saharienne, liée à l'émergence de la société civile. À Tafilelt, l'on retrouve une définition actualisée de l'urbanité, à travers l'importance accordée aux notions de durabilité et d'éco-citoyenneté, et surtout à travers le rapport renouvelé de l'individu à son environnement. Cela passe notamment par un processus décisionnel et de planification qui fonctionne sur la base d'une participation de chacun au sein de la communauté, et ce tant au cours du processus de construction des logements que dans le fonctionnement quotidien de la ville. Il s'agit donc d'inclure chaque habitant dans la construction de son propre logement afin d'améliorer l'adaptabilité de l'habitat à l'individu, en partant du principe que le futur occupant de la maison est le mieux placé pour en connaître les besoins. Cette participation est symbolisée par l'obligation de planter et d'entretenir 3 arbres lors de l'emménagement : l'acte représente l'engagement du nouvel arrivant au sein de la ville, qui n'est plus seulement son nouveau lieu de résidence, mais également un système vivant et fonctionnel auquel il appartient et participe.

© Wikipédia



Conclusion

L'expérience de Tafilelt s'inscrit ainsi dans les problématiques contemporaines du souci de durabilité, et elle représente également une nouvelle manière de concevoir la citoyenneté à travers l'engagement civique actif. Cette prise de conscience reflète l'émergence, depuis une décennie à peu près, d'une dynamique active au sein de la société civile en Algérie, qui se mobilise sous la forme de comités citoyens et d'associations, particulièrement en milieu urbain, avec l'objectif d'initier par elle-même des transformations pour améliorer à la fois la vie quotidienne des habitants et œuvrer sur le long terme afin de préserver l'environnement. Si le cas de Tafilelt est particulier, l'expérience constitue une source d'inspiration pour les futurs projets de logement en Algérie : elle introduit une conception nouvelle de la ville éco-responsable qui s'inscrit dans une dynamique durable et fait de la citoyenneté urbaine une identité active et responsable de l'espace public.

Bibliographie

BACHAR Keira, 2015, *L'intégration des dimensions environnementales et sociales dans les pratiques urbaines en Algérie : enjeux et perspectives*, thèse en architecture et aménagement de l'espace de l'Université du Mans.

Un passage aménagé pour permettre l'accès des voitures au *ksar*.

BACHAR Keira, 2023, « [La vallée du M'zab : mutations urbaines et préoccupations socio-environnementales](#) », *Insaniyat*, n° 91.

BELGUIDOUM Saïd, 2002, « [Urbanisation et urbanité au Sahara](#) », *Méditerranée*, t. 99, n° 3-4.

BELGUIDOUM Saïd, MOUAZIZ Najet, 2010, « [L'urbain informel et les paradoxes de la ville algérienne : politiques urbaines et légitimité sociale](#) », *Espaces et sociétés*, n° 143, 101-116.

BOUALI MESSAHEL Mounia (s. d.), « [Tafilelt, un projet communautaire pour la sauvegarde de la vallée du M'zab](#) », rapport pour le Centre de recherches sur l'Habitat.

CHERIF ADAD Mohamed, 2021, « [Gouvernance locale et réglementation. Nouvelles expériences au M'zab. Le cas des nouveaux ksour](#) », *Méditerranée*, n° 132.

COTE Marc (dir.), 2005, *La ville et le désert : le bas-Sahara algérien*, Paris, Karthala-IREMAM.

DENCHE Imen, DEBACHE Samira, 2021, « [La réinterprétation des ressources patrimoniales comme levier d'écoconception au prisme de la durabilité saharienne. Cas du nouveau ksar Tafilelt dans la vallée du M'zab – Algérie](#) », *Revue roumaine de Géographie*, vol. 66, n° 1, 79-95.

GUELIANE Nora, 2017, « [Performances énergétiques du patrimoine architectural mozabite](#) », *Revue Annales du Patrimoine*, n° 17, 57-72.

KOUZMINE Yaël, FONTAINE Jacques, 2018, « [Démographie et urbanisation au Sahara algérien à l'aube du XXI^e siècle](#) », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 30.

CONTRIBUTEURS & CONTRIBUTRICES

Jamie Furniss est chercheur anthropologue à l'IRMC où, de 2019 à 2023, il a dirigé le projet « Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain », sur les représentations, les pratiques et les techniques liées à la production et à la prise en charge des déchets, ainsi que les manières de concevoir la catégorie « environnement » et les usages qui en sont faits. Il est titulaire d'un doctorat en développement international de l'Université d'Oxford, et a auparavant effectué des recherches de terrain en Égypte. jfrnss@gmail.com

Mustapha Azaitraoui est enseignant-chercheur en géographie sociale à l'Université Sultan Moulay Slimane (Beni Mellal), au Maroc. Ses travaux traitent des problématiques environnementales, de migration, de genre et de développement territorial, notamment sur les terrains marocain, algérien, tunisien et italien. azaitraoui@gmail.com

Maha Bouhlef est enseignante-chercheuse en géographie à l'Université de la Manouba. Sa thèse en géographie de l'Université de Sfax portait sur l'étalement urbain et les inégalités environnementales dans le Grand Sfax. Collaboratrice régulière du [Arab Reform Initiative](#) et du [Arab Council for Social Sciences](#), elle a travaillé sur la crise des déchets à Sfax sous différents angles, dont la gouvernance. Elle est membre du [laboratoire Syfacte](#) de l'Université de Sfax. b2l.maha@yahoo.fr

Alice Carchereux est étudiante en master 2 Politique Comparée Afrique Moyen-Orient à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Outre ses enquêtes sur les mobilisations environnementales à Sfax et à Agareb, elle a auparavant travaillé sur les politiques de justice transitionnelle et le statut « régions-victimes » en Tunisie dans le cadre d'un master en science politique réalisé à l'Université de Genève. alice.carchereux@gmail.com

Hanan Chebbi est enseignante-chercheuse en sociologie et membre du [laboratoire Ecumus](#) de l'Université de Sfax. Elle effectue des enquêtes sociologiques auprès des ramasseurs-recycleurs de déchets en Tunisie, notamment à travers le prisme du genre. chebbi.cherif@outlook.fr

Maria Messaoudi est étudiante en master 1 à l'École normale supérieure de Lyon où elle étudie la sociologie politique, et plus particulièrement les sociétés civiles au Maghreb et les mouvements associatifs environnementaux en Algérie et en Tunisie. maria.messaoudi@ens-lyon.fr

Hassane Mouri est enseignant-chercheur en sociologie à l'Institut supérieur des sciences humaines de Tunis, Université de Tunis El-Manar. Spécialiste des questions de développement et de l'environnement, il a travaillé sur de nombreuses thématiques dont l'eau, l'énergie, l'aménagement du territoire, la gestion des déchets et le développement local et régional. Il est, entre autres, l'auteur de L'informel ou la face cachée de la précarité : le cas des chiffonniers de Tunis (2016), et de plusieurs articles sur les questions de l'environnement en Tunisie et en France. hassanmouri@hotmail.com

Ines Naimi est doctorante en géographie au [laboratoire Syfacte](#) de l'Université de Sfax. Elle a complété un master sur la filière de recyclage des métaux à Sfax, pour lequel l'enquête a été suivie et soutenue par le [Forum tunisien des droits économiques et sociaux \(FTDES\)](#) et l'IRMC. Elle prépare une thèse sur la récupération des déchets à Sfax : approche d'écologie industrielle. naimiines1@gmail.com

Diane Robert est doctorante en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre du projet [ERC Tarica](#) et du [laboratoire Ladyss](#), et attachée temporaire d'enseignement et de recherche à Aix-Marseille Université. Sa thèse porte sur les conflits socio-environnementaux liés aux nuisances industrielles en Tunisie post-2011. diane-robert@live.fr

SUR CE THÈME...

ARCHIVES IRMCÉENNES

Quelques articles du bulletin *Correspondances* (1988-2004)

N° 40 (février 1992) : [bibliographie sur l'environnement](#) | [l'Agence nationale de Protection de l'Environnement de Tunis](#) | « [L'environnement dans la science géographique](#) », par Badra Bchir

N° 7 (nouvelle série, juin 1993) : « [La stratégie des acteurs sociaux dans les Associations d'intérêt collectif \(AIC\) d'eau potable](#) », par Hassane Mouri (en arabe)

N° 31 (nouvelle série, juin 1995) : [le programme DYPEN \(Dynamique Population Environnement\)](#), par Laurent Auclair

Quelques articles de *La Lettre de l'IRMC*

V. Aubry · [Regards croisés sur le rapport à la nature et à l'environnement](#) (2021, n° 30)

J. Furniss, K. Grüneisl · [Exposition Tbarbich à la Maison de l'Image](#) (2021, n° 30)

D. Robert · [La pollution à la croisée des revendications sociales et territoriales](#) (2020, n° 28)

J. Furniss · [Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain](#) (2019, n° 24), et [une masterclass sur le même thème](#) (2019, n° 25)

D. Robert · [Protestations et mobilisations « environnementales » dans la Tunisie post-2011, entre mouvements spontanés et actions associatives](#) (2017, n° 20)

A. Guillaumet · [La place de la nature dans la société tunisienne. Les empreintes du politique sur l'environnement](#) (2017, n° 20)

S. Adjel · [Négociateur pour sécuriser les approvisionnements énergétiques : la naissance de la diplomatie économique au Maghreb dès 1956](#) (2015, n° 15)

A.-L. Collard · [Eau et marginalisation des agriculteurs. Le cas du Merguellil en Tunisie centrale](#) (2014, n° 13)

E. Khemiri · [Compétition sur les ressources agricoles, disparition progressive de l'agriculture paysanne oasisienne, conséquences sociales et environnementales](#) (2014, n° 13)

A. Gana, B. Fouillen · [Concurrences et conflits pour l'usage de l'eau en Tunisie](#) (2013, n° 12)

A. Salhi · [Transformations spatiales et dynamiques socio-environnementales de l'oasis de Ouargla. Une analyse des perspectives de développement](#) (2012, n° 10)

J. Riaux · [Dynamiques socio-hydrologiques des territoires de l'eau en Méditerranée](#) (2012, n° 10)

Recension thématique de la bibliothèque de l'IRMC

OUTILS DE RECHERCHE



Publications de la Heinrich Böll Stiftung (HBS) Tunisie

La HBS Tunisie propose [plusieurs publications](#) en lien avec les thématiques environnementales. Parmi les plus récentes figurent des supports pédagogiques divers : un [manifeste des transformations socio-écologiques tunisiennes](#) (2022), un « [Eco Friendly Guide](#) », un [guide de jurisprudence dans le domaine environnemental et urbain](#) (2020), ou encore une bande dessinée en arabe ([El Makina, la voie du développement durable](#)), ainsi qu'un document rassemblant « [Dix ans de législation en matière environnementale 2011-2021](#) ».

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES)



Le FTDES est une organisation non-gouvernementale engagée dans la justice environnementale, selon des principes édictés dans une [charte](#). Elle publie des rapports en matière de politiques publiques environnementales, au même titre que des tribunes engagées et des études menées par des chercheurs spécialistes du terrain tunisien, entre autres publications gratuites, [consultables en ligne](#).

JEUNE RECHERCHE

Les contributions exposées dans cette rubrique sont issues des travaux de recherche menés par les doctorants en accueil à l'IRMC.

Bébés tunisiens : objectifs et conditions d'une enquête anthropologique

Paul Luciani

Doctorant en anthropologie à [Aix-Marseille Université](#), en accueil à l'IRMC¹, Paul Luciani rédige actuellement une thèse intitulée *Le berceau des subjectivités. Pour une anthropologie comparée des bébés à la crèche en France et en Tunisie, menée sous la direction de Benoît Fliche. À partir d'un travail ethnographique de plus de deux ans auprès des bébés, cette enquête vise à contribuer à l'étude des enfants, de la socialisation et des sensibilités en Méditerranée et dans les mondes arabes tout en proposant une approche novatrice des bébés. Elle postule que l'étude de leurs processus de subjectivation est propre à permettre d'interroger et de renouveler les paradigmes épistémologiques de l'anthropologie.*

Un terrain sensible (pour les Tunisiens, mais aussi pour les chercheurs)

Prétendre étudier la petite enfance en Tunisie a quelque chose d'incongru, voire d'inquiétant. La conception, la mise au monde et la réception des enfants, bien qu'elles fassent

traditionnellement l'objet de rituels ou de célébrations, relèvent d'abord du privé, comme le révèle une riche littérature sur le folklore de la naissance (Bayrem, 1971 ; Debbabi-Missaoui, 2021). L'art d'accueillir les bébés, bien qu'il s'institutionnalise et se médicalise de plus en plus, est avant tout un art féminin qui consiste tant à le protéger de la maladie que de la convoitise extérieure (Renon, 1946 ; Sraieb, 1969). Dans ce cadre, approcher les bébés des autres, *a fortiori* lorsque l'on est un homme qui n'a pas d'enfant, peut s'avérer difficile. Si, mettant de côté les familles, l'on tente d'accéder à des modes de garde collectifs – une voisine qui garde des enfants chez elle, une crèche, un jardin d'enfants, une école coranique, on se heurte rapidement à une seconde difficulté. En effet, la fréquence des scandales de maltraitance relayés par la presse a poussé les pouvoirs publics à lancer une campagne de régularisation de ces lieux de garde généralement informels (dits « anarchiques »), et à leur imposer contrôles, contraintes et cahiers des charges². Dans ces contextes marqués par la méfiance et la crainte d'ingérence, le chercheur, étranger de surcroît, est toujours suspect.

¹ Il a bénéficié d'une aide du gouvernement français au titre du programme [Investissements d'Avenir, Initiative d'Excellence d'Aix-Marseille Université - A*Midex](#), en 2019 et en 2021.

² Voir par exemple la tribune de Abdelkrim Dermech dans *La Presse* du 3 novembre 2021 : « [Agressions et actes de maltraitance dans les jardins d'enfants : il est temps de sévir](#) » ; celle de Karim Ben Said, le 18 mars 2022 : « [Un enfant maltraité dans un jardin d'enfants à Ben Arous : encore une dérive avérée](#) » ; voir également la conférence de presse de la ministre de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors le 5 septembre 2022 ainsi que les [nouveaux cahiers des charges pour l'ouverture d'une crèche ou d'un jardin d'enfants](#) et les [discussions sur leur modification](#).

Insolite, cette enquête l'est aussi pour le monde académique. Si les recherches sur l'enfance représentent, depuis les travaux fondateurs de Philippe Ariès (1960), un courant important de la recherche en sciences sociales, les bébés sont longtemps restés à l'écart de cette dynamique, notamment en anthropologie (Gottlieb, 2000). Pourquoi, en effet, s'intéresser à ces petits êtres si dépendants et vulnérables que l'on se demande comment ils pourraient peser d'une quelconque manière dans la structure des sociétés, ou tout simplement jouer par eux-mêmes un rôle social ? Ajoutons à cela que, dans nos contrées également, il faut le reconnaître, les bébés n'intéressent que rarement les hommes. Il a donc fallu attendre les années 1990 pour que des femmes se saisissent du sujet et qu'une réelle anthropologie de la petite enfance apparaisse. Des contributions sur les bébés ont ainsi fleuri sur la plupart des continents ; néanmoins, le pourtour méditerranéen et les mondes arabes et musulmans demeurent peu étudiés, à l'exception de quelques enquêtes, pionnières en leur temps, mais désormais relativement datées (Granqvist, 1947 ; 1950 ; Ammar, 1954 ; Zerdoumi, 1982).

Enfin, s'il s'agit d'un terrain « sensible » (Albera, 2001 ; Lachheb, De Gourcy, 2022), c'est également par l'implication émotionnelle qu'il suppose chez le chercheur. Étant parvenu, à Tunis, à m'intégrer d'abord chez l'une de ces « assistantes maternelles informelles » de quartier, puis dans un jardin d'enfants et dans un centre de Protection maternelle et infantile (PMI), j'ai côtoyé quotidiennement enfants, parents et professionnels. Or, comme lors d'un premier terrain en France, j'ai tenté d'enquêter au plus près des enfants en participant autant que possible aux tâches imposées par leur garde. J'ai ainsi pu éprouver les difficultés et le caractère harassant du travail auprès des jeunes enfants, qu'il faut constamment surveiller, consoler, assister, bercer, nourrir, distraire et parfois réprimander. Mais la participation émotionnelle du chercheur dépasse ces enjeux. En effet, la particularité de ce type de terrain réside dans la

vulnérabilité des sujets de l'enquête, qui suscite à la fois une empathie permettant d'établir la communication avec eux et des représentations, conscientes ou inconscientes, toujours fortement ancrées, de la manière dont on devrait traiter les bébés et s'occuper d'eux. Chercher à trouver la « juste distance » (Bensa, 1995), dans ce cadre, est une tâche ardue, mais peut-être également inféconde.

Pourquoi et comment étudier les bébés ?

Le caractère émotionnellement très chargé voire politique du sujet semble en effet difficile à contourner. Il n'y a qu'à interroger brièvement des adultes, parents ou non, pour recueillir des propos, souvent polémiques, sur ce qu'était et n'est plus l'éducation des enfants, où se mêlent des souvenirs nostalgiques – les premières années de la vie passées dans la famille ou chez les voisins, les comptines, la tendresse des mères et des grands-mères, le maillot (ياحسرة!) – mais également d'après critiques de l'éducation d'aujourd'hui, réputée à la fois plus laxiste, plus négligente et moins humaine que celle d'antan. Difficile, dès lors, de démêler ce qui relève de représentations fantasmées d'une enfance idyllique, d'opinions politiques réfléchies, d'une idéologie venant justifier ou condamner des pratiques apprises et répétées, ou des modèles d'identification paternels ou maternels. En outre, comme mentionné à l'instant, la subjectivité du chercheur est également engagée. En Tunisie, je me suis ainsi rapidement confronté à des pratiques que je jugeais violentes, notamment dans les lieux de garde collectifs, et qui ont suscité en moi, tout au long de l'année, un sentiment d'indignation et de rejet, ainsi qu'une réticence à poursuivre l'enquête. Pourtant, les sachant relativement communes, il fallait tenter d'en rendre compte en référence à leur contexte général.

Ainsi, étudier la petite enfance nous place premièrement au cœur de l'évolution de la parenté et de la famille, du statut des femmes – puisque c'est essentiellement leur accession massive au marché du travail qui crée une demande de garde – et, plus généralement, des

relations de genre ainsi que des modalités du lien social. Si une riche littérature sociologique s'intéresse à ces évolutions (Bessis, Belhassen, 1992 ; Ferchiou, 1992 ; Ben Salem, 2009 ; Ben Amor, 2011), peu d'études qualitatives abordent ce problème par le prisme de l'enfant. Deuxièmement, les mutations qui touchent la socialisation et l'éducation, notamment dans ses rapports avec l'évolution du capitalisme et des rapports Nord-Sud, restent largement inexplorées. Or, l'on peut s'interroger sur les liens entre les conditions d'accueil et de prise en charge collective des jeunes enfants ainsi que les conditions de travail auprès d'eux, et notamment l'effectif de personnel par rapport aux enfants, et la prégnance du système économique néolibéral. De plus, outre le travail des femmes, une motivation importante du recours aux jardins d'enfants réside dans la valeur éducative qu'on leur prête. L'éducation préscolaire est souvent vue comme un moyen d'assurer la compétitivité des futurs écoliers dans un système éducatif de plus en plus privatisé, et au sein duquel la maîtrise des langues étrangères (le français et, de plus en plus, l'anglais) est envisagée comme un atout indispensable à la réussite, voire un prérequis pour une future expatriation, créant ainsi une pression néocoloniale pour la conformation à un modèle d'éducation et de performance. Plus généralement, l'étude des bébés permet d'aborder la question de la circulation des modèles de soin, notamment *via* la médicalisation de la petite enfance, et des modèles d'éducation des enfants. À travers les bébés, je m'intéresse ainsi aux rapports d'autorité et de hiérarchie, aux représentations liées au développement psychologique des individus ou encore aux notions de violence éducative, de maltraitance ou d'« éducation positive », mises à l'agenda politique par les organisations non gouvernementales et les associations de défense des droits de l'enfant au même titre que l'éducation préscolaire.

Reste cependant un enjeu décisif, situé cette fois-ci sur le plan épistémologique. En effet, jusqu'à présent, l'étude des bébés en sciences sociales semble éviter les bébés. Elle circonscrit le sujet et décrit les rapports sociaux, les

représentations ou les pratiques liées aux bébés, mais sans les approcher de près. Paradoxalement, elle se concentre donc plutôt sur les adultes qui prennent soin des bébés (Collomb, 2019). L'objectif de ma thèse est de proposer une autre approche, centrée cette fois sur les bébés eux-mêmes. D'aucuns jugent ce projet impossible : comment, en effet, faire parler ces êtres sinon silencieux (je peux en témoigner !), du moins incapables de langage articulé ou de propos cohérents et construits (l'étymologie du terme *infans*, celui qui ne parle pas, le confirme) ? Le langage articulé et intentionnel n'est-il pas l'outil indispensable de l'enquête en sciences sociales ? Mon pari est que l'on peut, dans une certaine mesure, s'en passer. Comprendre et retranscrire l'expérience intime et subjective des bébés requiert d'autres types de communications : tantôt corporelles, tantôt vocales, toutes supposent de nouer avec eux des relations durables et profondes, de comprendre la manière dont leur personnalité se structure, dont ils acquièrent la capacité à s'intégrer dans un monde social fait de règles, de normes et de symboles, et comment ils intériorisent ou forgent des manières d'appréhender ce monde. Mon enquête consiste donc avant tout à interroger les bébés en tant qu'individus insérés et s'insérant dans le monde social. Elle repose sur une ethnographie réalisée auprès d'eux et acceptant de se laisser « affecter » (Favret-Saada, 1990) par eux sans chercher à évacuer à tout prix la subjectivité du chercheur. Il s'agit plutôt de s'en servir comme d'un outil heuristique, complété d'autres issus de l'anthropologie des sensibilités, mais aussi de la psychanalyse, de la psychopathologie ou de la psychologie cognitive. De cette manière, je tente de retracer les voies par lesquelles la subjectivité des bébés se construit au gré des relations sociales.

En conclusion, réunissant cette enquête en Tunisie et celle réalisée auparavant en France, mon but est de travailler à une anthropologie comparée de la subjectivation des bébés. Tout en documentant et en mettant en perspective la socialisation des jeunes enfants dans ces deux pays, j'espère proposer une nouvelle approche des bébés contribuant à questionner les

paradigmes épistémologiques des sciences sociales. En me penchant sur la manière dont ils « acquièrent la culture » (Hirschfeld, 2003), j’entends ainsi renouer avec le projet maussien d’une anthropologie générale étudiant l’humain en tant que totalité, c’est-à-dire dans sa dimension sociale et psychologique, individuelle et collective, ou encore biologique et culturelle (Karsenti, 1997).

Bibliographie

ALBERA Dionigi, 2001, « **Terrains minés** », *Ethnologie française*, vol. 31, n° 1, 5-13.

AMMAR Hamed, 1954, *Growing up in an Egyptian Village: Silwa, Province of Aswan*, Londres, Routledge & K. Paul.

ARIES Philippe, 1960, *L'enfant et la vie familiale sous l'ancien régime*, Paris, Plon.

BAYRAM Alia, 1971, « La naissance à Tunis dans les milieux de la bourgeoisie traditionnelle », *Cahiers des Arts et traditions populaires*, n° 4, 7-16.

BEN AMOR Mohamed Ridha, 2011, *Les formes élémentaires du lien social en Tunisie*, Paris-Tunis, L'Harmattan-IRMC.

BEN SALEM Lilia, 2009, *Familles et changements sociaux en Tunisie*, Tunis, Centre de publications universitaires.

BENSA Alban, 1995, « **De la relation ethnographique** », *Enquête*, n° 1, 131-140.

BESSIS Sophie, BELHASSEN Souhayr, 1992, *Femmes du Maghreb : l'enjeu*, Paris, J.-C. Lattès.

COLLOMB Natacha, 2019, « **Les observations des bébés : un défi méthodologique et épistémologique** », *L'Autre*, vol. 20, n° 3, 252-262.

FAVRET-SAADA Jeanne, 1990, « Être affecté », *Gradhiva : revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie*, vol. 8, n° 1, 3-9.

FERCHIOU Sophie, 1992, *Hasab wa nasab : parenté, alliance et patrimoine en Tunisie*, Paris, CNRS éditions.

GOTTLIEB Alma, 2000, « Où sont passés tous les bébés ? Vers une anthropologie du nourrisson », in J.-L. Jamard, E. Terray, M. Xanthakou (dir.), *En substances : textes pour Françoise Héritier*, Paris, Fayard, 366-385.

GRANQVIST Hilma, 1947, *Birth and Childhood among the Arabs: Studies in a Muhammadan Village in Palestine*, Helsingfors, Söderström.

GRANQVIST Hilma, 1950, *Child Problems among the Arabs*, Helsingfors, Söderström.

HIRSCHFELD Lawrence, 2003, « Pourquoi les anthropologues n'aiment-ils pas les enfants ? », *Terrain*, 40, 21-48.

KARSENTI Bruno, 1997, *L'homme total. Sociologie, anthropologie et philosophie chez Marcel Mauss*, Paris, Presses universitaires de France.

LACHHEB Monia, DE GOURCY Constance (dir.), 2022, *Terrains sensibles au Maghreb et au-delà. Acteurs, chercheurs et affects*, Tunis, IRMC-Nirvana.

RENON Albert, 1946, *La Mère et l'enfant*, Tunis, IBLA.

SRAÏEB Noureddine, 1969, « L'enfant et la relation mère-enfant. Un exemple de pays musulman : la Tunisie », *IBLA*, vol. 122, n° 6, 130-146.

ZERDOUMI Nefissa, 1982, *Enfant d'hier : l'éducation de l'enfant en milieu traditionnel algérien*, Paris, François Maspero.

الدَّبَّابِي الميساوي سهام, 2021 , الولادة في تونس : الطقوس والرموز, دار الجنوب للنشر، تونس

Militarised Bodies and Gendered Roles: Assessing “Gender” in Women, Peace and Security (WPS) Trainings in Tunisia Daniela Musina

Daniela Musina is a student of Transnational Governance at the *Scuola Normale Superiore* and the *Scuola Universitaria Superiore Sant’Anna*, under the supervision of Francesco Strazzari and Mario Pianta. Her research seeks to promote a critical analysis of the models and practices of security governance in the Euro-Mediterranean area. She is interested in theoretical approaches from international relations, international sociology, postcolonial and feminist studies that address the nexus between security, capitalism and sexuality, as well as qualitative methodologies and political ethnography.

Introduction

This contribution seeks to provide a preliminary assessment of the tentative applications of the Women, Peace and Security (WPS) agenda and other gender mainstreaming provisions observed in training and other “policy transfer” settings in Tunisia. Transnational agendas focusing on gender are deeply permeated by security policies and securitisation processes. The adoption of Resolution 1325 on Women, Peace and Security (WPS) in 2000 by the **United Nations Security Council** has included gender training in both peace and institution-building contexts. The EU and EU Member States (EUMS) declare their full commitment to the UN WPS agenda and to this aim have developed a Gender Action Plan (GAP), now in its fourth edition, which is at the centre of the entire spectrum of their external action. Tunisia has approved a first draft of its National Action Plan (NAP) on gender in 2018, which is intended to implement WPS provisions. Gender-based agendas have usually a strong normative connotation supposedly aimed at transformative change in gender relations, but their contemporary character is indeed unfolding through substantial forms of external technical assistance. Technical assistance consists of a plethora of different implementation modalities, generally referred to as “capacity building”, trainings and other

educational activities, in line with the recent development mantras and the assumption that approaches relying on the “transfer” of knowledge and expertise are key to solving societal problems. This raises questions about the illusion that paradigms of “technique” or “governance” can be neutral, as it is often assumed in neoliberal or “post-liberal” recipes of external assistance. To the opposite, the neoliberal vision of governance renews with its older liberal tradition and contributes to the (re)production of gendered power relations.

From a preliminary encounter with trainings and their participants, it emerges that essentialised masculine/feminine roles and a specific division of labour pre-exist and are reproduced through these interactions. Militarised routines and bodily expressions also emerge, where «militarisation» can be defined as enacting a reconfiguration of the world in which masculine force and discipline matter in addressing social issues (Enloe, 2000). A feminist approach is well suited to exploring the standpoint of the marginalized or oppressed. But such an approach also teaches that power relations are not fixed, and oppression must also sought “in the interstices of power itself” (Haraway, 1986). Investigating gender issues through the lens of institutional actors, including security ones, which are usually perceived on the oppressive and not the oppressed side, is key. What if there are patterns of marginalisation and oppression within what are broadly depicted as “safe-spaces”, typical of actors and actions that are supposed to “create the conditions of security”? What security is created on these sites, and for whom? What insecurity is being produced?

Problematising normative production and definitions of “gender” within it

The WPS agenda found its launch pad in Tunisia with the recent approval, in 2018, of the NAP

implementing UNSC Resolution 1325 (Della Valle, 2018). What clearly emerges from a first reading of the Tunisian NAP is a distinct focus on gender-based violence, and its conflation with statal “counterterrorist” (CT) or “prevention of violent extremism” objectives and agendas. In a similar vein, the Tunisian Report on the Beijing Declaration and Platform for Action (BPfA) + 25 clearly states the importance to target “local” women as agents of CT/PVE. This does not differ much from the normative content of the European Gender Action Plan (GAP) which, despite its latest versions taking a broader view of “gender” and intersectional axes of discrimination (see EU GAP III and IV), reiterates in its outreach and foreign action dimensions the “inclusion of gender provisions” with CT/PVE objectives through “specific measures, including targeted training for the military, justice and security forces” (EU GAP III, 18). This is not only problematic as a-critically poses the necessity for “European training” to others, non-Europeans, but also because it absolves the state and state institutions from the (re)production of gender-based violence, identifying it exclusively with “terrorism” and “violent extremism”. Whether the Tunisian NAP and the European GAP will remain words on paper with little applicability is a legitimate question. However, it is clear that a growing number of actions are being funded and supported in Tunisia under gender mainstreaming and the WPS “global” agenda, including through Security Sector Reform (SSR) schemes.

A number of contributions have analysed the problematic construction stemming from EU WPS policies of women as “victims”, natural peace-mongers or in need of protection, or challenged their neoliberal instrumental use that markets their potential contribution to peace and security (Muehlenhoff, 2017). The very definitions of “gender” that are common to these documents tend to equate gender with women and do not address men and masculinities, and the male vulnerabilities produced by gender discriminations. Looking at the ways in which these formulations are performative, and thus have practical and political effects, is key to disentangling the tension between a neoliberal capitalist order

that markets women’s roles and experiences within peace and security agendas, and the effects of this order visible on practices, bodily routines, divisions of labour, and militarising cultures that are reproduced through trainings. These new imaginaries promote visions of the “global” and the “human” that are often tethered to value generation or to value extraction (Agathangelou, 2017). The “women-as-value” paradigm is emblematic in this respect. It is no coincidence that the practical provisions and “follow-up” presented in these documents merely translate complex social issues into technocratic indicator-based frameworks, hardly having a transformative impact. They also foster militarisation of attitudes and bodily practices. Unlike “militarism”, which is commonly defined as a set of “assumptions, values and beliefs” (Enloe, 2000), “militarisation” is not an ideology, but rather “a socio-political process by which the roots of militarism are driven deep down into the soil of a society” (*ibid.*) Speaking of militarisation conveys the sense of a dynamic, ever-evolving process that creeps and penetrates into social and everyday life, and as such can be even more pervasive than war (*ibid.*, 2-3). This process involves the intensification of the labour and resources allocated to military and security purposes, something that is now very visible in security assemblages across the Euro-Mediterranean space, including the shaping of other institutions and subjectivities in synchrony with military goals (Mama & Okazawa-Rey, 2012).

Problematising practical effects: ‘womanly’ virtues, division of labour and militarised bodies

A first relevant impression coming out from observations and interviews within/on the margins of SSR and other “training” or supposedly “policy-transfer” settings is that a gendered division of labour between male/female participants pre-exists and is reproduced through trainings. When asked about her day-to-day duties, a Land Forces (*Armée de Terre*) sub-officer attached to the army garrison for

transport and logistics explained that she is always asked by her superiors to take part in internationally-sponsored trainings to share her “best practices” as woman “helping with logistics that are necessary to conduct missions, sometimes in border and hard-to-reach areas”:

I am often in charge of ensuring the backup of transported equipment, such as armaments, but also, when the occasion arises, official examination papers or electoral material and ballot boxes. They are apparently harmless tasks, but in reality they are very delicate¹.

The specific roles performed by female officials and the relative bodily tasks are thus praised and glorified in militarised and hypermasculine spheres of power, and in some cases even become a precondition for participation in trainings. Militarisation here penetrates the body and mind through the division of labour and the creation of a sense of belonging to the military structure while performing atypical, “non-male” tasks. Role positioning and division of labour are not questioned in trainings, but are usually used to adapt gender discourses and actions to these positions.

These accounts are indicative of the ways in which division of labour and militarised gender protection practices are constructed in security arrangements and lauded as “good practices” in trainings. During a DCAF-sponsored training session, a trainer debriefed the audience on the importance of integrating a gender perspective particularly in programmes and agendas tailored to CT/PVE. He showed slides and videos arguing that:

besides avoiding adverse gendered consequences of CT/PVE, female officers are essential to reach out to marginalised communities and to build partnership and trust, which are fundamental to tackle recruitment chains and radicalising narratives².

Alongside the emphasis on the role of female officials in activities such as CT/PVE, and according to WPS interpretations, an argument was made regarding the crucial role of Tunisian mothers and maternal education in PVE, crucially pointing to the importance of family and emotional factors as catalysers – as well as disruptors – of violent extremism. The role of “mothers” and “families” was described by some participants as weightier than a mere increased presence of women within the security sector. A video clip titled “7ay” (which means “alive”) was played to the attention of the trainers and the rest of the participants by representatives of CREDIF ([Centre de Recherches, d’Études, de Documentation et d’Information sur la Femme](#)) who were present at the session³. The discourses and attitudes of both European and Tunisian participants referred to the constructed use-value of women. All seemed to converge towards a greater role to be played by women, on whose shoulders ultimately lies the responsibility for the success of prevention efforts in the private sphere, as opposed to a supposedly “protected” or “safe” public sphere guaranteed by the state and its security actors. This is symptomatic of a structurally patriarchal culture that exists in both the metropole and in the postcolony.

Such activities and relatively prescribed roles are coherent with a logic that assume women are naturally suited to “pacification” or “stabilisation” roles, and ignores that women may gravitate toward military or police careers not necessarily because they are more sensitive to peace and aid issues, but for the same pragmatic reasons that drive many men to seek job security, decent pay and improved career prospects (Pruitt, 2016). In this sense, women are “being marketed” as their skills, knowledge and potential contribution to security and peace (and relative training activities) are used as a vector to legitimise the practices of institutions, including militarised ones. Such marketing

¹ Interview, Tunis, 2022.

² DCAF training session, Hammamet, 2022.

³ The videoclip has been published on the [CREDIF Facebook page](#) and is available at the [following link](#).

works by narrowing gender mainstreaming efforts to a mere showcase of the institution or programme’s inclusiveness, while simultaneously limiting other experiences, skills and resources that women can draw on in these environments, which are not necessarily linked to gender (Pruitt, 2016). These practices have clear material effects in that they encourage men and women to accept their place in the sexual division of labour and in the hierarchical military/security structures. Overlooking these everyday practices is blind to the ways in which agency (and bodies) are constrained by socio-material relations and to the ways in which women’s attitudes can be counterproductive to their own empowerment (Martin de Almagro, Ryan, 2019).

There is nothing automatic or irreversible about this practical cult of militarisation. There are several examples of subtle, sometimes unconscious strategies to escape the physical constraints imposed by the security environment. Some female officers, for example, like to express their personality through their outfits, even when in uniform, and are not afraid of the judgement that might follow from their male and female colleagues. “Clothing is the first identification and demarcation accessory” (Bouzar quoted in Matri, 2021). Militarisation, like all relational processes in society, is unstable and constantly subject to manipulation by those most oppressed by it, who seek to carve out their own manoeuvring space.

Bibliography

AGATHANGELOU Anna M., 2017, “From the Colonial to Feminist IR: Feminist IR Studies, the Wider FSS/GPE Research Agenda, and the Questions of Value, Valuation, Security, and Violence”, *Politics & Gender*, vol. 13, n° 4, 739-746.

DELLA VALLE Clara, 2022, “[‘Which women? What agenda?’ Situating WPS in North Africa: the case of Tunisia](#)”, *Inter-Disciplinary Political Studies*, vol. 8, n° 1, 121-142.

ENLOE Cynthia, 2000, *Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women’s Lives*, Berkeley, University of California Press.



© Eric Gohary / @ericgohary (Instagram)

« Ne devient-il pas évident que, dès l’instant où nous posons le regard sur notre terre, sur l’environnement, nos identités s’entremêlent ? » (E. Gohary)

HARAWAY Donna, 1988, “Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective”, *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, 575.

MAMA Amina, OKAZAWA-REY Margo, 2012, “Militarism, conflict and women’s activism in the global era: challenges and prospects for women in three West African contexts”, *Feminist Review*, n° 101, 97-123.

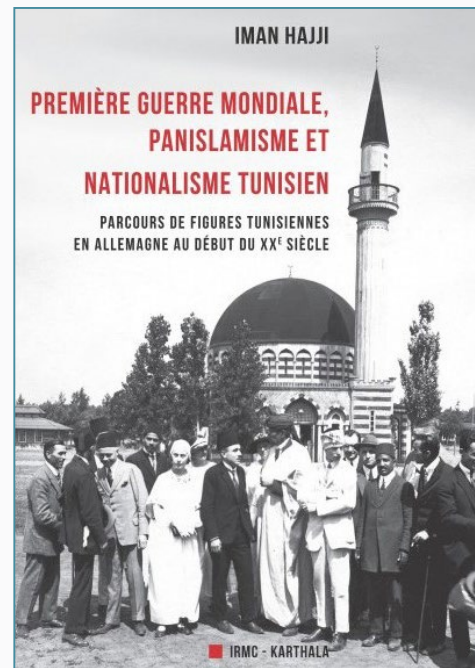
MARTIN DE ALMAGRO Maria, RYAN Caitlin, 2019, “Subverting economic empowerment: Towards a postcolonial-feminist framework on gender (in)securities in post-war settings”, *European Journal of International Relation*, vol. 25, n° 4, 1059-1079.

MATRI Khaoula, 2021, “Tunisian case, in Return of Maghrebien women from hotbeds of tensions”, in L. Hassen (eds), Tunis, Friedrich-Ebert Stiftung.

MUEHLENHOFF Hanna L., 2017, “[Victims, Soldiers, Peacemakers and Caretakers: the Neoliberal Constitution of Women in the EU’s Security Policy](#)”, *International Feminist Journal of Politics*, vol. 19, n° 2, 153-167.

PRUITT Lesley J., 2016, *The Women in Blue Helmets: Gender, Policing, and the UN’s First All-Female Peacekeeping Unit*, Oakland, University of California Press.

ACTUALITÉS DES PUBLICATIONS | 2022



Thèse d'histoire, par Iman Hajji

Juillet 2022 | 32 dt - 32 €
En vente à l'IRMC

Lié au thème du mouvement national tunisien dans le contexte du protectorat français en Tunisie, cet ouvrage s'inscrit dans le champ de l'histoire des idées. Il examine la politique orientale menée par les autorités allemandes en situation de rivalité avec les puissances britannique et française et le tropisme en faveur de l'ottomanisme ayant conduit une pléiade d'intellectuels tunisiens à établir des liens avec des représentants allemands, jusqu'à séjourner en Allemagne, de manière plus ou moins durable, au cours du premier conflit mondial.

▲ Coédition IRMC-Karthala. [En savoir plus](#)

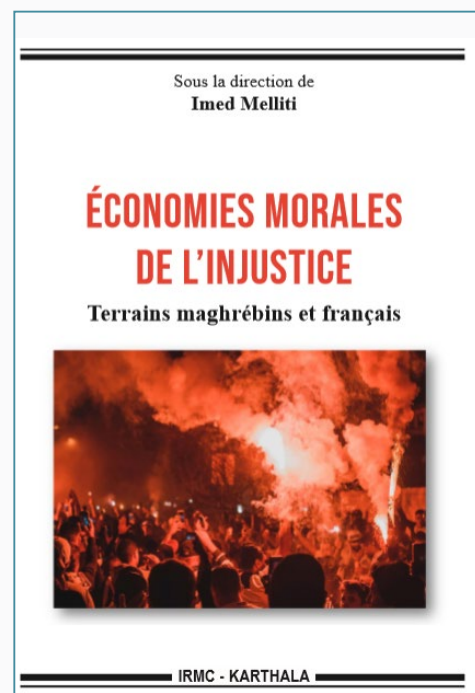


Acte de colloque, sous la direction d'Anne-Marie Moulin

Septembre 2022 | 30 dt
Disponible en librairie en Tunisie
Ouvrage issu d'un colloque tenu à l'IRMC en juin 2012.
Lectures et présentation effectuées à l'occasion de l'hommage au professeur Amor Chadli, le 8 novembre 2022.

L'Institut Pasteur s'élève au centre de Tunis, lié par le public à la médecine et au vaccin contre la rage. En 2012, des témoins de deux générations s'y sont réunis avec des historiens pour discuter le passé et construire l'avenir, à propos des trois Instituts Pasteur d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, et répondre à trois questions : qu'est-ce qu'être « pasteurien » ? Comment se transmet la mémoire de la science à travers les générations ? Quel avenir pour les Instituts ?

▲ Coédition IRMC-Institut Pasteur de Tunis-Nirvana. [En savoir plus](#)



Ouvrage collectif, sous la direction de Imed Melliti

Décembre 2022 | 25 dt - 25 €
En vente à l'IRMC
Présentation à l'IRMC le 16 mars 2022.

Issu d'un programme de recherche hébergé par l'IRMC et consacré aux économies morales et aux sentiments d'injustice, cet ouvrage a pour ambition de contribuer modestement à la réflexion actuelle sur les économies morales à partir de perspectives inédites. Il essaie de rendre compte de manière analytique d'un large spectre de sentiments d'injustice indexés sur des situations sociopolitiques différentes, allant du contexte colonial à celui des transitions démocratiques et politiques au Maghreb.

▲ Coédition IRMC-Karthala. [En savoir plus](#)



Ouvrage collectif, sous la direction de Monia Lachheb et Constance de Gourcy

Septembre 2022 | 25 dt
Disponible en librairie
[Compte-rendu de lecture disponible sur OpenEdition \(Lectures\).](#)
Présentation à l'IRMC le 2 mars 2023.

Les sciences sociales exigent des chercheur·e·s des données empiriques qui servent de socle pour leur analyse. Ces données émanent du terrain qui correspond à un espace, un objet, des interactions avec des personnes-ressources et des personnes enquêtées selon un protocole méthodologique spécifique. Par-delà la diversité des terrains, quelles sont les dimensions qui les rendent sensibles ? Comment s'inscrivent-ils dans les mutations des sociétés contemporaines et les révèlent-ils comme enjeux nouveaux de connaissance ?

▲ Coédition IRMC-Nirvana. [En savoir plus](#)

RÉÉDITIONS EN LIGNE



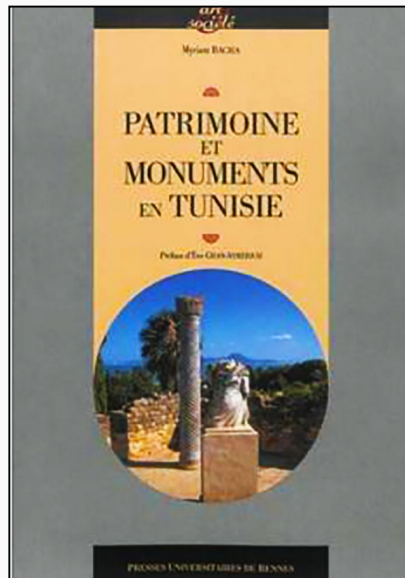
Thèse d'histoire, par **Pierre Vermeren**
Réédition électronique, coll. « *Recherche contemporaines* »

Septembre 2022 | [open access](#)

Quel rôle a joué l'école dans la reproduction des élites au Maghreb au cours du XX^e siècle ? C'est la question dont traite ce livre, de façon rigoureuse et érudite. Machine de déclasser social sous la colonisation pour les classes dirigeantes précoloniales, l'école ouvre, avec l'indépendance, ses portes aux enfants des classes moyennes. La contestation politique des années 1960 qui s'ensuit incite les autorités à réformer le système scolaire en vue de le neutraliser. La politique d'arabisation débouche sur la dualisation des systèmes d'enseignement au Maghreb, opposant filières d'élite et filières de relégation que sont les « facultés-casernes ». La voie est alors ouverte à l'islamisme. L'auteur retrace cette histoire en brossant le portrait de quatre générations. Jusqu'aux indépendances en 1956, le baccalauréat est la clé de la conquête des études supérieures pour une infime minorité de musulmans. Comme la génération des pionniers, celle des indépendances s'affirme en tirant profit de son capital social. Les réformes de grande ampleur, mises en place à partir de 1945 et renforcées à l'indépendance, permettent l'émergence, du début des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970, de la génération de l'ouverture. Dans le dernier quart du siècle, la génération de la crise est confrontée à la saturation de l'État national. La fermeture sociale s'est installée face au processus de consolidation de la nouvelle élite.

▲ Réédition de l'IRMC disponible sur OpenEdition Books, initialement parue aux éditions La Découverte (2002, Paris). [En savoir plus](#)

Thèse d'histoire de l'art, par **Myriam Bacha**
Édition électronique en partenariat avec [les Presses universitaires de Rennes](#) (hors collection).



Février 2023 | [open access](#)

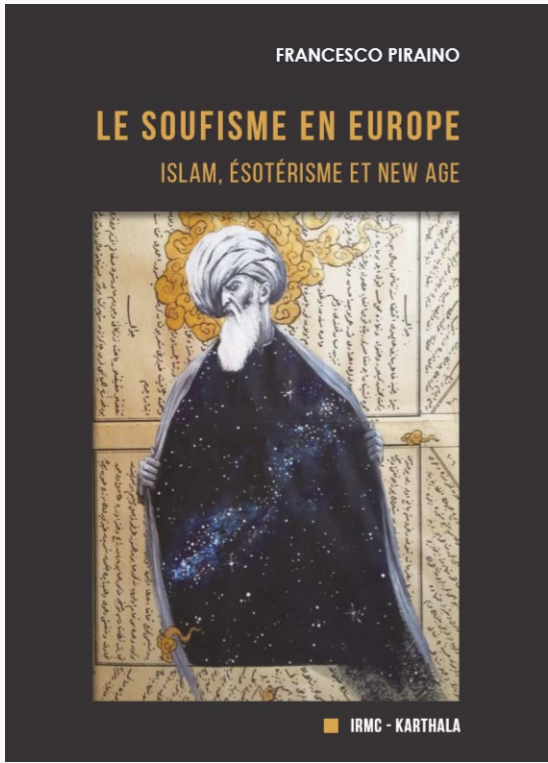
Le patrimoine de la Tunisie, d'une incroyable richesse, est tout autant constitué de monuments puniques, romains, byzantins qu'islamiques dont certains sont aujourd'hui protégés au titre des monuments historiques, voire inscrits sur la liste du patrimoine de l'Unesco. Ces monuments ont d'abord suscité la curiosité des explorateurs et voyageurs du XIX^e siècle puis l'intérêt des savants européens et des autorités coloniales françaises. L'histoire de leur patrimonialisation prend ses sources bien avant l'établissement du protectorat, mais c'est au début de celui-ci que sont fondées les institutions modernes, à l'origine de l'actuel Institut national du Patrimoine de Tunisie. En 1885, est ainsi créé le Service des antiquités et des arts sous l'égide du ministère français de l'Instruction publique et de l'Académie des inscriptions et belles lettres, pour étudier, sauvegarder, restaurer et mettre en valeur le patrimoine du pays. Pour ce faire, cette administration s'appuie sur une législation patrimoniale novatrice et encadre la création du musée Alaoui, aujourd'hui plus connu sous le nom de musée du Bardo. Cet ouvrage s'attache à retracer l'histoire de ces institutions patrimoniales en montrant comment se sont engagées la patrimonialisation, l'étude, la sauvegarde et la mise en valeur des différentes catégories de monuments entre 1881 et 1920.

▲ Initialement éditée en 2013 par les [Presses universitaires de Rennes](#). [En savoir plus](#)

VIENT DE PARAÎTRE

THÈSE : COÉDITION IRLC-KARTHALA

Mai 2023



Le soufisme connaît aujourd'hui une phase d'expansion, guidé par des maîtres charismatiques qui renouvellent leurs langages, attirent de nouveaux disciples et franchissent les cadres culturels et géographiques d'origine. Ce livre décrit le développement du soufisme en Europe occidentale, en particulier en France et en Italie, à travers une recherche empirique fondée sur l'observation participante de quatre confréries à Paris et à Milan : la Alawiyya, la Budshishiyya, la Naqshbandiyya Haqqaniyya et l'Ahmadiyya-Idrisiyya Shadhiliyya.

Dans une perspective réflexive en socio-anthropologie des religions, l'auteur montre la tension qui marque le soufisme contemporain, entre la scientia experimentalis axée sur l'expérience directe du divin, et la sacra doctrina, tradition fondée sur les textes sacrés et reproduisant les structures et l'ordre moral islamiques. Il décrit également ses formes d'hybridation et la création de nouveaux rituels, doctrines et structures organisationnelles qu'elles permettent. Enfin, l'ouvrage aborde les différentes options politiques du soufisme en Europe, comme l'engagement citoyen ou l'élitisme métapolitique.

Francesco Piraino est sociologue des religions et des cultures, spécialiste des questions liées à la spiritualité, à la mystique, à l'ésotérisme, à l'art et aux liens et connexions entre les religions. Il est actuellement chercheur à l'[Université Ca'Foscari de Venise](#) et directeur du [Centre d'études comparées des civilisations et des spiritualités de la Fondation Giorgio Cini](#).

Le catalogue des publications de l'IRMC est désormais disponible [en ligne](#).

LES LETTRES DE L'IRMC (2009-2023)



L'ensemble des *Lettres de l'IRMC* est disponible [sur le site de l'institut](#), ou en cliquant sur les numéros ci-dessus. Un classement thématique de ses rubriques est en cours, prochainement en ligne.